

INSTITUT
MONTAIGNE

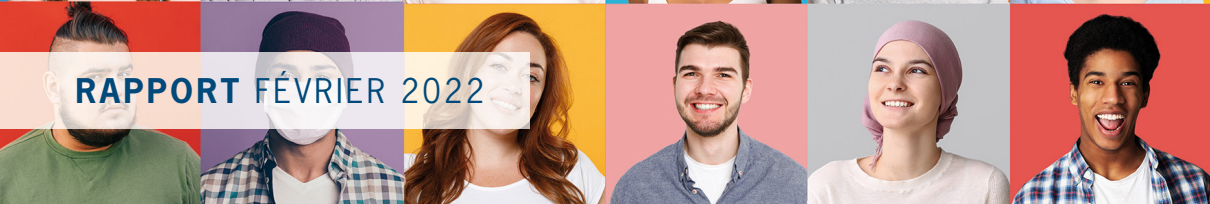


Une jeunesse plurielle

Enquête auprès des 18-24 ans



RAPPORT FÉVRIER 2022



INSTITUT
MONTAIGNE



Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. À travers ses publications et les événements qu'il organise, il souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique avec une approche transpartisane. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros.

Une jeunesse plurielle

Enquête auprès des 18-24 ans

RAPPORT – FÉVRIER 2022

À PROPOS DES AUTEURS

*Il n'est désir plus naturel
que le désir de connaissance*



Olivier Galland

Directeur de recherche émérite au CNRS.

Olivier Galland est Directeur de recherche émérite au CNRS. Il a dirigé le Groupe d'études des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne. Il est spécialiste des questions de jeunesse. Il a aussi travaillé sur la sociologie des valeurs et la sociologie des inégalités. Il a publié *Sociologie de la jeunesse* (Armand Colin, 2017), *Sociologie des inégalités* (avec Yannick Lemel, Armand Colin, 2018), *La tentation radicale*, enquête auprès des lycéens (co-dirigé avec Anne Muxel, PUF, 2018).



Marc Lazar

Professeur d'histoire et de sociologie politique, Marc Lazar est directeur du Centre d'Histoire de Sciences Po (Paris) et président de la *School of government* de l'Université LUISS (Rome). Il est *Senior Fellow* de l'Institut Montaigne. Il est spécialiste des gauches en Europe, de la politique française et italienne et des populismes contemporains. Derniers livres parus : avec Ilvo Diamanti, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, Paris, Gallimard, 2019 ; avec Mathieu Fulla, Marc Lazar (sous la direction de), *European Socialists and the State in the Twentieth and the Twenty-First Century*, Basingstoke, Palgrave, 2020 ; avec Mathieu Fulla, *Les Socialistes européens et l'État*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2021 ; avec Stéphane Courtois, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2022.

*À la mémoire de la sociologue et ethnologue Martine Ségalen,
décédée le 23 juin 2021.*

INTRODUCTION

2022 est l'année de l'élection présidentielle suivie du renouvellement de l'Assemblée nationale. Ces échéances essentielles de notre pays surviennent dans un climat de profonde défiance politique enregistrée par toutes les enquêtes d'opinion, et particulièrement marquée, on le sait, parmi les jeunes. En 2017, selon l'Insee, 21,3 % des jeunes de 18-24 ans n'ont voté à aucun des deux tours de l'élection présidentielle et des élections législatives contre 14,6 % pour l'ensemble des Français inscrits sur les listes électorales. Jean-Yves Dormagen, professeur de science politique et spécialiste de l'abstention, a récemment fait remarquer qu'aux élections régionales de l'an dernier, un scrutin certes moins mobilisateur qu'une élection présidentielle, « l'écart de participation atteignait plus de 30 points entre les 18-24 ans et les 65 ans et plus ». Toutefois, gageons que la jeunesse sera sans doute invoquée par la plupart des candidats qui tenteront de la séduire et d'attirer les voix de ceux et de celles qui se déplaceront vers les urnes. D'autant que tous les prétendants à la charge suprême savent que la jeunesse a été particulièrement touchée par la Covid. Nombre de sondages l'ont montré et plusieurs enquêtes journalistiques y ont été consacrées, cependant que tous les parents s'en inquiètent. La pandémie ne peut qu'accroître les préoccupations des jeunes dans un pays où leur taux de chômage et leur précarisation sur le marché du travail sont particulièrement élevés et pénalisants.

En outre, selon certains analystes, essayistes, journalistes et nombre de médias, la jeunesse française serait littéralement en rupture de ban. Elle céderait, toute d'un bloc, aux sirènes du « wokisme » et de la « cancel culture » venus des États-Unis et relayés par des groupes d'activistes particulièrement virulents. Plus encore que celle des années 1960, voire de périodes antérieures étudiées par les historiens, elle serait en rupture avec les générations précédentes, en particulier, avec les boomers, qui, consternés ou sidérés, assisteraient au surgissement de thématiques et aux mobilisations de leurs petits-enfants à leurs yeux incompréhensibles voire totalement condamnables. Il ne s'agirait pas simplement d'un traditionnel conflit générationnel mais bien d'une sorte de rupture de civilisation qui serait en train de s'opérer.

Aussi, dans ce contexte, une large partie de la société française s'interroge sur le devenir de sa jeunesse. Telle est la raison pour laquelle depuis quelques années¹, les études scientifiques se multiplient sur celle-ci et plus encore depuis l'an dernier. Nous avons voulu à notre tour contribuer à l'intelligence de la jeunesse française. Pour ce faire, avec Louis Harris interactive, nous avons entrepris, une enquête qui est inédite pour trois principales raisons. Elle repose d'abord sur un échantillon presque sans précédent, hormis certaines enquêtes de l'Insee, de 8 000 jeunes âgés de 18 à 24 ans. Elle consiste ensuite en une batterie de questions touchant le plus d'aspects possibles de la vie des jeunes : le ressenti de leur situation jusque dans leur quotidien, leurs rapports avec leurs familles, leurs appréciations de l'école comme de leurs études supérieures pour ceux qui en font, leurs perspectives d'avenir, leurs relations au travail, leurs valeurs, leurs visions de la société, leurs engagements et leurs positionnements par rapport à la politique, et, bien entendu, leurs vécus de l'épidémie de la Covid 19. Enfin, et c'est un autre point capital, notre enquête a voulu établir des comparaisons avec les parents et les « Baby Boomers », en s'appuyant sur des échantillons plus limités quantitativement (1 000 chacun) mais fort instructifs, afin de vérifier si l'on était réellement en présence d'importants clivages générationnels.

On l'aura compris, cette enquête que nous pensons originale et lourde de précieux enseignements, ne se contente pas de mesurer les effets de la Covid 19 sur les jeunes. Elle prend en considération ce facteur conjoncturel tout à fait considérable mais elle dégage aussi des caractéristiques plus structurelles des jeunes de 18 à 24 ans dont une partie du sort dépendra peut-être du résultat de l'élection présidentielle.

¹ Par exemple : Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen dans *Avoir 20 ans en 2020, Le nouveau fossé des générations*, Odile Jacob, 2020 ; Tom Chevalier, Patricia Loncle, *Une jeunesse sacrifiée ?*, Paris, La vie des idées-PUF, 2021 ; Brice Couturier, *Ok Millennials !*, Paris, Editions de l'Observatoire, 2021 ; Frédéric Dabi, *La fracture*, Paris, Les Arènes, 2021 ; Olivier Galland, Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018 ; Laurent Lardeux et Vincent Tiberj, *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La documentation française, 2021 ; Anne Muxel, *Politiquement jeune*, La Tour d'Aigues, Fondation Jean Jaurès-Éditions de l'Aube, 2018 ; Comment la jeunesse pense le monde d'aujourd'hui ? Les résultats de l'enquête « Et maintenant ? » Arte, France culture décembre 2021.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'enquête réalisée par l'Institut Harris Interactive a interrogé trois échantillons :

- Un échantillon principal de 8 000 personnes, représentatif de la génération des « jeunes », âgés de 18 à 24 ans au moment de l'enquête ;
- Un échantillon miroir de 1 000 personnes, représentatif de la génération des « parents », âgés de 46 à 56 ans au moment de l'enquête ;
- Un échantillon miroir de 1 000 personnes, représentatif de la génération des « boomers », âgés de 66 à 76 ans au moment de l'enquête.

La constitution des échantillons respectant les critères de représentativité (à partir des données publiques de l'Insee et d'EUROSTAT), a été établie sur la base de quatre critères : le sexe croisé avec l'âge, la Région (sur la base des 13 nouvelles régions), la taille de l'unité urbaine, la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS). Concernant les jeunes, le critère de la PCS a été utilisé différemment selon que les jeunes résident ou non chez leurs parents. Dans le premier cas, la PCS de la personne de référence du foyer a été utilisée ; dans le second cas, la PCS de la personne interrogée a été utilisée. Le niveau de diplôme n'a pas fait l'objet d'un quota à proprement parler, mais d'un contrôle global du niveau obtenu naturellement. Celui-ci s'avère proche de l'équilibre souhaité, sans nécessité de redresser spécifiquement sur ce critère.

Les répondants ont été recrutés à partir de l'access panel qu'Harris Interactive possède en propre depuis 1998. Ce panel comprend en France 600 000 individus. Cette taille permet de garantir la représentativité et d'éviter toute sur-sollicitation.

Les contacts sélectionnés en fonction des critères de représentativité ont été sollicités par emailing et ont rempli le questionnaire en ligne. Celui-ci a été conçu pour que les enquêtés puissent y répondre dans un temps ne dépassant pas 25 minutes. L'avancement du terrain a fait l'objet d'un suivi avec des relances ciblées auprès des non-répondants et sélection de nouveaux contacts si le respect des quotas l'exigeait.

Le terrain s'est déroulé au mois de septembre 2021. Au total, l'échantillon jeunes comprend 8 074 individus, l'échantillon « parents » 1 001 individus et l'échantillon « boomers » 1 000 individus.

L'Institut Harris Interactive a fourni un coefficient de redressement (toujours inférieur à 4, même pour les profils les plus rares, afin de minimiser l'impact du redressement sur les données brutes) pour chacun des échantillons afin de corriger les distorsions, lorsqu'elles existent, entre les données brutes et la structure idéale (respectant strictement les quotas).

Introduction	6
Méthodologie de l'enquête	8
I. Quelles difficultés les jeunes ressentent-ils durant l'entrée dans la vie adulte ?	12
1. Des types de difficultés assez proches d'une génération à l'autre	17
2. Le niveau d'aisance des parents : facteur décisif pour protéger du sentiment de précarité financière	20
3. Le niveau d'aisance financière des parents a un impact sur de nombreux autres domaines de la vie quotidienne des jeunes	25
4. Comment les difficultés ressenties impactent-elles le sentiment de bonheur ?	27
5. Confiance et défiance à l'égard de l'école	29
6. Les points à retenir	33
II. Les perspectives d'avenir : travail et choix d'un lieu de vie	34
1. Le travail par passion	34
2. Enracinement et mobilité des jeunes	38
3. Les points à retenir	40
III. Engagements, désaffiliation politique et radicalité	42
1. Des jeunes sensibilisés aux questions sociétales	42
2. Les jeunes ne sont pas massivement gagnés par le « wokisme »	47
3. Les jeunes divisés sur la théorie du genre	53
4. Des jeunes « écolos » mais pas beaucoup plus que les générations précédentes	57
5. Engagements des jeunes et désaffiliation politique	60
a. Les modes d'action protestataires et le vote sont des moyens complémentaires de l'engagement	60

b. La désaffiliation politique : le constat	64
c. Désaffiliation politique, image de la politique et rapport à la démocratie	70
6. Radicalité et violence politique	75
7. Les jeunes plus favorables à une société ouverte	88
8. Les points à retenir	90
IV. Quels clivages intra et intergénérationnels ?	92
1. Une typologie de la jeunesse	92
2. La typologie	96
a. Les démocrates protestataires	97
b. Les révoltés	99
c. Les désengagés	101
d. Les intégrés transgressifs	102
3. Clivages sexués, d'origine et culturels	111
a. Différences selon le genre	111
b. Différences selon l'origine nationale et la religion	113
c. Les différences culturelles	119
4. Les points à retenir	127
V. L'effet COVID	128
1. Les jeunes très affectés psychologiquement par la crise sanitaire	129
2. Jeunes femmes et jeunes en difficultés financière particulièrement affectés	133
3. Des jeunes moins enclins à respecter les consignes sanitaires	135
4. Les points à retenir	139
Conclusion	140
Annexe	143
Remerciements	159

QUELLES DIFFICULTÉS LES JEUNES RESSSENTENT-ILS DURANT L'ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE ?

En France, les conditions d'entrée dans la vie adulte sont moins favorables que dans d'autres pays européens du fait principalement d'un taux de chômage élevé dans les premières années de vie active. En 2019, avant le début de la crise épidémique du Covid-19, la France occupait le 24^e rang sur les 27 pays de l'Union Européenne (UE), avec un taux de chômage des 15-24 ans de 20,7 %, contre seulement 5,8 % en Allemagne, et 15,3 % pour l'ensemble des pays de l'UE. Si la situation en matière d'emploi des jeunes s'est améliorée sous le quinquennat actuel (le taux de chômage des jeunes était de 26 % en 2016), elle demeure singulière à l'échelle européenne.

Plusieurs causes sont souvent avancées pour expliquer cette situation.

En premier lieu, on retrouve l'inadaptation relative du système éducatif français aux besoins du marché du travail. Ainsi, l'on compte environ 200 000 emplois vacants annuellement en France² alors que plus de la moitié des CAP et Bac Pro se retrouvent sans emploi dans l'année qui suit l'obtention du diplôme

En second lieu, l'importance des sorties sans qualification (environ 80 000 jeunes chaque année) alliée au niveau du Smic (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) français, qui est l'un des plus élevés d'Europe, contribue également, selon nombre d'économistes, à une insertion plus difficile sur le marché de l'emploi de la partie de la jeunesse française la moins qualifiée.

Enfin, la segmentation du marché du travail est une autre cause importante. L'organisation du marché du travail français tend à faire peser tout le poids de la flexibilité du marché du travail sur les jeunes, avec des contrats très protecteurs pour les adultes de plein exercice – massivement employés en CDI – et des contrats courts

et précaires pour les jeunes débutant dans la vie active. En France, la jeunesse constitue ainsi la variable d'ajustement des évolutions de l'économie.

Entre le début des années 1980 et la fin des années 1990, le taux d'occupation d'emplois instables a doublé chez les jeunes actifs de 15-24 ans, pour se maintenir ensuite à un niveau proche de 50 %, quand *a contrario* il concerne à peine moins de 10 % des 30 ans et plus depuis les années 1980 (voir le graphique page 14).

Dès lors, le taux élevé de chômage des 15-24 ans en France s'explique principalement par l'importance de la rotation d'emplois, avec, à chaque fois, un passage par la case chômage. Alors qu'après 25 ans le taux d'accès à l'emploi stable s'accélère rapidement, les difficultés que rencontrent les jeunes se concentrent donc dans cette première phase de la jeunesse.

D'autre part, les premiers salaires d'embauche des jeunes³ ne sont pas élevés et leur permettent difficilement d'accéder à une véritable indépendance, sauf si les parents fournissent un complément de revenu. En 2014, l'Enquête Nationale sur les Ressources des Jeunes (ENRJ) réalisée par la DREES et l'Insee⁴, évaluait le montant moyen des ressources de l'ensemble des jeunes de 18 à 24 ans (quelle que soit leur situation d'activité) à 770 euros par mois (revenus du travail, transferts et aides des familles, et aide sociale publique). Ce montant évolue rapidement avec l'âge pour atteindre 1 120 euros à 24 ans (en 2014).

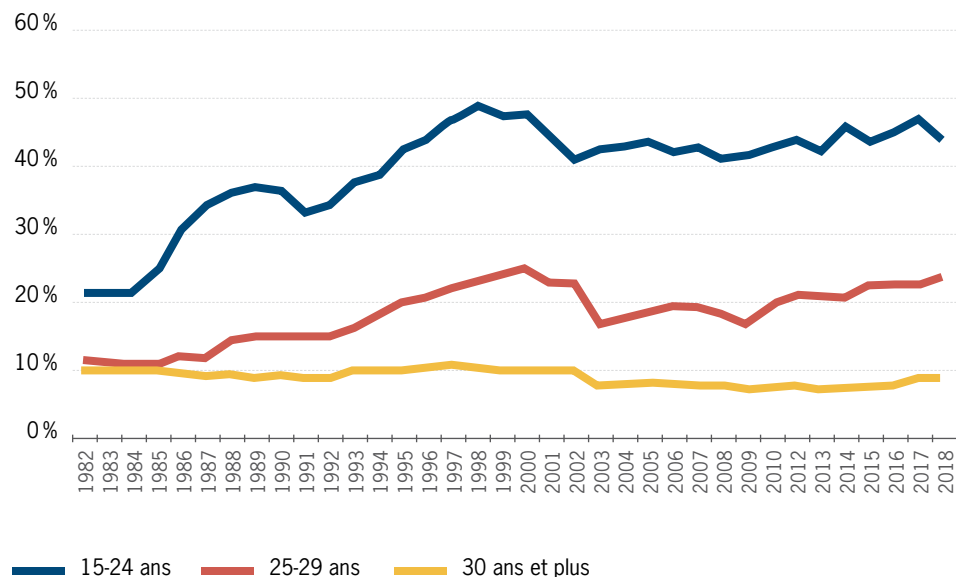
² DARES, Juin 2021. La difficulté de recruter dans des métiers auxquels prépare le lycée professionnel a eu un écho médiatique particulier au moment de la reprise post-déconfinement en mai 2020, notamment dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de l'aide au soin ou encore du transport et de la logistique (Pôle Emploi, juin 2021).

³ Le salaire médian à l'embauche du premier emploi des jeunes ayant terminé leurs études en 2010 et enquêtés par le CEREQ en 2017 était de 1 265 € (1 125 € pour un non diplômé, 1 690 € pour un titulaire de M2).

⁴ « Devenir adulte : comment évoluent les ressources? », *Dossiers de la DREES* n° 48, janvier 2020.

Taux d'emploi instable parmi les actifs selon l'âge

(Intérim, CDD, stages, aides familiaux)



Source: Insee, Enquêtes Emploi.

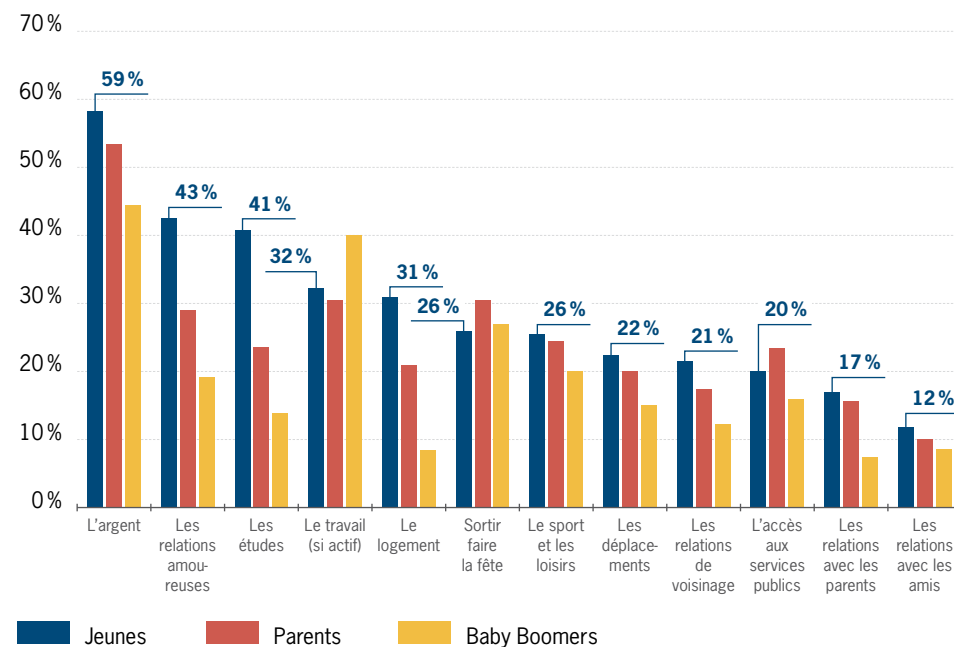
Il n'est donc pas surprenant de constater dans notre enquête que les difficultés d'argent sont celles qui sont le plus signalées par les jeunes⁵ : 59% en font état (en les jugeant plutôt ou très difficiles). Cependant, le pourcentage de ceux qui les jugent « très difficiles » (15%) relativise un peu la gravité de ces difficultés financières (graphiques page 14 et page 15).

Toutefois, les difficultés matérielles qu'ils peuvent rencontrer ne semblent pas entamer outre mesure le sentiment de bonheur des jeunes qui se disent assez massivement « heureux » (à 82%), plus que la génération des parents (77%) et autant que la génération des Baby Boomers. Ils se disent même plus souvent « très heureux » (17%) que la génération des parents (10%) et des Baby Boomers (7%). Dans leur construction personnelle vers la vie d'adulte, les jeunes peuvent également connaître des difficultés liées à la construction du réseau de relations sociales : éloignement progressif des parents, approfondissement des relations amicales, découverte de

⁵ Les difficultés liées au travail ne viennent qu'en quatrième position, mais la question n'a été posée qu'à ceux qui avaient un travail. On note cependant que ceux qui occupent un emploi instable sont plus nombreux à signaler le travail comme une chose « difficile » (36% contre 29% pour ceux qui occupent un emploi stable).

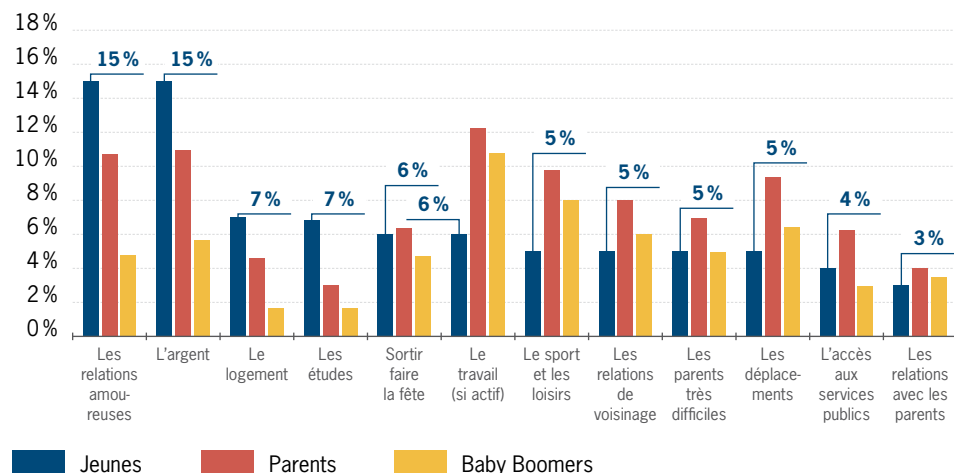
nouvelles relations de voisinage après une installation indépendante, découverte des relations amoureuses. L'enquête a interrogé les jeunes sur les difficultés (ou l'absence de difficultés) qu'ils pouvaient rencontrer dans ces différents domaines.

Domaines jugés difficiles (très ou plutôt) par générations



Lecture : 59% des jeunes citent l'argent comme quelque chose de « plutôt difficile » ou « très difficile » pour eux. Ce pourcentage porte sur l'ensemble des jeunes y compris ceux qui ont répondu qu'ils n'étaient pas concernés ou qui n'ont pas répondu (6% concernant les questions d'argent). Ces jeunes « non concernés » par les questions d'argent sont surtout des scolaires et des étudiants qui considèrent sans doute que n'étant pas autonomes, ils n'ont pas à répondre à cette question.

Domaines jugés très difficiles par générations



(respectivement 23 % pour la génération des parents et 14 % pour la génération des Baby Boomers). Il peut bien sûr y avoir un effet de mémoire, mais l'écart paraît néanmoins conséquent.

D'autre part, l'accès au travail n'apparaît pas chez les jeunes comme un sujet de difficultés plus important que dans la génération de leurs parents. Il l'est même moins si on se limite au qualificatif « très difficile » (6 % vs 8 %). Si les jeunes qui recherchent un emploi sont très nombreux à indiquer la situation comme « difficile » (67 %), pour autant, les jeunes qui travaillent ne semblent pas considérer leur situation professionnelle comme plus difficile que celle de la génération de leurs parents. Ce résultat vient plutôt à l'encontre de l'idée selon laquelle les jeunes auraient globalement le sentiment d'appartenir à une génération sacrifiée en proie au déclassé social. En tout cas, ce sentiment ne semble pas plus répandu chez eux que dans la génération de leurs parents.

1. Des types de difficultés assez proches d'une génération à l'autre

Sur le plan de la comparaison intergénérationnelle, les graphiques des pages 15 et 16 démontrent que le « pattern » des difficultés est assez similaire d'une génération à l'autre : ce constat est confirmé par le graphique de la page 18 qui présente la distribution d'un indice global de difficultés ressenties⁷.

Sur ce plan, un résultat, moins attendu que l'importance des difficultés d'argent, concerne celles qui sont liées aux relations amoureuses, les deuxièmes les plus citées (par 43 % des jeunes). Plus précisément, si on se limite aux domaines jugés « très difficiles » (graphique page 15), les relations amoureuses sont citées au même niveau que l'argent.

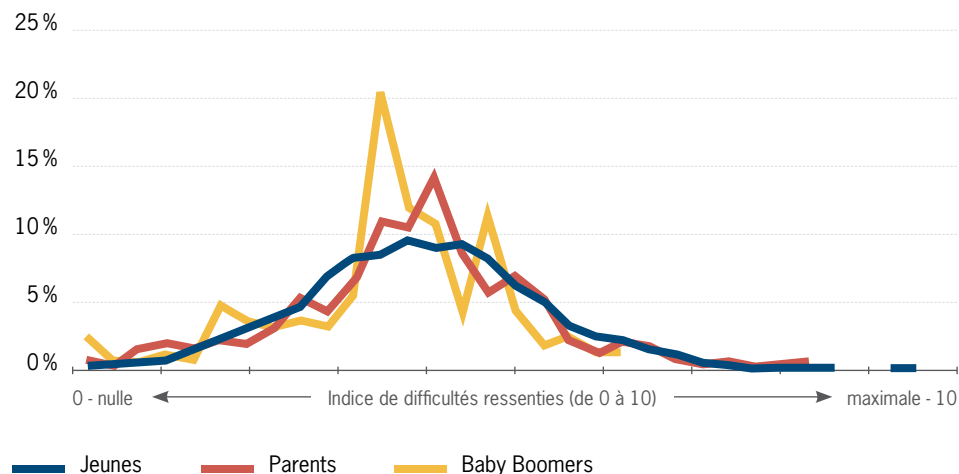
À titre hypothétique, on peut se demander si l'évolution des rapports hommes-femmes, les limites nouvelles qui semblent s'instaurer dans les rapports de séduction avec l'émergence du mouvement *Me too*, n'exercent pas un impact sur l'aisance avec laquelle peuvent être engagées des relations amoureuses, les rendant plus problématiques aux yeux de certains jeunes⁶. À ce stade, deux autres résultats attirent l'attention. Ils feront l'objet de développements plus conséquents dans les chapitres suivants.

D'une part, la proportion importante de jeunes (41 %), indiquant que « leurs études » (passées ou actuelles) sont vécues comme quelque chose de « difficile ». Cette proportion est nettement plus élevée que dans les générations précédentes

⁶ La crise sanitaire a pu également entraver les relations amoureuses des jeunes. Nous aborderons les effets de la crise sanitaire dans une autre partie du rapport, voir p. 128.

⁷ Cet indice somme les réponses (de 1 « très faciles » à 4 « très difficiles ») pour les 12 difficultés recensées. Il a été ensuite recalibré de façon à évoluer de 0 (aucune difficulté) à 10 (tous les domaines jugés très difficiles). Les réponses « non concerné » sont exclues.

Distribution de l'indice de difficulté ressentie



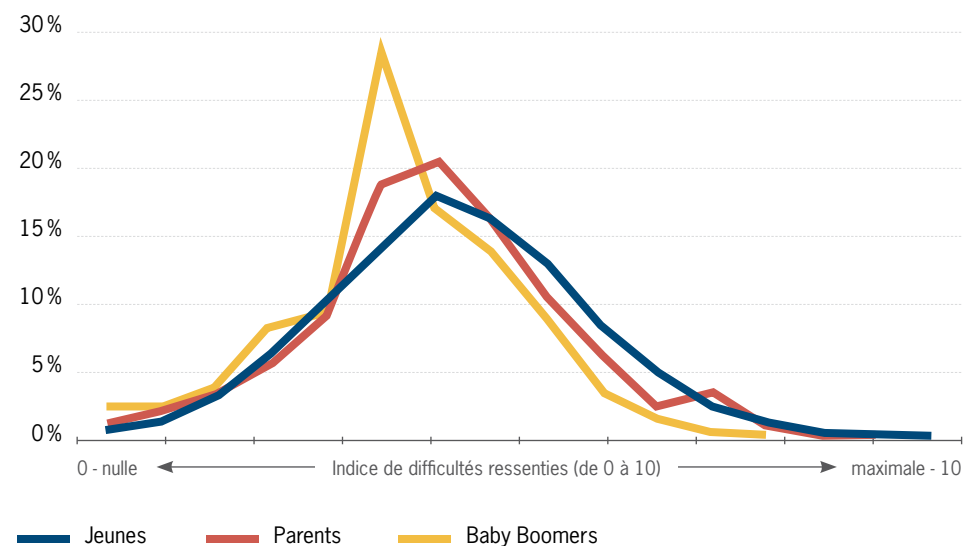
L'indice qui évolue de 0 (aucune difficulté ressentie) à 10 (difficultés maximales ressenties) a une valeur moyenne de 3,79 chez les jeunes, de 3,73 chez les parents et de 3,46 chez les Baby Boomers. En conséquence, il peut être établi que les jeunes ne se distinguent pas radicalement de leurs aînés en termes de difficultés ressenties.

Ensuite, il est à noter que les répondants des trois générations étudiées ont plus souvent choisi d'une part, de répondre « plutôt » (faciles ou difficiles) que « très » (faciles ou difficiles) et que, d'autre part, dans l'ensemble il est plus souvent répondu « faciles » que « difficiles » puisque la valeur moyenne de l'indice est nettement inférieure à 5. Les situations ressenties de difficultés extrêmes sont donc assez rares dans toutes les générations. Une analyse factorielle conduit ensuite à distinguer entre les difficultés matérielles⁸ (études, argent, logement, déplacements, accès aux services publics) et les difficultés liées aux relations sociales et à l'accès aux loisirs (sortir et faire la fête, sports et loisirs, rapports avec les parents, relations avec les amis, relations de voisinage, relations amoureuses).

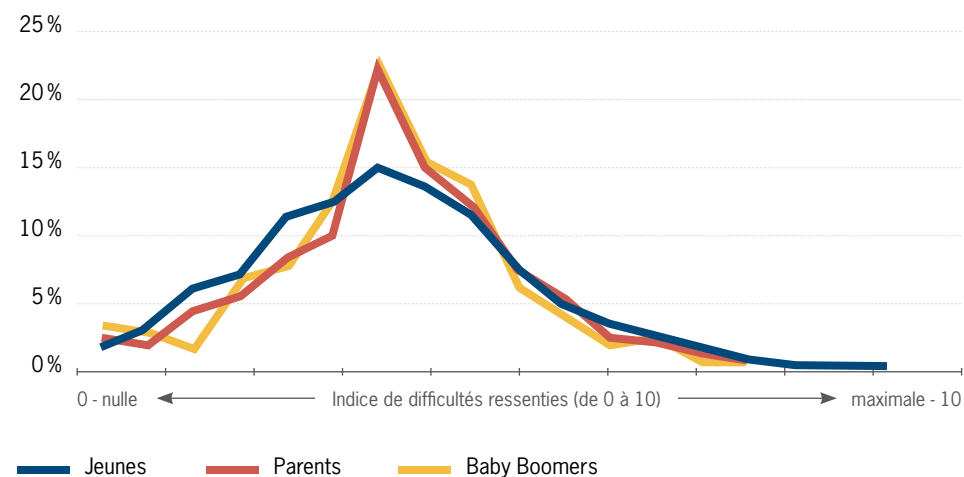
Le graphique ci-dessous portant sur les difficultés matérielles montre une distribution un peu différente concernant les jeunes. Ils ont plus souvent des notes hautes – entre 5 et 7 – que dans la génération des parents et plus encore que dans celle

⁸ Le travail n'est pas retenu dans cet indice car seuls les actifs ont répondu à cette question, ce qui conduirait à éliminer une grande partie de l'échantillon.

Distribution de l'indice de difficultés matérielles



Distribution de l'indice de difficultés en matière de relations sociales et de loisirs



La moyenne comme l'écart-type de l'indice de difficultés matérielles sont plus élevés chez les jeunes (voir tableau ci-dessous). Ils le sont moins dans la génération des parents et encore moins dans la génération des Baby Boomers, comme si les sentiments de difficultés matérielles se « moyennisaient » à mesure que l'on passe à une génération plus âgée. Ce que l'enquête ne permet pas de trancher, c'est de savoir si la moyennisation des difficultés ressenties résulte d'un effet de l'âge, du vieillissement, ou d'un effet propre aux générations.

Moyenne et écart-type de l'indice de difficultés matérielles ressenties par génération

	Moyenne	Écart-type
Jeunes	4,24	1,59
Parents	4,05	1,55
Baby Boomers	3,60	1,41

Ce résultat n'a d'ailleurs rien d'intuitif car on aurait pu penser qu'à cette période charnière de la vie, les jeunes étaient tous plus ou moins confrontés à peu près aux mêmes difficultés et les ressentaient donc de manière équivalente, alors que dans la phase adulte les écarts dans les itinéraires sociaux auraient tendance à se creuser puis à se pérenniser et à se refléter ainsi dans les sentiments subjectifs. Il n'en est rien et il faut donc examiner de plus près la façon dont les différentes catégories de jeunes ressentent les difficultés de la vie quotidienne.

2. Le niveau d'aisance des parents : facteur décisif pour protéger du sentiment de précarité financière

Quels sont les jeunes qui ressentent le plus ces difficultés matérielles ? Pour le mesurer nous avons retenu la difficulté la plus citée dans ce domaine : les difficultés d'argent. Sur la totalité des 8 000 jeunes interrogés, 45 % ressentent ces questions d'argent comme « plutôt difficiles » et 16 % comme « très difficiles ».

Principales caractéristiques surreprésentées parmi les jeunes jugeant les questions d'argent faciles, plutôt difficiles ou très difficiles

Ensemble	Faciles (36 %)	Plutôt difficiles (45 %)	Très difficiles (16 %)
Sexe	Hommes (40 %)	Femmes (47 %)	
Habitat	Paris (39 %)	Zones rurales peu denses (48 %)	
Niveau d'étude	>bac+2 (43 %)		Brevet (23 %) CAP BEP (25 %) Redoublants (21 %)
Activité	Fonctionnaires (50 %) CDI (43 %)	Chômeurs (51 %)	Chômeurs (24 %) Au foyer ou invalide (29 %)
Origine sociale (enfant de père...)	Cadres (43 %) Profession intermédiaires (41 %)		Inactifs (20 %)
Aide des parents			Insuffisante (29 %)
Situation financière des parents	À l'aise (53 %) Très à l'aise (56 %)	Y arrivent difficilement (49 %) C'est juste (53 %)	N'y arrivent pas sans faire de dettes (32 %) Y arrivent difficilement (27 %)
Origine			DOM TOM (25 %) Maghreb (23 %)
Quartier prioritaire de la ville			Oui (20 %)

Lecture : 40 % des hommes ressentent les questions d'argent comme faciles contre 36 % pour l'ensemble des jeunes ; 47 % des femmes ressentent les questions d'argent comme « plutôt difficiles » contre 45 % pour l'ensemble.

Concernant le ressenti de ces difficultés monétaires, comme attendu, les jeunes issus de familles aisées – dont les parents sont cadres ou issus de professions intermédiaires –, diplômés du supérieur et vivant plus souvent à Paris, se sentent plus à l'abri de ces difficultés (tableau ci-dessus).

- Toutefois, l'effet de l'origine sociale est relativement modéré sur la perception des difficultés matérielles ressenties. Ainsi, la part des jeunes dont le père est employé ou ouvrier déclarant ressentir des difficultés d'argent (plutôt ou très) n'est supérieure que de trois points à l'ensemble des jeunes (62 % contre 59 %).
- L'effet du chômage est beaucoup plus net : 72 % des jeunes à la recherche du

premier emploi disent avoir des difficultés d'argent et 24 % de grandes difficultés. On remarquera aussi que les étudiants ne les ressentent pas plus que la moyenne des jeunes et plutôt moins en ce qui concerne les « grandes difficultés », ce qui va plutôt à l'encontre de l'idée souvent avancée que les étudiants sont une catégorie particulièrement touchée par la précarité⁹ (tableau ci-dessous).

Difficultés d'argent ressenties selon le statut d'activité

	% ressentant des difficultés d'argent	% ressentant de grandes difficultés d'argent
Recherche 1^{er} emploi	72 %	24 %
Scolaires	59 %	16 %
Étudiants	59 %	13 %
Fonctionnaires	48 %	12 %
CDI	55 %	13 %
CDD et contrats temporaires	60 %	16 %
Indépendants	48 %	18 %
Stagiaire ou apprenti	62 %	16 %
Au foyer ou invalide	67 %	28 %
Autres situations	57 %	17 %
Ensemble	59 %	15 %

- L'effet du niveau d'étude joue assez fortement pour les jeunes ayant un niveau inférieur au baccalauréat. Ces jeunes disent plus souvent connaître de grandes difficultés d'argent.
- Les jeunes femmes sont également plus sensibles aux difficultés monétaires. D'une part, 62 % des femmes les jugent très ou plutôt difficiles contre 55 % des hommes. Et d'autre part, 28 % des femmes disent « qu'elles ne peuvent y arriver sans faire de dettes » ou qu'elles n'y arrivent que « difficilement » contre 24 % des hommes¹⁰. Mais un autre facteur exerce un effet beaucoup plus puissant sur la

⁹ Voir : Olivier Galland « Les revenus étudiants : un poids toujours important de l'aide familiale mais une progression du travail salarié », in Regards croisés sur les expériences étudiantes. L'enquête Conditions de vie 2016, La Documentation française, Études et recherches.

¹⁰ L'enquête ENRJ déjà citée montrait que les jeunes femmes de 18-24 ans avaient (en 2014) un revenu moyen (toutes situations confondues) assez nettement inférieur à celui des hommes (740 € contre 800 €). Cette pénalité financière des jeunes femmes concernait aussi les revenus du travail (1 110 € contre 1 230 €). Il est donc assez logique que cette inégalité se traduise sur le plan subjectif.

façon dont ces difficultés d'argent sont ressenties : le niveau d'aisance financière de la famille d'origine des jeunes interrogés, du moins la façon dont il est rapporté par les jeunes eux-mêmes (graphique page 24).

L'importance primordiale du niveau d'aisance financière des parents est confirmée par une analyse statistique prenant en compte simultanément l'ensemble des facteurs explicatifs possibles¹¹. En procédant ainsi on constate que deux facteurs décisifs protègent les jeunes du sentiment de précarité financière : le fait de ne pas être au chômage et surtout le fait d'être originaire d'une famille qui est au moins relativement à l'aise financièrement (celles d'entre elles dont les jeunes disent que « ça va » ou qu'elles sont « plutôt » ou « vraiment à l'aise »), ce qui représente 60 % des familles des jeunes interrogés. Cet effet très fort¹² s'explique par le fait que les parents français aident assez considérablement les jeunes adultes à s'installer dans la vie. L'enquête de la DREES et de l'Insee sur les ressources des jeunes¹³ montraient que ces aides parentales en constituaient une part essentielle, surtout pour ceux qui sont en cours d'étude : leur part moyenne dans leurs ressources monétaires est de 41 % pour ceux qui vivent chez leurs parents et de 55 % pour ceux qui ont un logement autonome. L'aide des parents aux jeunes sortis du système éducatif s'avère moins importante mais représente néanmoins près d'un tiers des ressources des inactifs cohabitants et 13 % de celles des non-cohabitants.

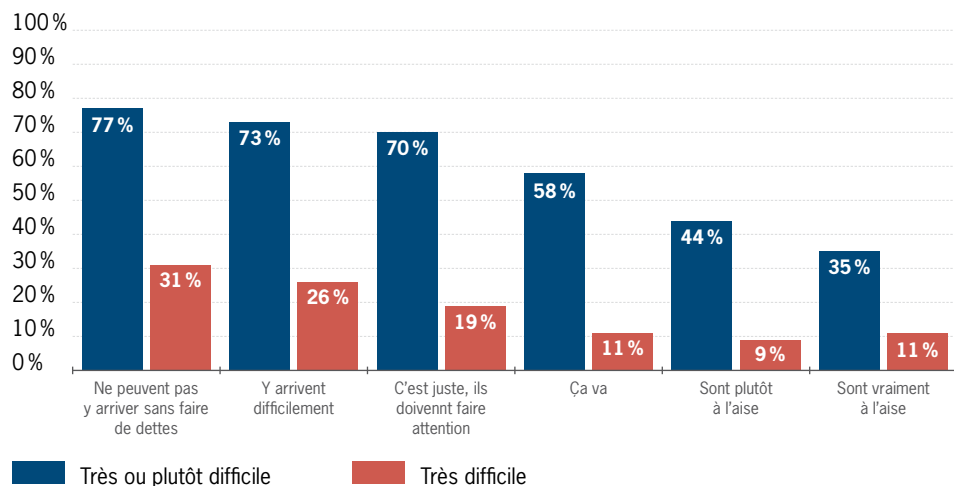
D'ailleurs, interrogés dans notre enquête au sujet des aides des parents, 87 % des jeunes disent que leurs parents les aident « juste ce qu'il faut » ou même « trop » (pour 18,5 % d'entre eux).

¹¹ Régression logistique des difficultés financières sur les principales variables explicatives. Tableau non présenté. Olivier Galland tient à disposition les résultats pour les lecteurs qui seraient intéressés.

¹² Une fois contrôlé l'effet des autres variables, les jeunes dont les parents, selon les jeunes interrogés, « n'y arrivent pas sans faire de dettes », « y arrivent difficilement » ou « doivent faire attention », ont 2,3 fois plus de chances de ressentir eux-mêmes des difficultés financières que les jeunes dont les parents sont à l'aise financièrement.

¹³ « Devenir adulte : comment évoluent les ressources ? » op. cit.

Question d'argent jugés difficiles (très ou plutôt) selon la situation financière des parents



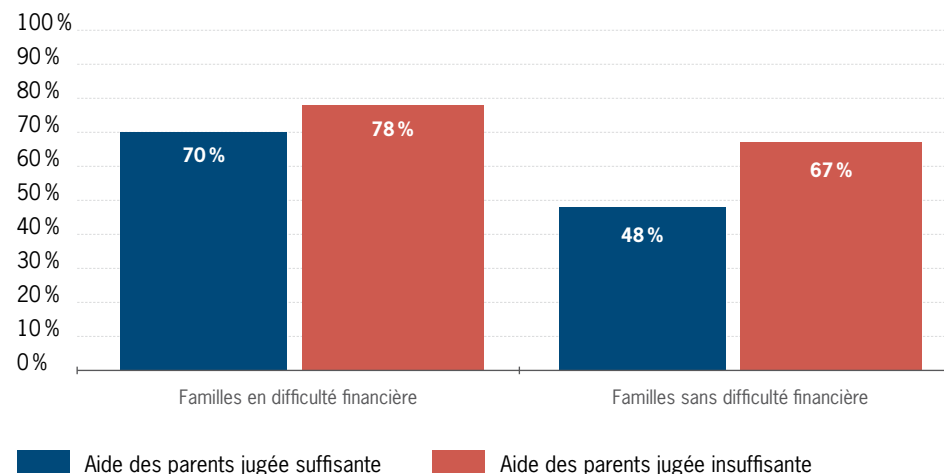
Lecture : 77 % des jeunes dont les parents « ne peuvent y arriver sans faire de dettes » disent que l'argent est pour eux quelque chose de « très » ou « plutôt » difficile ; 31 % disent que c'est « très difficile ».

Cet effet massif du niveau d'aisance financière ressenti de la famille (sur le sentiment de précarité financières des jeunes) couplé à l'aide des parents en direction de leurs enfants écrase à peu près l'effet de toutes les autres variables¹⁴ : l'enquête ne fait pas apparaître d'effet spécifique notamment de l'origine sociale, de la taille de l'agglomération, de l'origine nationale des jeunes et même de leur résidence ou non dans un quartier prioritaire de la ville. Cela signifie qu'à niveau d'aisance ressenti de la famille équivalent, ces différentes caractéristiques n'ajoutent pas d'informations supplémentaires pour expliquer le sentiment de précarité financière des jeunes.

Une majorité (56 %) de ces jeunes ressentant des difficultés monétaires reçoivent également des aides sociales, mais une forte minorité (44 %) n'en touche aucune. On remarque que les jeunes qui ne ressentent pas de difficultés financières particulières sont presque aussi nombreux (50 %) à en bénéficier, ce qui semble suggérer que ces aides publiques à la jeunesse ne sont peut-être pas suffisamment concentrées sur les jeunes les plus en difficulté.

¹⁴ Une fois contrôlées l'ensemble de ces variables, les jeunes de niveau CAP BEP continuent néanmoins d'être plus touchés par de grandes difficultés d'argent.

Le sentiment de difficultés financières en fonction du niveau d'aisance des parents et de l'aide qu'ils apportent

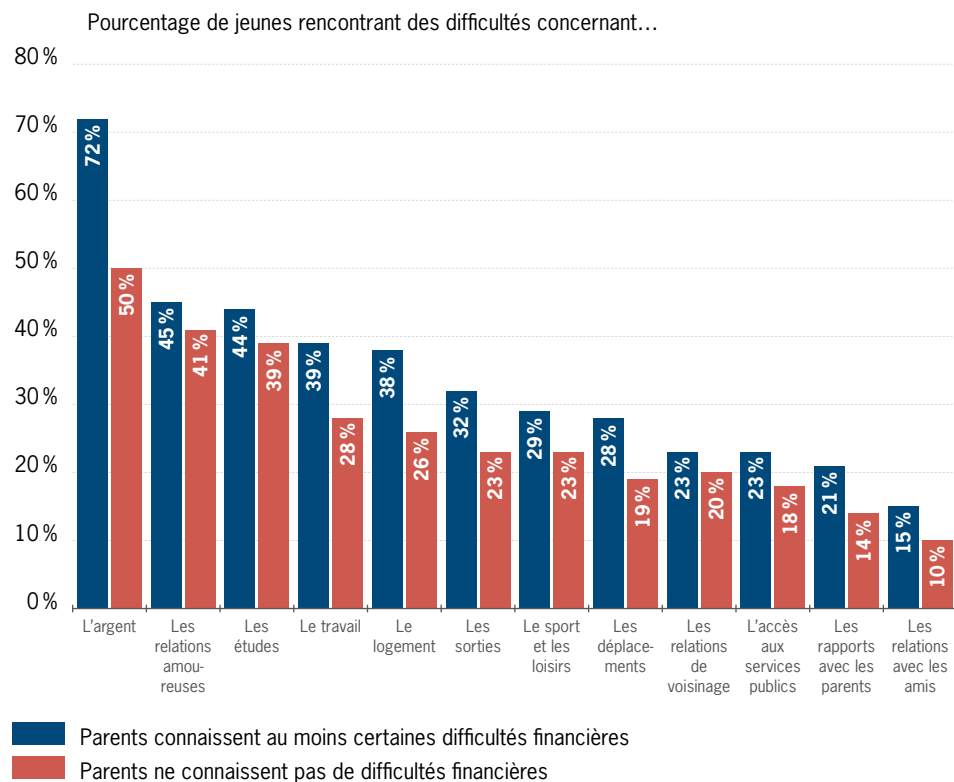


Lecture : 70 % des jeunes de familles en difficulté financière qui trouvent que leurs parents les aident suffisamment disent que l'argent est quelque chose de difficile pour eux.

3. Le niveau d'aisance financière des parents a un impact sur de nombreux autres domaines de la vie quotidienne des jeunes

L'intensité ressentie des difficultés en matière de relations sociales varie en fonction de facteurs assez proches de ceux qui concernent les difficultés matérielles : on retrouve notamment cet effet du niveau d'aisance financière des parents et du niveau de l'aide qu'ils apportent à leurs enfants. Logiquement, ces questions d'argent peuvent tendre les relations entre les enfants et leurs parents : les jeunes qui trouvent que leurs parents ne les aident pas assez sont ainsi 53 % à définir leurs relations avec leurs parents comme « difficiles » (contre 17 % seulement pour l'ensemble) et c'est le cas également de 34 % de ceux dont les parents « ne peuvent y arriver sans faire de dettes ». Cette tension se propage aussi aux relations amicales qui sont jugées presque deux fois plus difficiles chez les jeunes qui vivent avec ce sentiment de précarité financière de la famille d'origine.

Difficultés ressenties par les jeunes en fonction du niveau d'aisance financière des parents



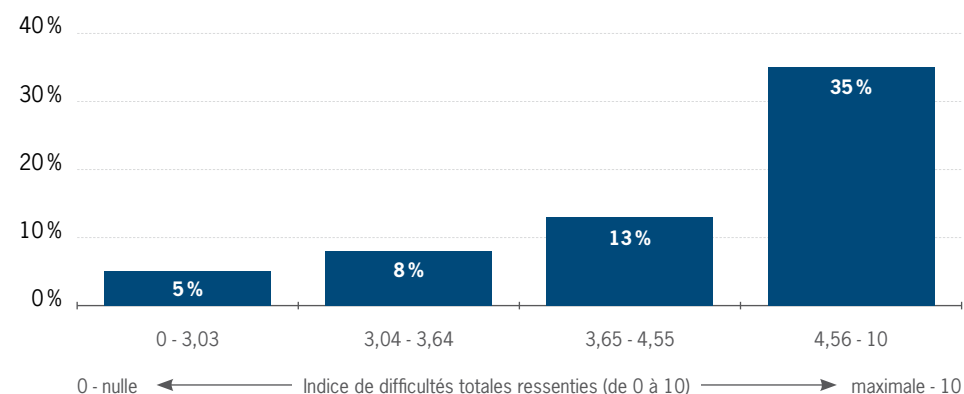
La qualité des relations amoureuses est moins impactée par la situation financière ressentie de la famille. Dans ce domaine on enregistre surtout un effet d'âge : les plus jeunes et les lycéens (54 %) ressentent plus ces difficultés en matière de relations amoureuses. C'est également le cas des jeunes issus de familles de classes moyennes ou supérieures et des jeunes originaires du Maghreb ou d'Afrique qui ressentent les relations amoureuses comme difficiles pour respectivement 47 % et 53 % d'entre eux, contre 43 % pour l'ensemble des jeunes.

4. Comment les difficultés ressenties impactent-elles le sentiment de bonheur ?

Le fait de connaître des difficultés dans sa vie personnelle a évidemment un impact sur le sentiment d'être plus ou moins heureux. Mais cet impact semble se manifester surtout à partir d'un seuil assez élevé de difficultés. Le moral des jeunes n'est fortement affecté que lorsque l'indice de difficulté (variant de 0 à 10) dépasse le seuil de 4,5 (voir graphique ci-dessous).

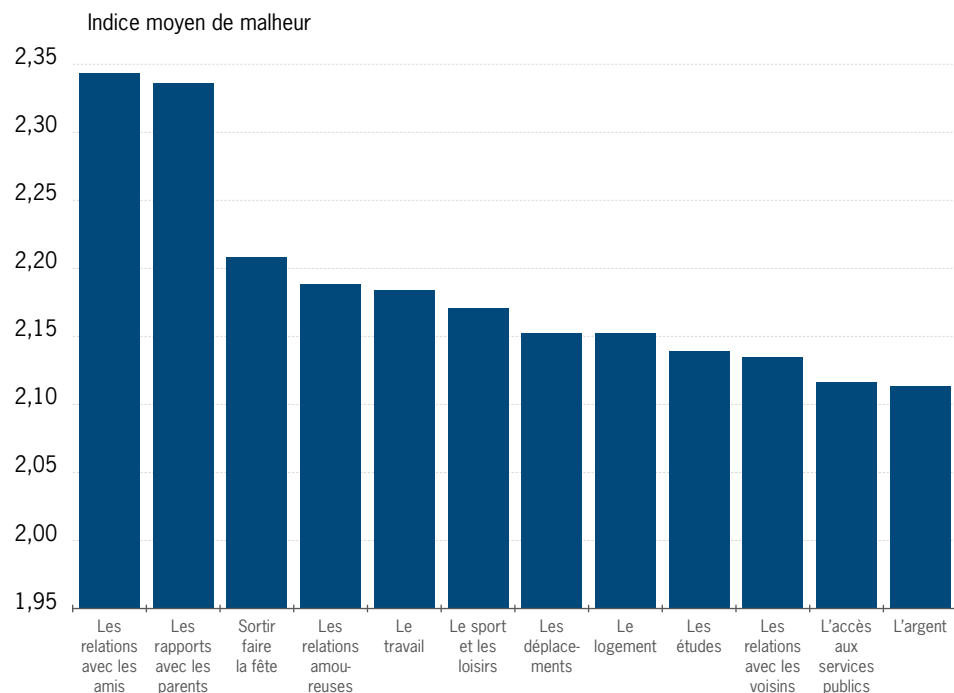
Mais il est surtout intéressant d'examiner quels types de difficultés ont l'impact le plus fort sur le sentiment d'être heureux ou malheureux (voir graphique page 28).

Sentiment d'être malheureux en fonction de l'intensité des difficultés ressenties



Lecture : 5 % des jeunes ayant un indice de difficultés totales ressenties inférieur ou égal à 3,03 se disent malheureux.

Sentiment moyen d'être malheureux en fonction des difficultés (plutôt ou très difficiles) rencontrées dans différents domaines



Lecture : les jeunes rencontrant des difficultés dans leurs relations avec les amis ont un indice de « malheur » de 2,347 (l'indice variant de 1 « très heureux » à 4 « très malheureux »).

Il ressort très nettement du graphique ci-dessus que la qualité des relations sociales exerce un impact plus fort sur le sentiment d'être malheureux que les difficultés matérielles. Il est notamment frappant de constater que la question de l'argent, première difficulté signalée par les jeunes, est celle qui a l'impact le plus faible sur le sentiment d'être heureux ou malheureux. Bien sûr, comme l'a montré Claudia Senik¹⁵, le bonheur est individuellement corrélé au revenu et cette relation se vérifie aussi pour les jeunes : ceux qui se disent « à l'aise » financièrement sont 35 % à se dire « très heureux » contre seulement 13 % de ceux qui sont endettés ou dans une situation financière difficile.

¹⁵ Claudia Senik, *L'économie du bonheur*, Seuil, la République des idées, 2014.

Mais la qualité ressentie des relations sociales semble avoir un impact plus décisif sur le sentiment de bonheur des jeunes. À cet âge de la vie, la qualité des relations sociales familiales, amicales, amoureuses exerce l'impact le plus net sur le moral des jeunes.

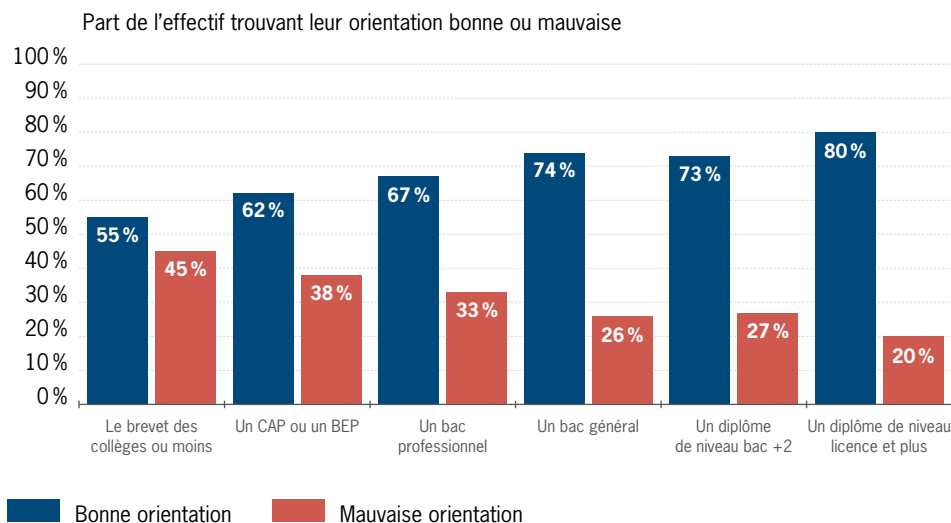
Cela reste vrai dans les générations des parents et des Baby Boomers pour ce qui concerne les relations amicales pour les deux générations et dans la génération des parents pour ce qui concerne les relations amoureuses. Toutefois, on voit apparaître à ces âges de la vie un impact important de la question du logement et des relations de voisinage, nettement plus corrélée que chez les jeunes au sentiment d'être heureux ou malheureux.

Chez les jeunes, la qualité des relations avec les parents notamment a un impact important sur leur bien-être. Dans notre enquête on peut mesurer cette qualité des relations à travers deux indicateurs : le fait que leurs relations avec les parents soient jugées faciles ou difficiles et le fait qu'ils estiment que l'aide qu'ils reçoivent de leur part est ou non suffisante. Une très forte majorité des jeunes, 77 %, ont un jugement positif sur ces deux aspects (relations faciles et aide reçue suffisante) ; 6 % disent que leurs relations avec les parents sont faciles tout en estimant qu'ils ne les aident pas assez ; 10 % ont des relations difficiles avec leurs parents mais estiment néanmoins qu'ils les aident suffisamment ; et enfin, une petite minorité, 7 % cumulent les deux difficultés : relations difficiles avec les parents et sentiment de ne pas être assez aidés. C'est bien dans ce petit groupe de jeunes que se trouve la part la plus importante de jeunes malheureux, 40 %, presque quatre fois plus que les jeunes dans les relations avec les parents sont faciles tout en étant suffisamment aidés par ces derniers (11 % de malheureux). Les deux groupes intermédiaires qui soit ont des relations difficiles avec les parents, soit trouvent qu'ils ne les aident pas assez sont 31 % à se dire malheureux. L'impact de la qualité de la relation avec les parents comme leur capacité à aider leurs enfants est donc considérable sur le sentiment de bien-être des jeunes. Quand se cumulent des relations difficiles et l'incapacité à apporter un soutien ce bien-être se dégrade fortement.

5. Confiance et défiance à l'égard de l'école

Les jeunes sont, d'une part, 41 % à indiquer que les études sont une source de difficultés et d'autre part, 28 % à s'estimer insatisfaits de leur orientation. Qui sont ces jeunes insatisfaits de leur orientation scolaire ?

Attitude à l'égard de l'orientation en fonction du niveau d'étude



Lecture : 55 % des jeunes de niveau brevet des collèges considèrent avoir été bien orientés tandis que 45 % considèrent avoir été mal orientés.

Le facteur décisif et presque unique de la perception d'une mauvaise orientation résulte du niveau d'étude des jeunes (graphique ci-dessus). Ainsi, les jeunes de niveau brevet des collèges ont deux fois plus de chances d'être insatisfaits de leur orientation¹⁶ que ceux ayant au moins un niveau licence et le niveau d'insatisfaction décroît à mesure que le niveau d'étude s'élève.

Il est remarquable de constater qu'aucune autre variable n'exerce un effet plus important :

- Comparativement à la moyenne des jeunes (28 %), les jeunes femmes (30 %), les jeunes issus de familles dont le père n'a pas eu le bac (32 %), les enfants d'ouvriers et d'employés (30 %) sont légèrement plus insatisfaits. Toutefois, les écarts sont très faibles par rapport à la moyenne des jeunes.

¹⁶ Même si on compte malgré tout 55 % de jeunes de ce niveau d'étude qui se disent satisfaits de leur orientation.

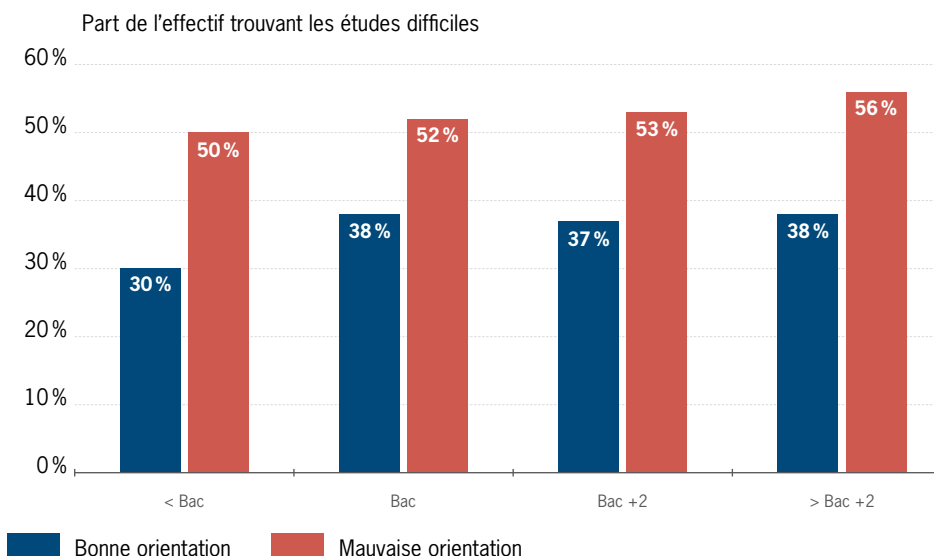
¹⁷ C'est également le constat que fait le rapport de l'Éducation Nationale sur l'orientation cité plus bas.

¹⁸ « De ce point de vue, et bien que dans le secondaire ces procédures dissocient officiellement l'expertise du conseil de classe de la décision prise par le chef d'établissement, dans les faits ces décisions se fondent avant tout sur une appréciation du potentiel de l'élève appréhendé essentiellement à partir de ses résultats scolaires. Or, in fine, c'est sur la base de ces décisions que se fonde l'affectation des élèves dans les établissements publics. » Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESER), Synthèse du Rapport annuel sur l'orientation de la quatrième au master, p. 4, octobre 2021

- On remarquera également, fait notable, que ni l'origine ethnique, ni le fait de résider en QPV n'exercent d'effet significatif. D'ailleurs une analyse statistique « toutes choses égales par ailleurs » confirme cet effet massif et presque unique du niveau d'étude (la légère sur-insatisfaction des filles se maintient néanmoins, mais pas celle des enfants de classes populaires).

Cela semble signifier que les insatisfactions des jeunes à l'égard de l'école ont d'abord des causes internes à la mécanique scolaire¹⁷. Si l'insatisfaction à l'égard de l'orientation est si étroitement corrélée au niveau d'étude, cela s'explique pour une part par l'échec scolaire bien sûr, mais pour une part également par le fait que ceux qui sont orientés dans les filières professionnelles vivent cette orientation comme une relégation. Un récent rapport du Ministère de l'Éducation nationale fait ainsi le constat que l'idée d'une « orientation choisie » censée définir la philosophie du dispositif est « mise à mal »¹⁸.

Part de l'effectif trouvant les études difficiles en fonction du niveau d'étude et de la satisfaction à l'égard de l'orientation

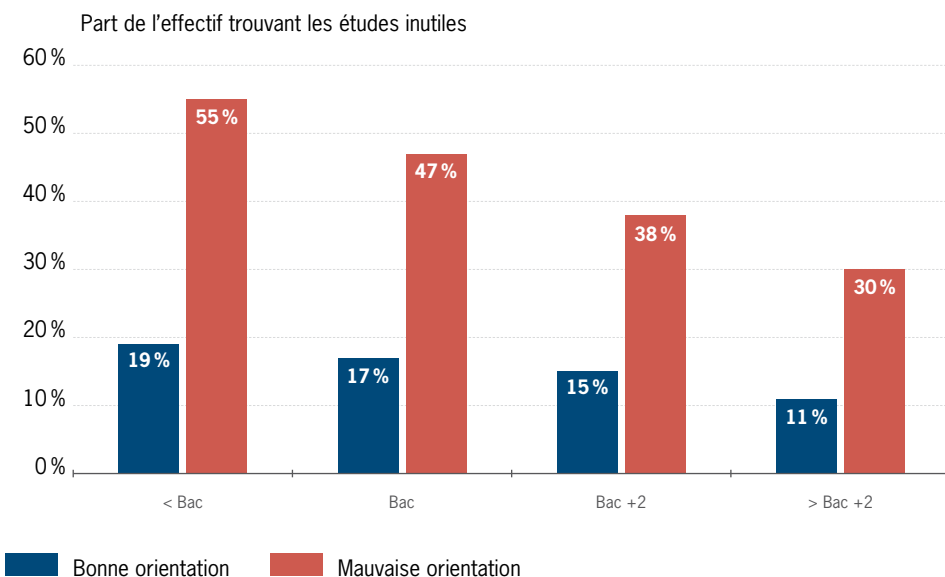


Lecture : 30 % des jeunes de niveau d'étude inférieur au bac et se disant bien orientés considèrent les études comme quelque chose de difficile, c'est le cas de 50 % de ceux qui ont été mal orientés.

Une mauvaise orientation contribue à rendre les études difficiles pour tous les jeunes, quel que soit le niveau d'étude suivi (voir le graphique ci-dessus), mais elle a

des effets psychologiques beaucoup plus délétères chez les jeunes de faible niveau d'étude, chez qui elle est en outre beaucoup plus fréquente. La mauvaise orientation contribue alors à les convaincre que les études qu'ils suivent sont inutiles (voir le graphique ci-dessous).

Part de l'effectif trouvant les études inutiles en fonction du niveau d'études et de la satisfaction à l'égard de l'orientation



Lecture : 19 % des jeunes de niveau d'étude inférieur au bac et se disant bien orientés considèrent les études comme inutiles ; c'est le cas de 55 % de ceux qui ont été mal orientés.

L'orientation paraît ainsi être un facteur décisif du mal-être scolaire des jeunes et peut-être même comme on le verra par la suite de leur mal-être plus général. Dès 2010, un rapport de la Cour des comptes¹⁹ soulignait que la conception de l'orientation qui prévaut en France est ressentie comme une élimination, et parfois même comme une relégation. Aussi, dans l'esprit des jeunes, l'expression « être orienté » est comprise le plus souvent comme une affectation par défaut. Un processus d'orientation conçu de la sorte contribue à créer un sentiment d'exclusion²⁰.

19 Cour des comptes, *L'Éducation nationale face à l'objectif de la réussite de tous les élèves*, Rapport public thématique, mai 2010.

20 P. Cahuc, S. Carcillo, O. Galland, A. Zylberberg, *La machine à trier ou comment la France divise sa jeunesse*, Eyrolles, 2017.

Cette conception de l'orientation repose plus fondamentalement sur le principe si prégnant en France de « l'élitisme républicain ». Le système éducatif se donne pour mission de sélectionner les meilleurs sur la base de leur valeur intrinsèque supposée. Toutefois, les travaux de recherche en éducation ont permis d'établir que les jeunes élèves ne commencent pas leur scolarité avec les mêmes atouts culturels. Les inégalités cognitives se forment très tôt dans l'enfance²¹ et sont très difficiles à réduire par la suite si on ne s'y attaque pas dès le début de la scolarité. Ces échecs de l'orientation sont donc principalement le fruit d'une part, d'un système éducatif qui ne parvient pas à réduire suffisamment les inégalités scolaires dès le début de la scolarité, et, d'autre part, d'une conception très élitiste de l'école qui domine encore en France aujourd'hui.

6. Les points à retenir

- Les jeunes se disent globalement heureux malgré les difficultés, d'abord financières, qu'ils peuvent rencontrer.
- Les types de difficultés qu'ils évoquent sont assez proches de celles que rencontrent les autres générations, en termes de hiérarchie et d'intensité.
- Néanmoins ils ressentent plus souvent de difficultés matérielles que les autres générations.
- Trois difficultés dominent : les difficultés d'argent, les difficultés en matière amoureuse et les difficultés liées aux études.
- Deux facteurs principaux font varier le niveau des difficultés d'argent ressenties par les jeunes : le fait d'être à la recherche d'un emploi, et surtout le fait d'être originaire d'une famille connaissant elle-même des difficultés financières, facteur lui-même associé à la capacité des parents à aider leurs enfants.
- Le sentiment d'être malheureux augmente avec l'intensité des difficultés ressenties.
- Mais les difficultés ressenties en matière de relations sociales (avec les parents, les amis) ont un impact plus important sur le sentiment d'être malheureux que les difficultés matérielles.
- Le niveau de difficultés ressenties à l'égard des études est relativement important (41 %).
- Le sentiment d'avoir été mal orienté est très fortement associé aux difficultés ressenties dans le domaine des études.
- Plus le niveau de formation est bas plus la mauvaise orientation contribue à dévaluer l'utilité des études aux yeux des jeunes.

21 Voir James Heckman, « Schools, Skills and Synapses », *Economic Inquiry*, 46, 3, 2008, pp. 289-324.

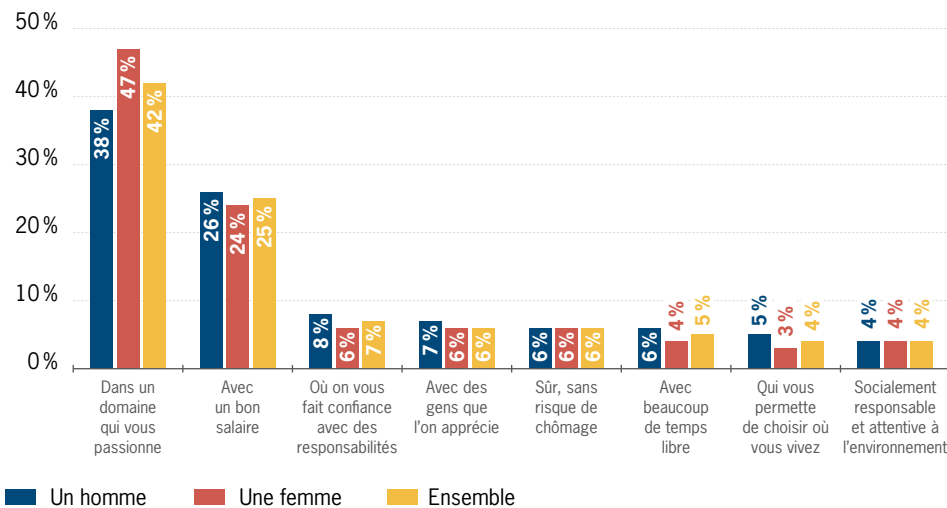


LES PERSPECTIVES D'AVENIR : TRAVAIL ET CHOIX D'UN LIEU DE VIE

1. Le travail par passion

C'est d'abord l'intérêt du travail qui motive les jeunes dans le choix d'un emploi : ce choix de « passion » vient très nettement avant des motivations mercantiles et la sécurité de l'emploi (5 %) (voir graphique ci-dessous). Cela suggère donc que les jeunes veulent avant tout s'investir dans leur travail et en retirer des satisfactions personnelles autres que purement pécuniaires. On est loin d'avoir affaire à une génération désabusée ou platement utilitariste. On remarquera que cette orientation est encore plus marquée chez les filles que chez les garçons.

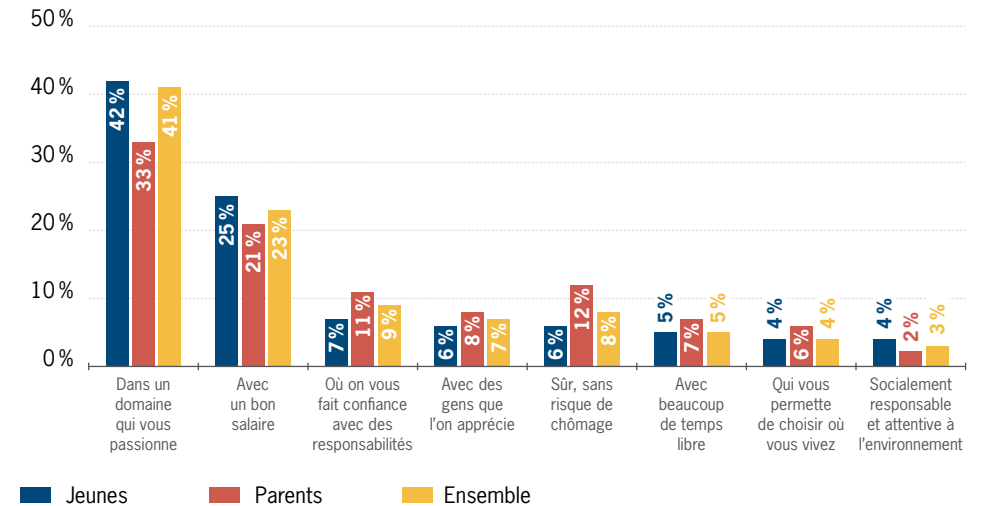
Les motivations des jeunes pour choisir un emploi selon le sexe



Un autre constat un peu étonnant est que le choix d'un emploi « dans une entreprise socialement responsable et attentive aux questions d'environnement » n'est pas

prioritaire. Il n'est cité que par 4 % des jeunes (en premier choix), le plus bas score de l'ensemble des choix possibles.

Les motivations pour choisir un emploi par génération



La hiérarchie des préférences en matière d'emploi est un peu différente dans les générations précédentes, surtout celle des parents (les Baby Boomers sont, sur ce registre, plus proches des jeunes que la génération des parents). En effet, dans la génération des parents le choix d'un « métier-passion » a moins la cote, alors que les préoccupations de sécurité de l'emploi sont deux fois plus élevées que chez les jeunes. Ce résultat paraît bien paradoxal puisque, en France, l'organisation du marché du travail fait porter aux jeunes l'essentiel du poids de la flexibilité de l'économie (voir supra). Cependant des travaux avaient montré que la crainte de perdre son emploi était plus élevée dans les pays avec des statuts d'emploi très protecteurs, car la possibilité de retrouver un emploi une fois qu'on l'a perdu paraît alors plus faible (du fait d'une plus faible rotation sur les emplois). C'est peut-être un mécanisme de ce type qui explique la survalorisation (par rapport aux jeunes) de la sécurité de l'emploi dans la génération des parents.

Dans les données brutes, un certain nombre de facteurs sont associés au choix d'un métier par passion :

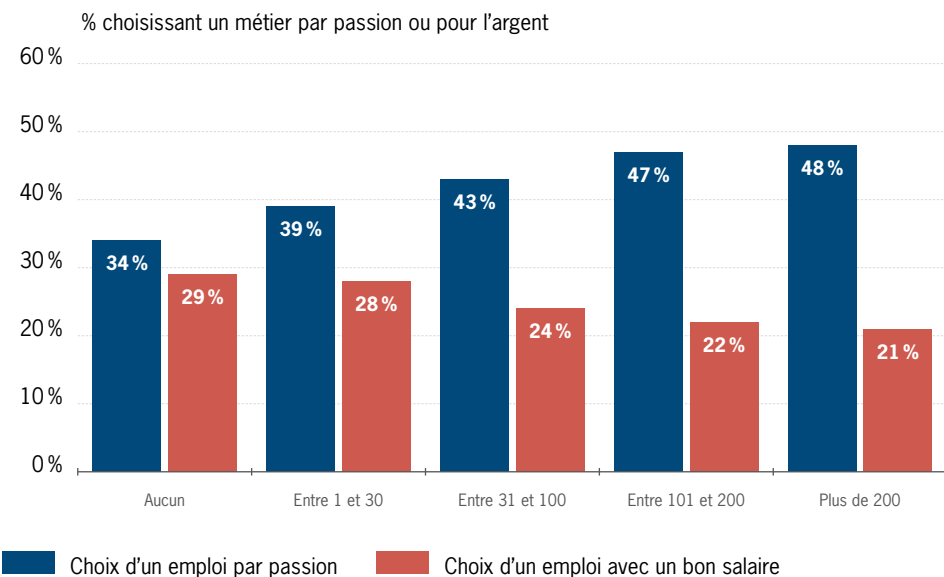
- le sexe d'abord avec une surreprésentation des femmes qui est nette (47 % contre 38 % pour les hommes). Les jeunes femmes paraissent aujourd'hui plus motivées

par le choix d'un travail intéressant que les hommes, sans doute parce qu'elles ont totalement répudié l'idée, encore présente peut-être dans les générations précédentes, qu'elles ne peuvent pas réussir au même niveau que les hommes. Mais ce désir féminin de réussite et d'ambition ne les conduit pas à privilégier des considérations matérielles ou de statut dans le choix d'un emploi. Elles veulent d'abord y trouver un épanouissement personnel.

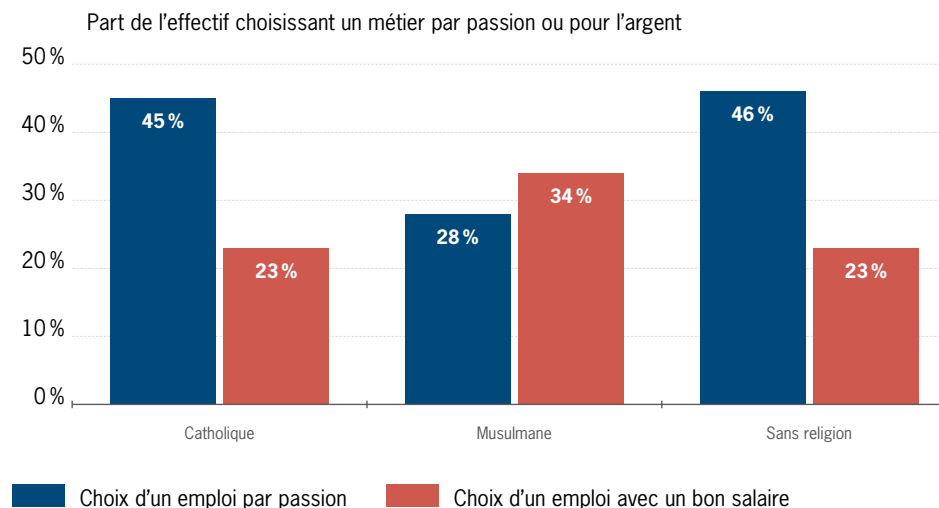
- le niveau d'étude ensuite, le choix d'un métier par passion étant fortement corrélé à l'élévation du niveau d'étude.
- mais aussi, l'origine sociale – choix plus fréquent dans les familles de cadres –, l'origine géographique – choix moins fréquent chez les jeunes d'origine maghrébine et vivant dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) –, la religion – choix nettement moins fréquent chez les musulmans – enfin le capital culturel de la famille d'origine (mesuré par le nombre de livres possédés).

Une fois contrôlés l'ensemble de ces facteurs possiblement associés au choix d'un métier par passion, quatre d'entre eux se maintiennent : le sexe (les femmes), le fait de vivre dans un quartier non QPV, la religion avec une sous-déclaration très nette des musulmans et une sur-déclaration des sans religion, et enfin le facteur culturel associé au nombre de livres possédés par les parents.

Choix du métier selon le nombre de livres possédés par les parents



Choix du métier selon la religion déclarée



L'opposition entre une conception substantive et une conception instrumentale du travail paraît ainsi relever pour une part de déterminations culturelles : les familles à haut capital culturel sont probablement mieux armées pour transmettre à leurs enfants un goût pour le contenu des choses qui doit orienter leurs choix et permettre d'établir une hiérarchie entre les options possibles.

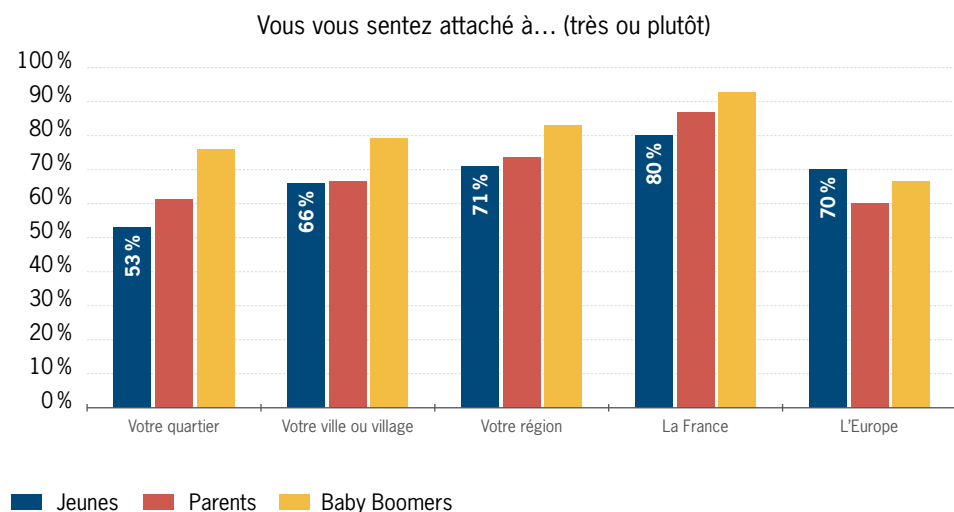
Ce facteur culturel n'explique pas cependant l'effet spécifique lié aux QPV et aux jeunes de confession musulmane nettement moins orientés vers ces choix d'un métier par passion (voir le graphique ci-dessus). Le niveau d'étude et le niveau d'aisance financière des parents étant contrôlés dans les traitements statistiques, l'explication socio-économique qui peut venir à l'esprit est insuffisante. Peut-être ces jeunes ont-ils un sentiment de relégation qui les maintient plus éloignés que d'autres d'un engagement par « passion » dans la vie socioéconomique et qui les conduit à adopter une conception plus instrumentale du travail que les autres jeunes. On constate ainsi qu'ils disent vouloir choisir plus souvent un métier « avec un bon salaire » (34 % contre 25 % pour l'ensemble des jeunes) et cette association se maintient également lorsqu'on contrôle les facteurs socioéconomiques. Ces jeunes se résignent-ils à ne pouvoir se réaliser pleinement dans le travail ?

2. Enracinement et mobilité des jeunes

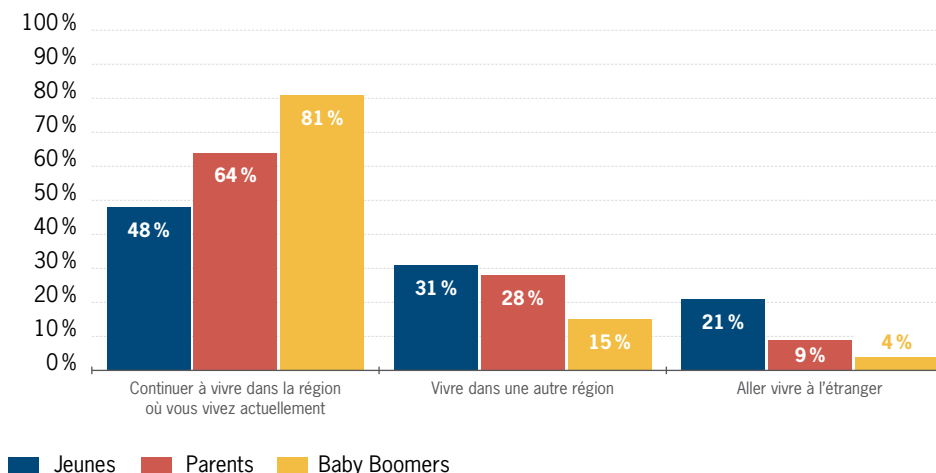
Les jeunes combinent diverses formes d'attachement aux différentes aires géographiques qui peuvent être des supports d'identité et n'en rejettent aucune majoritairement ; mais plus on va vers des affiliations locales, moins l'attachement est fort (voir le graphique ci-dessous). Les jeunes ne sont donc pas particulièrement « localistes », ils sont même plutôt « cosmopolites », puisque plus d'un sur cinq dit vouloir aller vivre à l'étranger (voir le graphique ci-contre). Ils ne sont pas majoritairement séduits en tout cas par l'idée de « vivre au pays ». Dans la même veine, ils sont également plus attachés à l'Europe que les autres générations. On ne constate pas chez les jeunes de distance prise à l'égard de la Nation, bien au contraire, puisque 80 % se disent attachés à la France (même si cette proportion est un peu moins élevée que dans les générations précédentes).

Le faible attachement des jeunes aux affiliations locales les différencie assez nettement des autres générations qui les plébiscitent très majoritairement. Cependant, il est difficile de démêler dans ce résultat ce qui relève d'un effet d'âge et d'un effet de génération. En effet, par nature les jeunes sont plus mobiles puisque beaucoup d'entre eux ne sont pas encore stabilisés dans un emploi, ni engagés dans une relation de couple durable.

Types d'affiliation à des aires géographiques selon la génération



Dans l'avenir, où aller vivre ?



Cependant le désir de mobilité géographique est moins fort chez les jeunes résidant dans de petites villes et moins encore chez les jeunes vivant en zone rurale : ces derniers déclarent majoritairement (à 57 %) vouloir continuer à vivre dans la région où ils vivent actuellement.

Quel que soit leur désir de mobilité, le choix prioritaire des jeunes est d'aller vivre dans une ville moyenne (39 %) avant la campagne (18 %) et une grande ville de province ou un village (respectivement 17 % pour les deux). L'agglomération parisienne attire très peu (7 %), malgré le réservoir d'emplois qu'elle contient. Ceux qui veulent bouger privilégient plus souvent le choix d'une grande ville de province (à 23 %), tandis que les non mobiles sont nombreux (43 %) à vouloir vivre dans un village ou à la campagne (43 %).

Les jeunes se distinguent donc assez nettement en deux groupes aux caractéristiques sociales assez contrastées : ceux qui veulent vivre dans un village ou à la campagne (39 %) et ceux, majoritaires (61 %) qui veulent vivre en ville. Le tableau de la page 40 recense les principales caractéristiques sociales de ces deux groupes. Ces résultats montrent en tout cas qu'il n'y a pas de mouvement de fond qui porterait les jeunes à vouloir s'installer au « vert », pour échapper à « l'enfer » des villes et ce malgré la pandémie et les mesures de confinement qui ont été prises.

Principales caractéristiques surreprésentées parmi les jeunes voulant vivre à la campagne ou dans un village et parmi ceux voulant vivre en ville

	Jeunes voulant vivre à la campagne ou dans un village	Jeunes voulant vivre en ville
Rappel ensemble	39 %	61 %
Taille agglomération de résidence	Ruraux (62 %)	Résidant en ville de plus de 100 000h (68 %) ou à Paris (76 %)
Niveau d'étude	Peu diplômés (<bac 46 %)	>bac+2 (66 %)
Type d'activité	En activité (44 %) (CDI 45 %, fonctionnaire 47 %)	Scolaires (69 %) ou étudiants (70 %)
Origine sociale	Agricole (61 %) Ouvrière (46 %) et mère femme au foyer (54 %)	Professions libérales et cadres (71 %)
Sentiment d'aisance	Ne peut y arriver sans dettes (46 %)	Plutôt à l'aise (64 %)
Origine ethnique	Française ou européenne	Extra-européenne (Maghreb 71 %) Afrique (81 %), autres pays (75 %)
Capital culturel		Elevé (>200 livres 66 %)

- Les jeunes sont moins attachés que la génération des parents et des Baby Boomers aux identifications locales.
- Ils ont aussi plus d'envie de mobilité géographique, pour aller vivre prioritairement dans des villes moyennes.
- Mais deux types de jeunes se distinguent : une jeunesse rurale plus populaire, souvent active, attachée à cet ancrage local ; une jeunesse urbaine, souvent scolaire ou étudiante, de milieux sociaux plus favorisés et décidée à demeurer dans ce cadre urbain ainsi que des jeunes de milieux populaires et d'origine extra-européenne.

Lecture : 62 % des jeunes résidant dans une zone rurale disent vouloir vivre à la campagne ou dans un village.

Ce résultat donne donc à voir deux jeunes territorialement et socialement contrastées et qui semblent plutôt destinées à le rester puisque la jeunesse populaire des zones rurales veut très majoritairement continuer à y résider tandis que la jeunesse urbaine des classes moyennes et supérieures est elle aussi décidée à continuer à résider dans un cadre urbain. Il y a bien une jeunesse populaire urbaine, mais il s'agit surtout d'une jeunesse d'origine étrangère extra-européenne.

3. Les points à retenir

- Les jeunes choisissent prioritairement un travail par passion.
- Ce choix est plus souvent celui des femmes et surtout des jeunes issus de familles au capital culturel élevé.
- Il est moins souvent celui des jeunes résidant en QPV et de ceux de confession musulmane.



ENGAGEMENTS, DÉSAFFILIATION POLITIQUE ET RADICALITÉ

1. Des jeunes sensibilisés aux questions sociétales

La jeunesse est-elle une « génération désenchantée » profondément mue par une vision utilitariste et se désintéressant du bien commun²² ?

D'après notre enquête, il apparaît d'abord que les jeunes se sentent très concernés par beaucoup de questions sociétales.

Les jeunes sont plus sensibles que les générations précédentes aux questions relatives au racisme, aux inégalités et aux discriminations. On peut donc partager en partie le diagnostic selon lequel il existerait un clivage entre les générations sur certaines questions sociétales.

Néanmoins le clivage intergénérationnel n'est pas aussi radical que la présentation qui peut en être faite dans certains travaux²³. En effet les jeunes partagent de nombreuses préoccupations avec leurs aînés : notamment sur les violences faites aux femmes et sur l'importance accordée à la question du terrorisme ou à l'écologie.

L'écologie est considérée comme un sujet important par toutes les générations (près de 90 % disent que c'est un sujet très ou plutôt important), même si les jeunes sont plus nombreux que la génération des parents et des Baby Boomers à le considérer comme « très important » (tableau page 44). D'autres travaux qui ont exploré cette question de façon plus approfondie montrent d'ailleurs qu'il y a un large consensus générationnel sur les valeurs environnementales²⁴. Par ailleurs, sur la question du genre qui est souvent présentée comme un marqueur générationnel, le diagnostic doit être nuancé. L'enquête montre en effet que la question du genre comme celle

de l'évolution des droits LGBT sont citées plus souvent par les jeunes comme des sujets très importants, mais que cette préoccupation reste chez eux minoritaire (si l'on retient l'intérêt marqué que suppose la réponse « très important »). Notons également que dans notre échantillon, moins de 1 % des jeunes se définissent par une « autre identité de genre » que celle d'homme ou de femme (58 jeunes exactement sur échantillon de 8 046 jeunes interrogés). Ce résultat conduit à relativiser l'importance accordée à ce sujet dans les médias.

Une analyse factorielle sur l'ensemble de ces sujets montre d'ailleurs que ces deux thèmes – le genre et les droits LGBT – se distinguent des autres avec lesquels ils sont moins corrélés. Ce sujet n'est véritablement mobilisateur que pour un petit tiers des jeunes. C'est une minorité importante, mais c'est loin d'être une majorité qui serait particulièrement mobilisée sur ces questions. Et si l'on considère un intérêt plus large (plutôt important et très important), les jeunes ne se différencient pas si fortement des deux autres générations enquêtées : quelle que soit la génération, c'est toujours une majorité qui trouve ces sujets importants, mais à un niveau moins élevé que les autres questions sociétales (à plus de 60 % pour les droits LGBT, à plus de 50 % pour la question du genre). En réalité, les jeunes sont très partagés sur ces questions de genre et d'orientation sexuelle. Nous les examinerons plus en détail par la suite.

Dans son ouvrage *La Fracture*, Frédéric Dabi voit dans l'évolution de l'appréhension du principe de laïcité le ferment d'un clivage entre les générations : les jeunes auraient une vision plus tolérante et plus inclusive de la laïcité que les générations précédentes.

Sur ce point, comme l'avait montré une enquête sur la radicalité conduite auprès de 7 000 lycéens²⁵, plusieurs éléments peuvent être corroborés :

- une minorité importante de lycéens interrogés (39 %) trouvait par exemple anormal que « les jeunes filles qui souhaitent porter le voile en raison de leur convictions religieuses » ne puissent pas le faire à l'école ;
- une nette majorité (62 %) se déclarait en faveur de l'idée que « les cantines scolaires servent des plats différents selon les convictions religieuses des élèves ».

Une bonne partie des jeunes partage l'idée que le respect des convictions et des choix personnels est un principe supérieur au respect des règles qui ordonnent la vie publique, ou du moins qu'il y a une forte tension entre les deux. Ce glissement générationnel tient sans doute au fait que la délimitation, chez les jeunes, entre

²² Frédéric Dabi, *La Fracture*, les Arènes, 2021.

²³ Frédéric Dabi parle de rupture avec le reste de la population.

²⁴ À partir de l'enquête européenne sur les valeurs de 2018 qui comportait un volet très complet sur les questions d'environnement. Voir : Olivier Galland, « Les générations au prisme des valeurs », *Futuribles*, n° 441, mars-avril 2021, pp. 1-14.

²⁵ O. Galland, A. Muxel (dir.), *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, PUF, 2018.

espace privé et espace public est moins nette qu'autrefois. Les nouveaux usages conduisent à ce que beaucoup de jeunes affichent désormais une partie de leur intimité sur les réseaux sociaux atténuant d'autant la frontière entre un espace privé, jadis sanctuarisé, et l'espace public. En conséquence, les tenants d'une laïcité qui exigerait que les convictions personnelles ne puissent s'afficher dans certaines parties de l'espace public sont désormais moins bien compris. Néanmoins, notre enquête montre que les questions relatives à l'expression de la religion et au respect du principe de laïcité ne sont pas des sujets de préoccupation majeurs pour les jeunes. Elles ne le sont pas non plus dans les générations plus âgées d'ailleurs. De la même manière, les questions relatives à l'évolution des droits LGBT et au genre viennent en fin de classement. Elles ne sont pas la préoccupation principale des jeunes contrairement à ce qu'avancent certains essayistes²⁶, même si elles sont plus présentes chez eux que dans les autres générations (voir le tableau ci-dessous).

Les sujets prioritaires par génération

Sujets jugés très importants	Jeunes	Parents	Baby Boomers
Les violences faites aux femmes	77	61	67
Le racisme	67	32	47
Le terrorisme	66	62	77
La faim dans le monde	65	38	43
L'écologie	62	51	46
Les inégalités	62	36	37
Les violences entre jeunes	55	45	56
Les droits LGBT	35	17	14
Les questions de religion et de laïcité	33	20	21
Les questions de genre	28	12	11

Qui sont les jeunes les plus concernés par les questions sociétales ?

Nous avons construit un score sommant tous les sujets du tableau ci-dessus²⁷ qui est ensuite recalibré pour évoluer de 0 (aucun sujet d'intérêt) à 10 (tous les sujets

²⁶ Brice Couturier, *OK millennials! puritanisme, victimisation, identitarisme, censure... L'enquête d'un « baby-boomer » sur les mythes de la génération woke*, L'Observatoire, 2021.

²⁷ sauf les droits LGBT et les questions de genre que nous examinerons plus loin.

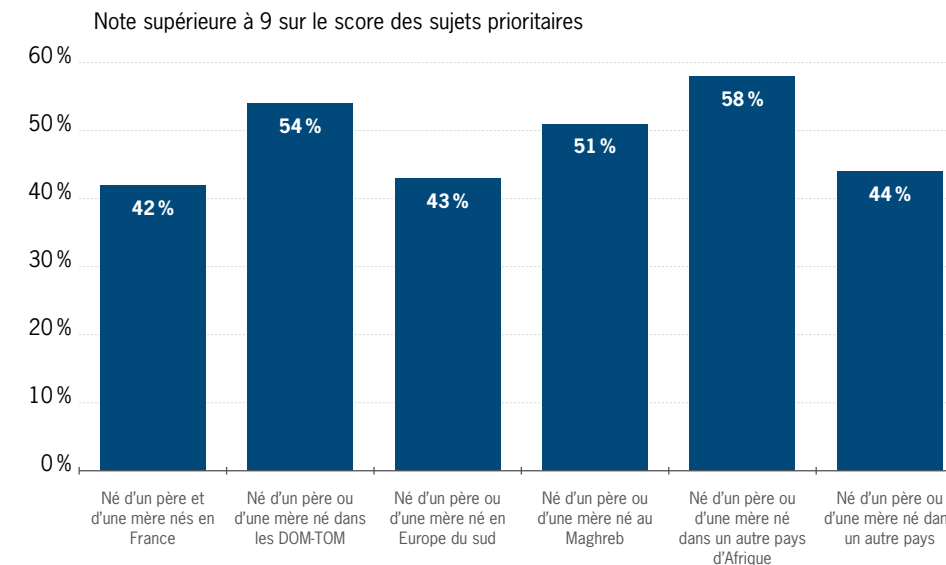
jugés très importants). La note moyenne est élevée, 8,4, ce qui montre bien que les jeunes s'intéressent beaucoup à ces sujets.

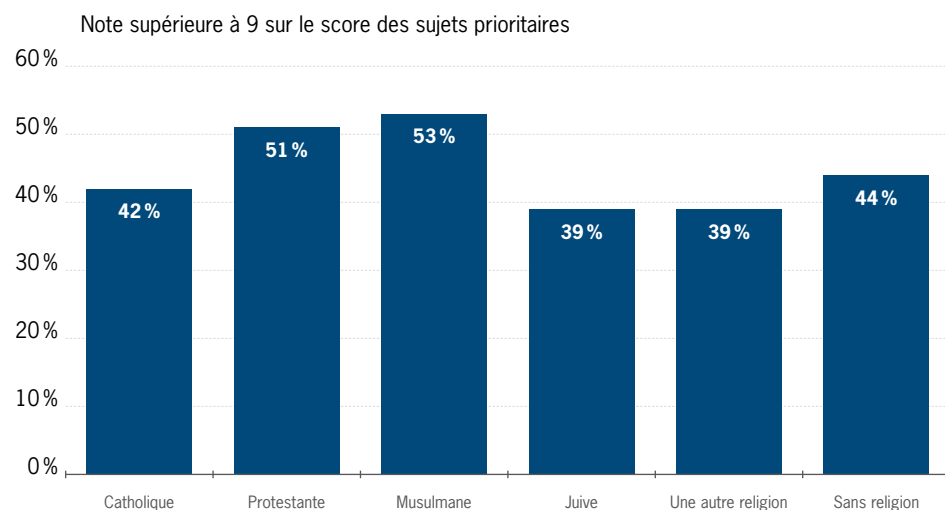
Nous avons ensuite cherché à repérer les caractéristiques des jeunes les plus mobilisés sur ces questions (ceux qui ont une note supérieure à 9).

Cet examen livre plusieurs enseignements :

- le niveau d'étude n'exerce pas d'effet sur l'importance accordée à ces questions sociétales. Il y a donc là un facteur d'homogénéisation de la jeunesse .
- les femmes y sont nettement plus sensibles que les hommes : 50 % d'entre elles ont une note supérieure à 9 sur notre score contre seulement 35 % des hommes.
- les jeunes d'origine étrangère, principalement africaine et maghrébine, y sont également plus sensibles.
- Il y a enfin un facteur religieux qui se recoupe en partie avec le précédent, avec un intérêt plus marqué des jeunes musulmans. Les protestants, peut-être dans la lignée d'une tradition caritative ancienne, y sont également plus sensibles.

Jeunes ayant un fort intérêt pour les questions sociétales, selon l'origine ethnique et la religion





Les jeunes musulmans sont plus sensibles que les jeunes catholiques ou que les jeunes sans religion aux questions du racisme (87 % estiment la question très importante), de la faim dans le monde (83 %), des inégalités (71 %), des violences entre jeunes (65 %) et à celles touchant la religion et la laïcité (53 %) (tableau de la page 47), des sujets, en dehors de la faim dans le monde, qui les touchent sans doute de plus près. Ils auraient donc a priori une forte potentialité de mobilisation sur ces thèmes. Ils ont également une sensibilité un peu plus élevée à la question des violences que subissent les femmes²⁸. En revanche, ils sont moins concernés par les questions liées au genre et aux droits LGBT.

28 C'est surtout le cas des jeunes d'origine subsaharienne (91 % très important) plus que des jeunes Maghrébins (83 %).

Sujets jugés « très importants » selon la religion déclarée

	Catholique	Protestante	Musulmane	Juive ²⁹	Une autre religion	Sans religion
Environnement, climat	64%	64%	60%	74%	61%	67%
Inégalités	59%	70%	71%	45%	66%	65%
Racisme	63%	74%	87%	73%	69%	70%
Place de la religion et de la laïcité	32%	48%	53%	32%	32%	30%
Violences faites aux femmes	78%	85%	85%	67%	79%	80%
Violences entre jeunes	57%	58%	65%	43%	58%	56%
Terrorisme	73%	70%	65%	72%	65%	67%
Questions liées au genre	25%	17%	21%	31%	35%	33%
Droits LGBT	31%	28%	23%	33%	42%	42%
Faim dans le Monde	63%	77%	83%	56%	67%	67%

2. Les jeunes ne sont pas massivement gagnés par le « wokisme »

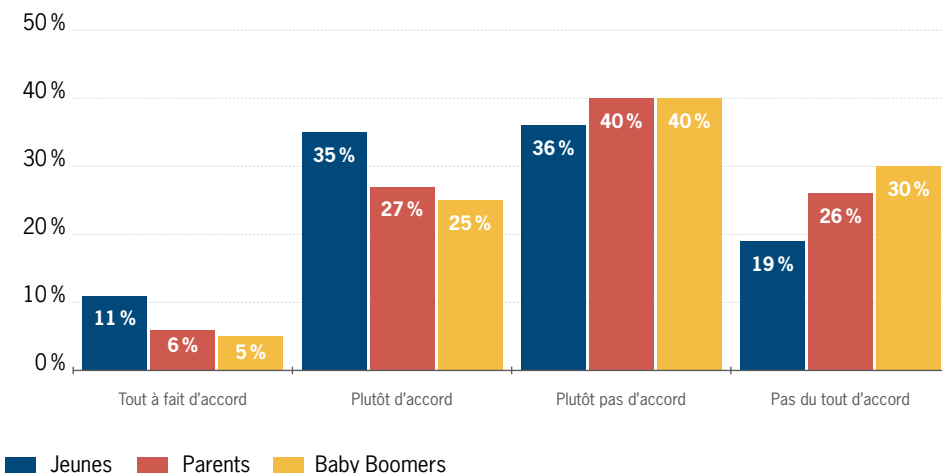
L'idée selon laquelle la jeunesse serait gagnée par le « wokisme », une sensibilité exacerbée aux discriminations et aux injustices liées au genre et plus particulièrement aux questions raciales, est défendue par plusieurs auteurs³⁰. Dans notre enquête, nous avons voulu donner une définition plus précise de la notion de racisme structurel ou systémique dont l'intitulé est rappelé dans le graphique page 48.

29 Les faibles effectifs des jeunes de religion juive (N=56) doivent conduire à considérer les % avec prudence pour cette confession.

30 Voir l'ouvrage déjà cité de Frédéric Dabi. Selon lui, « tout débat sur ces sujets entre un jeune proche du wokisme et un de ses aînés, à fortiori si celui-ci est un boomer, tourne vite au dialogue de sourds ».

Opinion sur le racisme d'État ou le racisme structurel par génération

Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : « les sociétés qui ont un passé colonial, comme la France, ont été et demeureront racistes » ?



48

Les jeunes sont indéniablement plus sensibles que les générations précédentes à cette thématique : 48 % d'entre eux sont d'accord (tout à fait ou plutôt) avec l'idée que la France est et demeurera une société raciste du fait de son passé colonial. Ils le sont plus que la génération des parents (33 %) et que celle des Baby Boomers (30 %). Cela valide-t-il l'idée de Brice Couturier³¹ d'une rupture générationnelle radicale sur ces sujets ? Si l'on ne peut que constater un fort écart générationnel sur cette question³², il faut toutefois prendre en compte le fait que dans toutes les générations, les opinions médianes (plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord) sont largement majoritaires. Ainsi, les jeunes fermement convaincus de l'existence d'un racisme structurel ne forment qu'une petite minorité (11 %).

Par ailleurs, il faut tenir compte d'un effet de structure générationnel. Sous le double effet de l'adhésion nettement plus forte à l'idée d'un racisme structurel chez les jeunes d'origine étrangère et de l'augmentation de la part des personnes d'origine extra-européennes dans les générations récentes, il résulte mécaniquement une adhésion plus marquée de l'ensemble des jeunes à la thèse d'un racisme structurel. Par ailleurs, probablement sous l'effet de l'intégration et de l'acculturation, les

31 *Ok millennials!* op. cit.

32 Qui se maintient lorsqu'on contrôle le sexe, la pcs, le niveau de diplôme et l'origine ethnique.

immigrés ou descendants d'immigrés de la génération des parents et des Baby Boomers sont nettement moins sensibles que leurs homologues plus jeunes à cette question (voir le graphique page 50). L'écart générationnel sur la sensibilité au racisme structurel est important parmi les immigrés et les descendants d'immigrés. Cette sensibilité est nettement plus élevée dans les jeunes générations issues de l'immigration que dans les anciennes générations d'immigrés. Plusieurs interprétations sont possibles entre lesquelles il est difficile de trancher. Il peut d'abord y avoir un effet d'âge : les jeunes d'origine immigrée débutant dans la vie et connaissant des difficultés d'insertion professionnelle peuvent les interpréter comme un effet de discriminations liées à leur origine³³. Néanmoins cet effet d'âge devrait être en partie compensé par le fait que, contrairement à leurs parents, ces jeunes d'origine immigrée sont nés en France et ont été socialisés et scolarisés dans ce pays, ce qui devrait théoriquement favoriser leur intégration. Si cette socialisation ne produit pas les effets attendus, c'est probablement que le processus d'intégration fonctionne mal et peut-être moins bien que pour les générations précédentes.

Plusieurs travaux qui ont été menés sur ces questions d'intégration de la jeunesse d'origine immigrée alimentent cette hypothèse. L'enquête « Mobilité géographique et insertion sociale » (MGIS) réalisée par l'INED en 1992 sur cette population avait fait souffler un vent d'optimisme. Plusieurs indices semblaient montrer que le processus d'intégration était en bonne voie : les pratiques culturelles des jeunes d'origine étrangère, leur intégration politique, leur éloignement relatif de la religion les rapprochaient progressivement des jeunes d'origine française. Mais cette tendance s'est inversée. En comparant les résultats de MGIS à ceux de l'enquête TeO (Territoires et origines) réalisée par l'INED et l'Insee en 2008, Hugues Lagrange³⁴ avait montré un net regain de la religiosité chez les jeunes musulmans qui faisait que, contrairement aux années 1990, les signes de religiosité étaient plus forts chez eux que chez les adultes de même origine. Forte religiosité n'équivaut pas à radicalité, mais chez une minorité de jeunes musulmans cette forte religiosité prend une tournure « absolutiste » qui introduit un clivage assez profond avec les valeurs des sociétés laïques et les valeurs du libéralisme culturel³⁵.

Dans l'enquête Harris Interactive, on peut peut-être voir une preuve de cet échec du processus d'intégration dans le fait que les jeunes nés à l'étranger ont un niveau de sensibilité au racisme structurel à peu près équivalent à celui des jeunes d'origine immigrée nés en France.

33 De nombreux travaux ont montré que ces discriminations à l'embauche sont bien réelles.

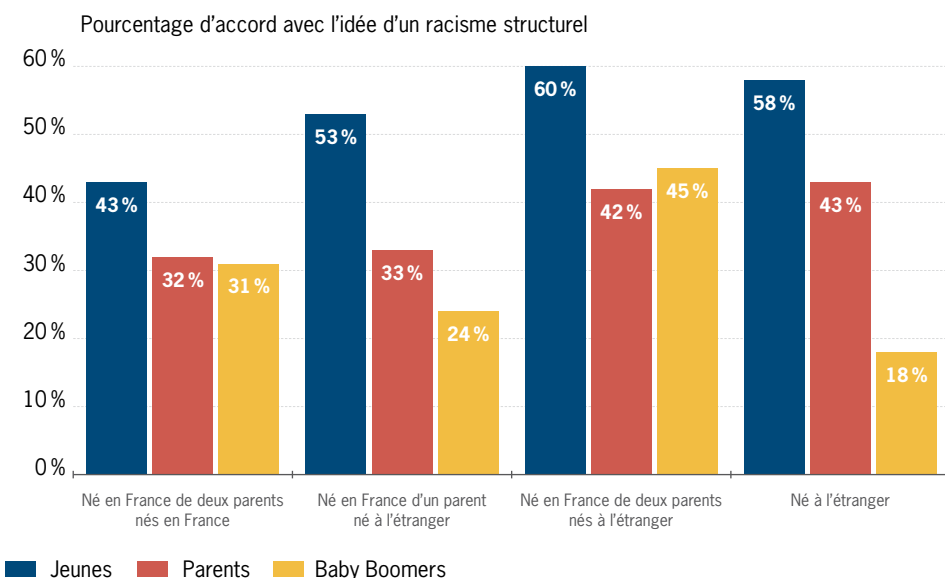
34 Hugues Lagrange, « Pratiques religieuses et religiosité parmi les immigrés et les descendants d'immigrés du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et de Turquie en France » 2013, <hal-009973106>.

35 Olivier Galland, « Radicalité religieuse : de l'absolutisme à la violence » in *La tentation radicale*, op. cit, pp. 81-152.

49

Une autre interprétation possible est que l'immigration de la génération des parents et plus encore des Baby Boomers n'était pas de même nature, ne concernait pas tout à fait les mêmes origines³⁶. Enfin, il est également possible que joue un effet de mémoire qui fait que les générations plus anciennes réécrivent en partie leur passé pour construire un récit plus irénique de leur intégration. C'est en tout cas un fait patent que ces jeunes générations d'origine immigrée ont une sensibilité beaucoup plus élevée que leur parents ou grands-parents à l'idée du racisme structurel.

L'adhésion au racisme structurel en fonction de la génération et de l'origine



Au total, et c'est peut-être le point principal à retenir, les jeunes sont très partagés sur cette question, même si une courte majorité (55 %) s'inscrit en faux contre l'idée que la France est un pays structurellement raciste.

Quel est le profil des jeunes les plus convaincus, c'est-à-dire les 11 % de jeunes qui se disent tout à fait d'accord avec l'idée selon laquelle la France serait un pays structurellement raciste ?

³⁶ Moins souvent originaires d'Afrique notamment et moins souvent musulmans.

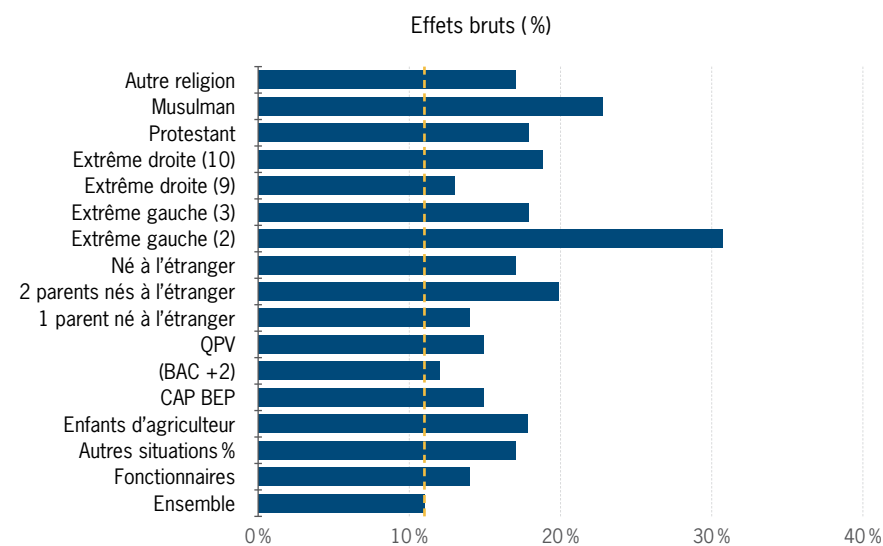
Le graphique page précédente montre que trois variables ont un effet plus marqué : l'origine, la religion, et surtout l'orientation politique.

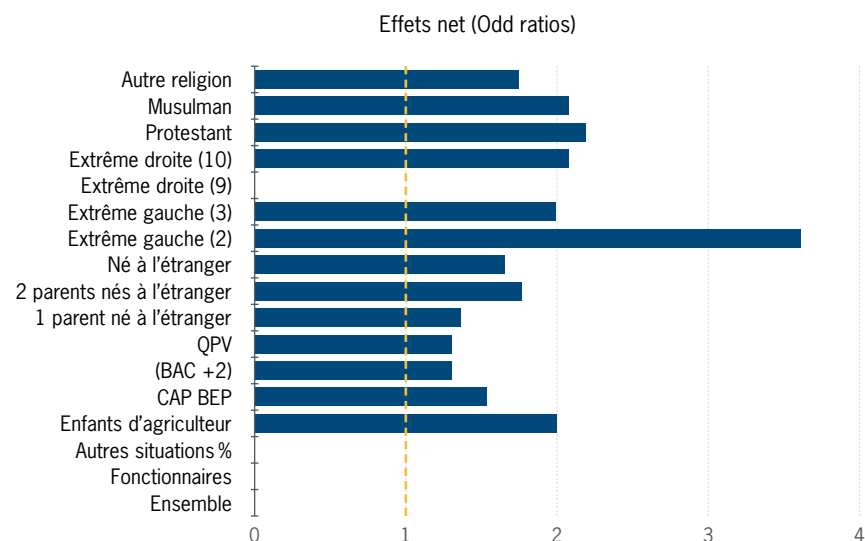
- Les jeunes nés à l'étranger ou d'origine étrangère (parents nés à l'étranger), ont plus de chances d'adhérer à la thèse du racisme structurel.
- Les musulmans ainsi que les protestants ont plus de chances d'adhérer à la thèse du racisme structurel.

Mais la variable qui a l'effet le plus fort est sans conteste l'orientation politique : les jeunes qui se situent à l'extrême-gauche (en position 1 sur l'échelle) ont presque 4 fois plus de chances d'être des soutiens de la thèse du racisme structurel que les jeunes qui ne se placent pas sur l'échelle. On remarque cependant de façon étonnante que les jeunes d'extrême-droite, à un moindre degré, partagent cette idée. Considèrent-ils les mêmes victimes du racisme ou pensent-ils à un éventuel « racisme anti-blancs » ? L'enquête ne permet pas de trancher ce point. Il faut néanmoins garder à l'esprit que ces jeunes politiquement extrémistes sont très minoritaires : les jeunes situés en position 1 ou 2 rassemblent 4 % de l'échantillon et ceux situés à l'extrême-droite (9 ou 10), 3,5 %, soit au total 7,5 %.

Caractéristiques surreprésentées parmi les jeunes croyant fermement à l'existence d'un racisme structurel

(tout à fait d'accord)





Lecture : seules les caractéristiques positivement associées à l'idée d'un racisme structurel sont présentes dans le graphique. La colonne « effets nets » donne la valeur des odds ratios d'une régression logistique du racisme structurel par le sexe, le type d'activité, l'origine sociale, le niveau de diplôme, l'origine ethnique, la position sur l'échelle gauche-droite et la religion déclarée. Le résultat se lit ainsi : les enfants d'agriculteurs (comparés aux enfants de professions libérales) ont deux fois plus de chances d'adhérer à l'idée du racisme structurel plutôt que de ne pas y adhérer. Les résultats présentés sur les odds ratios sont significatifs au seuil de 1 %.

La colonne « effets nets » du graphique ci-dessus montre que les effets « origine », « politique » et « religieux » sur la propension à adhérer à l'idée du racisme structurel sont relativement indépendants les uns des autres ; ils jouent de façon concomitante, même si leur association chez un même individu renforce le niveau d'adhésion. Si l'on ne tient pas compte de l'orientation politique et de l'origine, mais en contrôlant l'effet des principales autres variables explicatives, la probabilité qu'ont les jeunes musulmans d'adhérer à l'idée du racisme structurel est près de trois fois plus élevée que celle des jeunes catholiques. Et symétriquement, si on ne tient pas compte de l'orientation politique ni de la religion, les jeunes d'origine africaine (non maghrébine) ont également trois fois plus de chances d'adhérer à cette thèse que les jeunes d'origine française (les jeunes maghrébins deux fois plus). Ces résultats ne nous semblent pas alimenter la thèse du « wokisme » de la jeunesse française, selon

laquelle « les jeunes feraient du wokisme sans le savoir »³⁷. Ils montrent plutôt le fossé qui s'est creusé entre une partie de la jeunesse d'origine étrangère (et souvent de confession musulmane) et la société française, en gardant bien à l'esprit que ces idées n'emportent la conviction que d'une minorité de ces jeunes, mais une minorité néanmoins significative (23 % des jeunes musulmans et 22 % des jeunes d'origine africaine sont tout à fait d'accord avec l'idée que la France est et restera raciste du fait de son passé colonial).

3. Les jeunes divisés sur la théorie du genre

Dans le cadre de l'enquête, nous avons posé une question suffisamment explicite pour que les jeunes puissent faire un choix de réponse en toute connaissance de cause :

De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

- « les hommes et les femmes auront toujours des points de vue et des façons d'être différentes du fait de leur sexe »
- « toutes les différences entre hommes et femmes sont artificielles et uniquement produites par la société »³⁸.

Ce qui nous intéresse ici c'est de voir en quoi les profils des répondants se distinguent dans le choix de ces deux options.

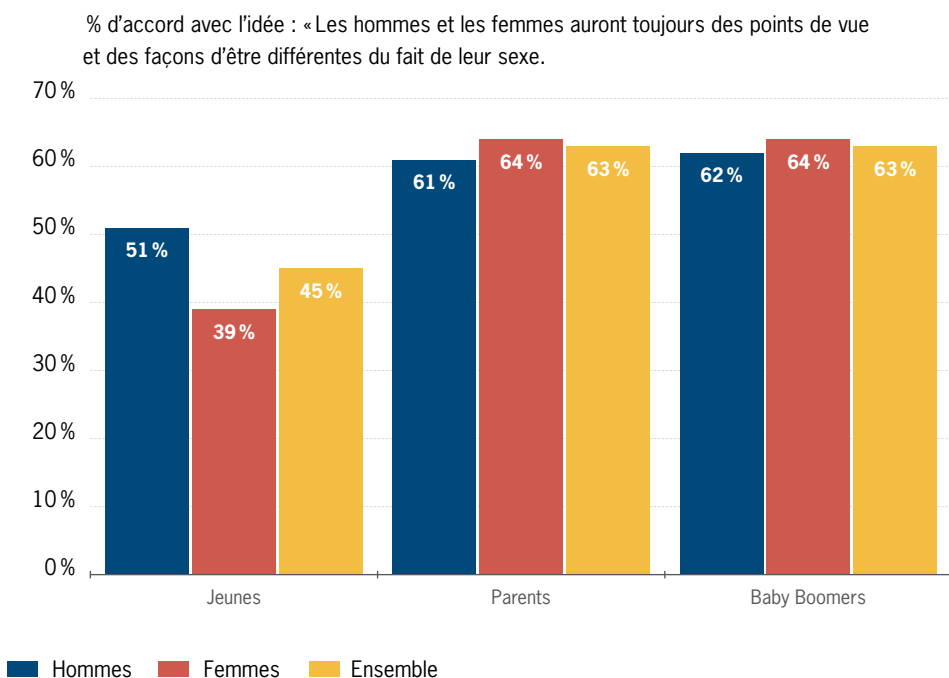
Comme sur la question du racisme structurel, les jeunes se divisent sur cette question du genre : 45 % d'entre eux penchent pour la définition « naturelle » des différences de sexe, tandis qu'une majorité de 55 % adhèrent à l'idée que ces différences sont uniquement produites par la société. Sur ce thème les différences entre les générations sont fortes et se doublent d'une différence de sexe également marquée.

³⁷ Dabi op. cit, p. 153.

³⁸ On peut évidemment soutenir qu'il existe une voie intermédiaire entre ces deux options. Mais généralement, lorsqu'on propose dans une enquête ces choix de compromis, beaucoup de répondants s'y engouffrent ce qui rend finalement la question peu exploitable. Nous gardons bien à l'esprit que ce choix dichotomique force un peu la main des répondants, bien qu'ils aient toujours l'option de ne pas répondre (1,6 % de non répondants) et qu'il ne faut pas forcément interpréter leur choix comme une adhésion radicale aux thèses qui sont proposées.

Les générations des parents et des Baby Boomers adhèrent en effet beaucoup moins que les jeunes à l'idée que les différences sexuelles sont exclusivement sociales (37 % et 36 %). Il y a donc là un vrai phénomène générationnel. Ce clivage générationnel concerne particulièrement les femmes : 60 % des jeunes femmes pensent que les différences sexuelles sont sociales alors que les femmes des générations précédentes pensent très majoritairement le contraire (et même plus que les hommes de ces générations!).

Les opinions sur la définition du genre par génération



Les tenants d'une détermination sociale des différences entre sexes sont également plus souvent des étudiants (59 %) et des jeunes de niveau de formation élevé (>bac+2 59 %) issus de familles à fort capital culturel. Ce sont également plus souvent des jeunes se situant à gauche et se déclarant sans religion.

À l'inverse, les jeunes plus en phase avec une définition naturelle des différences de sexe sont plus souvent des hommes d'un niveau d'étude secondaire issus de familles à faible capital culturel, résidant plus souvent en QPV et plus souvent d'une

origine extra-européenne. Ces jeunes se situent également plus souvent à droite de l'échiquier politique et déclarent une affiliation religieuse (voir le tableau de la page 56).

Le contraste entre ces deux orientations sur la définition du genre est donc associé à quatre groupes de facteurs : sexuel, culturel, politique et religieux. La surreprésentation des jeunes femmes parmi ceux qui donnent une définition sociale du genre se maintient lorsqu'on contrôle l'effet de l'ensemble des autres facteurs et apparaît dès lors comme le facteur statistiquement le plus significatif³⁹. Cet effet du sexe démontre une évolution en profondeur des mentalités féminines. Elles se distinguent plus des perceptions masculines dans ces nouvelles générations que dans les générations précédentes. Les campagnes féministes, le mouvement *Me too* ont évidemment accompagné et peut-être accéléré cette évolution des mentalités féminines. C'est en tout cas un fait majeur.

Niveau d'étude du jeune et capital culturel de sa famille exercent également un impact significatif : les jeunes diplômés du supérieur issus de familles à capital culturel élevé sont plus sensibles à la thématique du genre social, probablement parce que ces sujets ont émergé de travaux universitaires auxquels les jeunes de niveau d'étude moins élevé et de familles à faible capital culturel n'ont pas accès. Il y a enfin un facteur idéologique lié à l'orientation politique et religieuse qui associe étroitement non-affiliation religieuse et genre social d'une part et proximité avec la droite et « genre naturel » d'autre part.

Il est assez remarquable de constater le contraste entre les facteurs associés au « racisme structurel » et ceux associés à l'adhésion à l'idée du « genre social ». L'idée que ces deux thèmes feraient partie du même univers idéologique et contribueraient à alimenter le « wokisme », en jouant sur un registre identitaire, est souvent défendue ; pourtant, ces deux thèmes préoccupent des populations de jeunes assez différentes. Souvent des jeunes d'origine immigrée dans le premier cas, déclarant une affiliation religieuse et d'un niveau d'étude secondaire ; d'abord des femmes dans le second cas, des jeunes d'un niveau d'étude plus élevé, de familles à fort capital culturel et plus souvent sans affiliation religieuse.

On remarque notamment que les jeunes d'origine extra-européenne, très sensibles à la thématique du racisme structurel, sont surreprésentés parmi les adeptes d'une définition « naturelle » du genre et sous-représentés parmi ceux d'une définition « sociale ». Cela suggère qu'il n'est sans doute pas si simple de réunir sous une même bannière les jeunes adhérant aux approches identitaires de la « race » et du « genre ».

³⁹ D'après la statistique du Wald d'une régression logistique.

Caractéristiques associées aux définitions du genre et des différences entre hommes et femmes

		Genre « naturel »	Genre « social »
Ensemble		45 %	55 %
Sexe	Un homme	51 %	49 %
	Une femme	39 %	61 %
Activité	Étudiants	41 %	59 %
	CDI	48 %	52 %
Niveau d'études	Un CAP ou un BEP	49 %	51 %
	Un bac professionnel	51 %	49 %
	>bac+2	41 %	59 %
Origine sociale	Professions libérales	41 %	59 %
	Retraités	50 %	50 %
Origine ethnique	DOM TOM	51 %	49 %
	Maghreb	50 %	50 %
	Autre pays d'Afrique	56 %	44 %
Nombre de livres chez les parents	Aucun	52 %	48 %
	Entre 1 et 30	47 %	53 %
	Entre 31 et 100	43 %	57 %
	Entre 101 et 200	41 %	59 %
	Plus de 200	42 %	58 %
Échelle gauche-droite	1 - extrême gauche	40 %	60 %
	2	34 %	66 %
	3	37 %	63 %
	4	39 %	61 %
	6	52 %	48 %
	7	52 %	48 %
	8	57 %	43 %
	9	59 %	41 %
	10 - extrême droite	55 %	45 %
	Religion	Protestante	60 %
Musulmane		55 %	45 %
Sans religion		39 %	61 %
Résidence en QPV	Oui	51 %	49 %
	Non	44 %	56 %

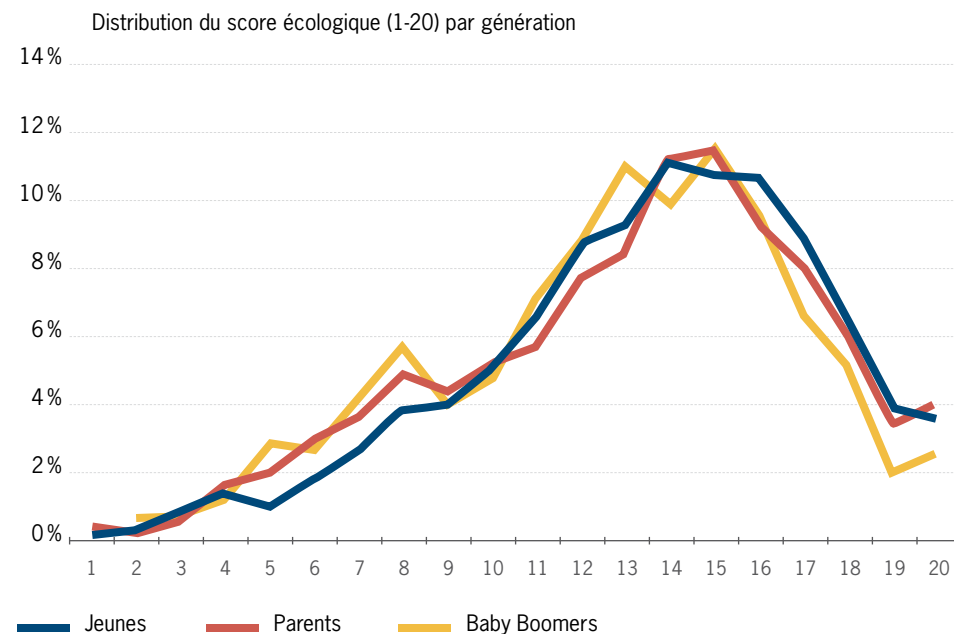
Lecture : 51 % des hommes sont d'accord avec l'idée que « les hommes et les femmes auront toujours des points de vue et des façons d'être différents du fait de leur sexe » tandis que 61 % des femmes sont d'accord avec l'idée que « toutes les différences entre hommes et femmes sont artificielles et uniquement produites par la société ». Les % en rouge indiquent les modalités surreprésentées dans l'une ou l'autre de ces deux réponses.

4. Des jeunes « écolos » mais pas beaucoup plus que les générations précédentes

On l'a vu, les jeunes sont sensibles à la question de l'écologie et considèrent que c'est un sujet important. Ils le sont un peu plus que les autres générations, mais en réalité il y a un assez large consensus générationnel sur la question. Le graphique ci-dessous le confirme.

Le graphique ci-dessous montre la distribution d'un « score écologique » sommant les réponses⁴⁰ à 5 questions relatives à l'environnement⁴¹. Le score a une valeur maximale de 20 si les répondants se disent « tout à fait d'accord » avec l'ensemble de ces items.

Le score écologique par génération



40 Pas du tout d'accord, pas tellement d'accord, plutôt d'accord, tout à fait d'accord.

41 Une question générale sur l'importance à accorder au sujet et 4 questions sur l'adhésion à des comportements visant à lutter contre le réchauffement climatique (réduire sa consommation de viande, renoncer à un téléphone 5G, ne plus prendre l'avion, renoncer à circuler en voiture). Les personnes ayant répondu « non concerné » à ces questions sont supposées ne pas consommer le bien en question (elles ne mangent pas de viande par exemple, donc « ne sont pas concernées » par l'idée de réduire leur consommation de viande). Sous cette hypothèse, leurs réponses ont été recodées en 2 (oui plutôt). Cette hypothèse était moins crédible sur la question concernant le fait de « gagner moins d'argent » ; cet item n'a donc pas été retenu dans le calcul du score.

Le pic des trois courbes est plutôt situé vers les valeurs hautes du score, entre 14 et 15. Les valeurs moyennes du score sont très proches pour les générations des jeunes et des parents (13,5 pour les jeunes, 13,2 pour les parents), et un peu plus basses pour les Baby Boomers (12,7). Cette analyse conduit à penser qu'il n'y a pas de rupture générationnelle sur les questions environnementales, même si les Baby Boomers sont plus en retrait que les deux générations suivantes.

La question plus engageante sur l'acceptation de la réduction de son niveau de vie pour préserver l'environnement n'a pas été introduite dans le calcul du score du graphique de la page 57, car il est difficile d'interpréter les opinions des 7 % des répondants qui se disent non concernés.

Acceptation d'une baisse du niveau de vie pour lutter contre le réchauffement climatique

	Pour lutter contre le réchauffement climatique, seriez-vous personnellement prêt(e) à gagner moins d'argent si l'économie ralentit pour préserver l'environnement ?					Total
	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, plutôt pas	Non, pas du tout	Vous n'êtes pas concerné(e)	
Jeunes	8,7%	22,2%	33,4%	28,7%	7,0%	100%
Parents	6,7%	23,1%	33,5%	32,2%	4,5%	100%
Baby Boomers	3,6%	22,2%	36,5%	26,8%	11,0%	100%
Total	8,0%	22,3%	33,7%	28,9%	7,1%	100%

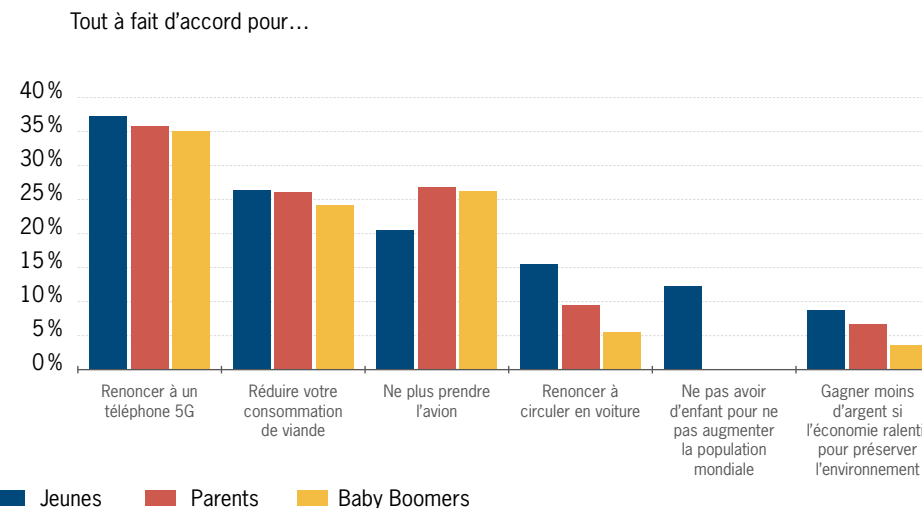
Le tableau ci-dessus montre la distribution des réponses par générations confirme que les attitudes des jeunes et de la génération de leurs parents sont très proches : 30 % environ se disent d'accord avec l'idée de « gagner moins d'argent » si c'est une contrainte nécessaire à la préservation de l'environnement. Les Baby Boomers sont un peu moins nombreux (26 %) à les suivre.

Mais que sont réellement prêts à faire les jeunes et les deux autres générations pour préserver le climat ?

Le graphique de la page 59 montre la proportion de ceux qui se disent « tout à fait d'accord » pour transformer leur mode de vie ou renoncer à certains biens

pour la préservation de l'environnement. Ce niveau ferme de renoncement n'est accepté que par une minorité dans toutes les générations mais varie assez considérablement selon les biens ou les types d'efforts envisagés. Le renoncement au téléphone 5G est le plus largement accepté (par 37 % des jeunes), mais il est vrai que cette technologie n'est pour ainsi dire pas encore en place. La réduction de la consommation de viande est tout à fait acceptée par environ un quart des jeunes et de leurs parents (un peu moins par les Baby Boomers qui ont été socialisés à l'idée qu'il fallait manger de la viande pour être en bonne santé⁴²). Concernant les transports, un contraste frappant apparaît entre les générations : les jeunes sont moins disposés que les générations précédentes à renoncer à l'avion, en revanche, ils abandonnent plus facilement l'idée de circuler en voiture. Ce résultat fait écho à un autre évoqué précédemment : les jeunes sont plus « cosmopolites » que « localistes » contrairement à leurs aînés.

L'acceptation de la transformation des modes de vie par générations



On note une proportion non négligeable de jeunes (12 %) se disant décidés à ne plus avoir d'enfants, dans un souci malthusien de ne pas augmenter la population mondiale. Enfin, sans surprise, la réduction du niveau de vie est la conséquence la moins acceptée des efforts qui devraient être consentis pour préserver l'environnement,

⁴² Les plus anciens se souviennent peut-être de la campagne du Ministre Pisani « Suivez le bœuf » pour inciter à la consommation de viande.

même si les jeunes sont un peu moins réticents que les autres générations. Ce dernier résultat augure mal de l'acceptation des efforts qui devront être consentis en faveur de la transition écologique⁴³. Cette question de « l'acceptabilité sociale de la transition écologique » se pose manifestement pour toutes les générations au vu des résultats de notre enquête.

Ce tour d'horizon montre que l'idée que les modes de vie doivent évoluer a infusé dans toutes les générations, même si elle ne conduit à des engagements fermes que pour une minorité. Mais la contrainte par le revenu via la thèse de la décroissance ou de l'instauration d'une taxe carbone dont la conséquence serait de faire baisser le niveau de vie, sera très difficilement acceptée, y compris par les jeunes.

5. Engagements des jeunes et désaffiliation politique

a. Les modes d'action protestataires et le vote sont des moyens complémentaires de l'engagement

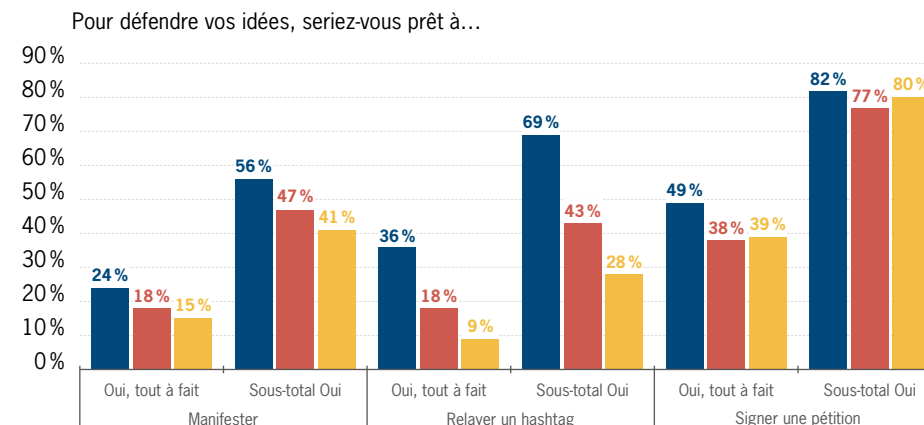
Il existe un potentiel protestataire chez les jeunes, plusieurs travaux l'ont déjà montré. Anne Muxel note par exemple que « dans le renouvellement générationnel, la perception de l'efficacité de la manifestation de rue pour influencer les décisions prises en France progresse au détriment du vote et de l'élection. Les jeunes Français sont plus nombreux à accorder une efficacité importante à la manifestation de rue : 35 % contre seulement 20 % des 65 ans et plus »⁴⁴. Dans le cadre de l'enquête que nous avons conduite, on retrouve cet écart générationnel, notamment avec la génération des Baby Boomers, puisque 24 % des jeunes se disent « tout à fait » prêts à manifester pour défendre leurs idées, contre seulement 15 % des Baby Boomers. Il faut noter cependant que les écarts ne sont pas énormes et que, d'autre part, une forte minorité de jeunes (44 %) répugne à manifester. Encore une fois, les jeunes sont assez clivés sous ce rapport. La jeunesse dans son entièreté n'est pas prête à descendre dans la rue, loin de là. Les plus décidés à le faire sont plus souvent des femmes (28 % contre 21 % des hommes) mais surtout beaucoup plus souvent des jeunes très politisés à gauche, à l'extrême-droite et plus encore à l'extrême-gauche

43 Christian Gollier, spécialiste de l'économie de l'environnement et favorable à la généralisation de la taxation du carbone prévient dans une interview aux Echos (09/10/2021) : « Nous vivons sur l'utopie d'une transition écologique heureuse ». Et il poursuit : « quoiqu'il arrive, la transition écologique sera coûteuse pour la génération actuelle ».

44 Voir Anne Muxel *Politiquement jeune*, Fondation Jean Jaurès, Editions de l'Aube, 2018, p. 78.

(voir le tableau ci-dessous). Lorsqu'on contrôle l'ensemble des variables possible-ment associées à cette propension à manifester, ce facteur politique est l'un des plus puissants.

Formes de participation politique non conventionnelle par génération



Lecture : 24 % des jeunes se disent « tout à fait » prêts à manifester pour défendre leurs idées ; 56 % se disent « tout à fait » ou « plutôt » prêts à le faire.

■ Jeunes ■ Parents ■ Baby Boomers

Jeunes « tout à fait » prêts à manifester en fonction du positionnement sur l'échelle gauche-droite

Extrême gauche (1-2)	46 %
Extrême droite (9-10)	34 %
Gauche (3-4)	34 %
Droite (6-8)	19 %
Position médiane (5)	23 %
Pas d'idée pour se positionner	21 %
Ensemble	24 %

Vincent Tiberj a proposé d’interpréter la tendance des jeunes à privilégier l’action protestataire comme un effet déceptif de l’offre politique qui leur est proposée à travers les mécanismes de la démocratie représentative⁴⁵. Cette thèse postule l’idée d’une substitution progressive d’une participation politique protestataire à une participation politique conventionnelle (exercice du droit de vote).

Nos données ne confirment pas cette thèse. En effet, si la thèse de la substitution de Vincent Tiberj était vérifiée, les jeunes prêts à manifester devraient se détourner du vote. Or, le tableau ci-dessous montre que ce n’est pas le cas. En effet, ce sont les jeunes les moins engagés dans l’action politique protestataire (ceux qui se disent « pas du tout » prêts à manifester) qui expriment le plus de doutes sur l’utilité du vote.

Actions politiques protestataires et actions politiques conventionnelles apparaissent donc plus comme des actions complémentaires que comme des actions exclusives l’une de l’autre. L’une des explications doit être cherchée dans le fait que les jeunes attirés par la manifestation sont très politisés (voir le tableau page 61).

Attitude à l’égard du vote en fonction de la propension à manifester

		C’est utile de voter car c’est par les élections qu’on peut faire évoluer les choses	Voter ne sert pas à grand-chose car les responsables politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple	Total
Pour défendre vos idées, seriez-vous prêt(e) à manifester	Oui, tout à fait	67%	33%	100%
	Oui, plutôt	69%	31%	100%
	Non, plutôt pas	67%	33%	100%
	Non, pas du tout	57%	43%	100%
Total		66%	34%	100%

Lecture : 67% des jeunes « tout à fait » prêts à manifester trouvent que c’est utile de voter.

45 Laurent Lardeux et Vincent Tiberj, *Génération désenchantées ? Jeunes et démocratie*, INJEP, La Documentation française, 2021.

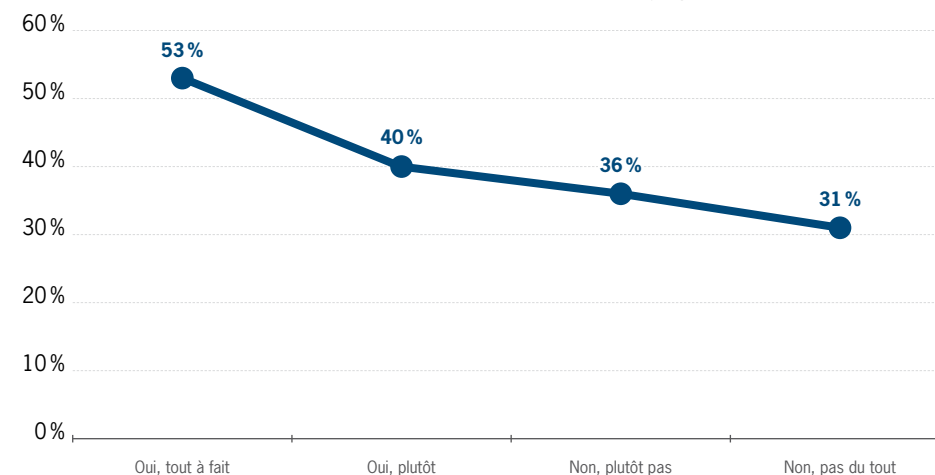
La thèse de Vincent Tiberj sous-tend également l’idée que le regard critique porté par les jeunes sur la démocratie représentative contribue à alimenter les comportements politiques protestataires. Mais à nouveau, nos données ne confirment pas cette idée.

En effet, l’attachement à la démocratie représentative⁴⁶ croît au contraire avec la propension à manifester (voir le graphique ci-dessous) : cette dernière ne semble donc pas résulter d’un rejet de la démocratie. Au contraire, ce sont les jeunes les moins engagés dans l’action politique protestataire qui sont les plus critiques à l’égard de la démocratie représentative. On voit donc plutôt poindre l’idée selon laquelle les jeunes sont scindés en deux groupes :

- Le premier joue sur tous les registres de l’action et de l’engagement politique qu’ils soient ou non conventionnels.
- Le second s’éloigne de toutes les formes d’engagement ou de participation politique.

Attachement à la démocratie en fonction de la propension à manifester

Part considérant comme absolument important (10) de vivre dans un pays gouverné démocratiquement



Lecture : 53% des jeunes « tout à fait » prêts à manifester considèrent comme absolument important (en se plaçant en 10 sur une échelle en 10 positions) de « vivre dans un pays gouverné démocratiquement, c’est-à-dire un pays où les individus choisissent leurs dirigeants lors d’élections libres ».

46 Il était précisé dans la question « c’est-à-dire un pays où les individus choisissent leurs dirigeants lors d’élections libres ».

Deux autres facteurs exercent un effet statistiquement très significatif sur la propension à manifester : la socialisation familiale et le niveau culturel de la famille. En effet, les jeunes originaires de familles à fort capital culturel⁴⁷ d'une part, et de familles dans lesquelles les parents ont un engagement associatif d'autre part, ont une probabilité plus élevée de se dire tout à fait prêts à manifester. Cet effet est particulièrement fort pour le capital culturel familial : toutes choses égales par ailleurs, les enfants des parents qui ont plus de 200 livres chez eux ont une probabilité presque deux fois plus élevée d'être tout à fait prêt à manifester que ceux dont les parents n'ont aucun livre à leur domicile. Cet effet est proprement culturel puisque parallèlement l'origine sociale stricto sensu est contrôlée et n'exerce aucun effet significatif. On peut supposer que dans ces familles à fort capital culturel, comme dans les familles engagées dans le mouvement associatif, les échanges intergénérationnels autour de questions sociales, sociétales ou politiques sont plus intenses et incitent à des formes d'engagements plus fréquents des jeunes générations, comme l'avaient montré les travaux pionniers d'Annick Percheron sur la socialisation politique des enfants⁴⁸. Ce facteur culturel contribue peut-être également à perpétuer et possiblement à accentuer une inégalité sociale de l'engagement alors que, parallèlement, les formes traditionnelles de l'engagement ouvrier qui passaient en grande partie par le Parti communiste et les organisations qui lui étaient rattachées dans les « banlieues rouges » sont en déclin.

choix (19%). Le cas d'EELV est symptomatique : bien que l'écologie soit une forte préoccupation des jeunes, seuls 11% disent se sentir proches de ce parti. Cette prise de distance à l'égard du positionnement politique est beaucoup plus marquée chez les jeunes que dans la génération des parents et de celle des Baby Boomers. S'il est vrai, d'une part, que la participation électorale des 18-24 ans est plus réduite et qu'ils ont donc eu beaucoup moins de temps et d'occasions pour construire leurs choix politiques et que, d'autre part, le non-positionnement politique baisse un peu avec l'avancée en âge des jeunes, pour autant ce sont encore respectivement 39% et 52% d'entre eux qui disent, entre 22 et 24 ans, ne pas avoir d'idée assez précise pour se positionner sur l'échelle gauche-droite, et ne se sentir proche d'aucune formation politique ou ne pas les connaître assez pour avoir une opinion. Ainsi, même au-delà de 21 ans, la socialisation politique des jeunes semble marquer le pas.

En toute rigueur il n'est pas possible de dire avec cette étude si cet effet est un effet d'âge ou un effet de génération (ou une combinaison des deux)⁵⁰. Néanmoins cette désaffiliation politique des jeunes est d'une telle ampleur qu'il paraît improbable qu'elle ne soit pas le résultat, au moins en partie, d'un effet de génération. Il nous semble que c'est le fait majeur caractérisant le rapport à la politique des jeunes aujourd'hui.

b. La désaffiliation politique : le constat

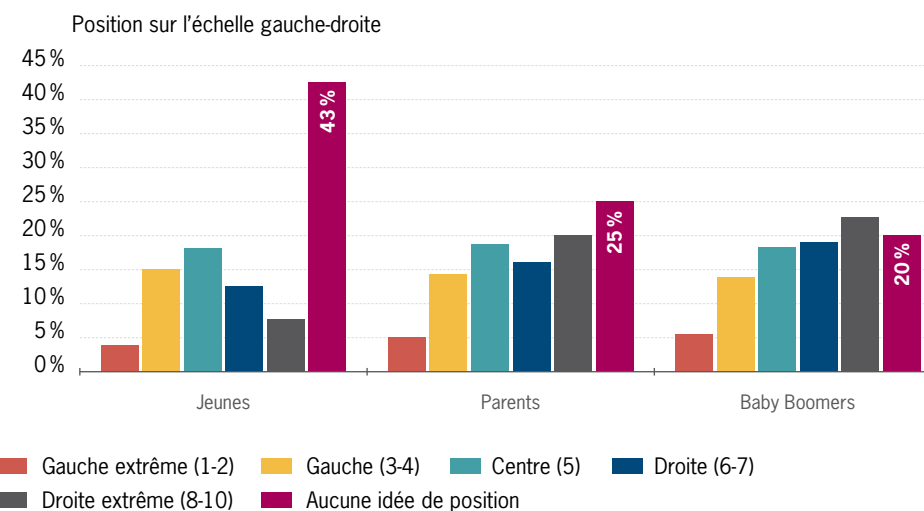
Un constat d'ensemble ressort des résultats des questions classiques concernant le positionnement sur l'échelle gauche-droite et la proximité partisane⁴⁹ : l'impressionnante désaffiliation politique d'une grande partie de la jeunesse. Nous parlons de désaffiliation politique pour caractériser le fait qu'une partie importante des jeunes ne se reconnaît aucune proximité avec un parti ou une tendance politique, soit par méconnaissance, soit par désintérêt et peut-être aussi par rejet. Ainsi, 43% des jeunes disent ne pas avoir d'idées assez précises pour se positionner sur l'échelle gauche-droite et 55% ne peuvent indiquer de préférence partisane, soit parce qu'ils ne connaissent pas assez les partis (36%), soit parce qu'aucun ne correspond à leur

47 Mesuré ici par le proxy « nombre de livres à la maison ».

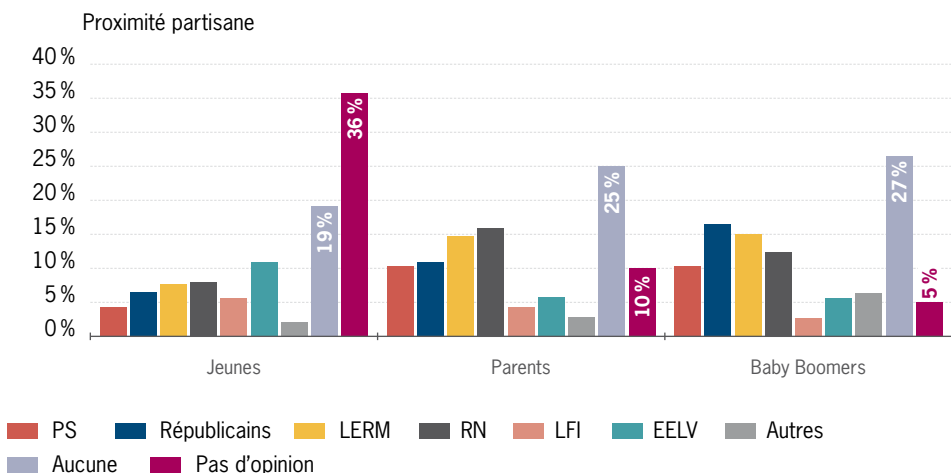
48 Percheron A., 1974, *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses Fondation Nationale des Sciences Politiques & Armand Colin.

49 Lors de la passation d'une enquête précédente auprès des lycéens (voir Galland, Muxel, *La tentation radicale*, 2018) les auteurs avaient été frappés par la profonde méconnaissance du système politique et plus largement des notions mêmes de gauche et de droite d'une grande partie des lycéens interrogés. Pour éviter un effet d'imposition du questionnaire qui peut conduire certains répondants à choisir un item sans bien savoir ce qu'il représente, nous avons rajouté une modalité de réponse « vous n'avez pas d'idée assez précise pour vous positionner » à la question sur l'échelle gauche-droite et une modalité « vous ne connaissez pas assez ces formations politiques pour avoir une opinion » à la question sur la proximité partisane.

Positionnement politique et proximité partisane par génération



50 Pour le faire il faudrait pouvoir comparer les opinions des jeunes aujourd'hui avec celles de la génération des parents et des Baby Boomers lorsqu'eux-mêmes étaient jeunes.



Principales caractéristiques surreprésentées parmi les jeunes non positionné ou sans proximité partisane

	Non positionné sur l'échelle gauche-droite	Proche d'aucun parti ou sans opinion
Sexe		
Homme	37%	50%
Femme	49%	61%
Diplôme obtenu le plus élevé		
Le brevet des collèges ou moins	58%	63%
Un CAP ou un BEP	54%	59%
Un bac professionnel ou un diplôme équivalent	52%	61%
Un bac général	44%	57%
Un diplôme de niveau bac + 2	39%	53%
Un diplôme de niveau licence (bac + 3), master ou plus	33%	50%
Groupe social d'origine		
Ouvriers non bacheliers, y arrivent juste ou difficilement	46%	58%
Employés non bacheliers, y arrivent juste ou ça va	47%	59%
Inactifs ou chômeurs non bacheliers, difficile ou endettés	54%	66%
Père cadre, mère PI ou cadre, bacheliers, plutôt ou vraiment à l'aise	36%	50%
Artisans commerçants plutôt à l'aise, père non bachelier, mère oui	43%	55%
Retraités non bacheliers, c'est juste	41%	51%
Père agriculteur, mère bachelière, juste ou endettés	40%	45%
Profession libérales bacheliers plutôt ou vraiment à l'aise	36%	47%
Origine		
Né d'un père et d'une mère nés en France	41%	54%
Né d'un père ou d'une mère né dans les DOM TOM	53%	66%
Né d'un père ou d'une mère né en Europe du sud	44%	55%
Né d'un père ou d'une mère né au Maghreb	44%	56%
Né d'un père ou d'une mère dans un autre pays d'Afrique	50%	64%
Né d'un père ou d'une mère né dans un autre pays	41%	53%
Ne sait pas ou ne veut pas répondre	58%	72%
nombre de livres chez les parents		
Aucun	54%	67%
Entre 1 et 30	48%	57%
Entre 31 et 100	41%	52%
Entre 101 et 200	39%	55%
Plus de 200	33%	49%
Ensemble	43%	55%

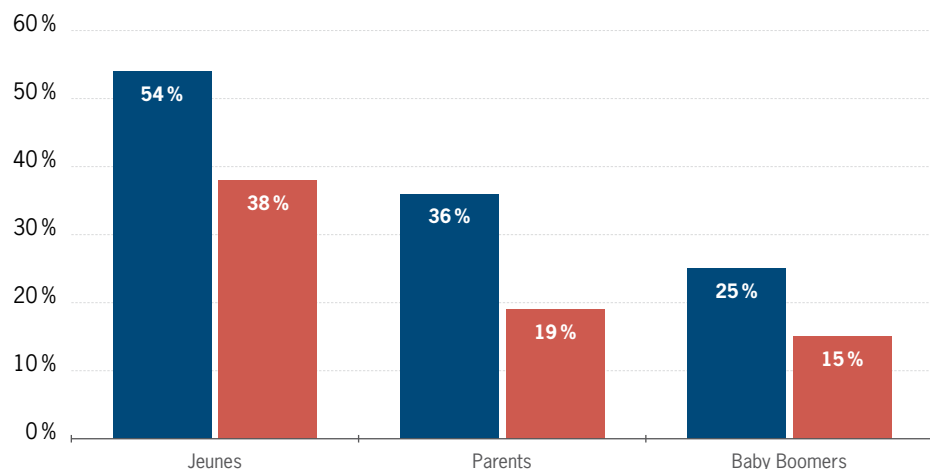
Quelles sont les caractéristiques principales de ces jeunes désaffiliés politiquement ?

Le tableau de la page 67 montre que ces jeunes sont plus souvent des femmes, des jeunes n'ayant pas fait d'études ou ayant suivi un cursus professionnel, issus de familles d'employés et plus encore de familles d'inactifs ou de chômeurs en difficulté financière. À l'inverse, les enfants de parents membres des professions libérales sont nettement plus souvent en mesure d'indiquer des préférences politiques. C'est aussi le cas des jeunes issus de familles à fort capital culturel.

Lecture : en rouge les modalités surreprésentées, en bleu les modalités sous-représentées. Le groupe social d'origine est une variable construite à partir d'une analyse en composantes multiples sur la pcs du père, la pcs de la mère, la possession du bac ou non par le père et la mère et le niveau d'aisance financière de la famille, suivie de la création d'une typologie par classification ascendante hiérarchique. Cette typologie aboutit aux 8 classes présentées dans le tableau (dans lesquelles sont indiquées les modalités de la classe les plus représentées).

Cet effet du niveau d'étude et du capital culturel sur le positionnement politique est bien connu des travaux de science politique. En contrôlant les autres variables du tableau de la page 67, les jeunes d'un niveau de formation inférieur au bac ont 2,2 fois plus de chances de ne pas se positionner politiquement que ceux ayant un niveau supérieur à bac+2. Remarquons néanmoins que, même parmi les jeunes ayant le plus haut niveau d'étude (>bac+2), un tiers ne se positionne pas sur l'échelle gauche-droite et la moitié n'indique pas de préférence partisane. Le graphique ci-dessous montre en effet que d'une génération à l'autre le non positionnement politique se renforce, quel que soit le niveau d'étude.

Non positionnement sur l'échelle gauche-droite en fonction de la génération et du niveau d'étude

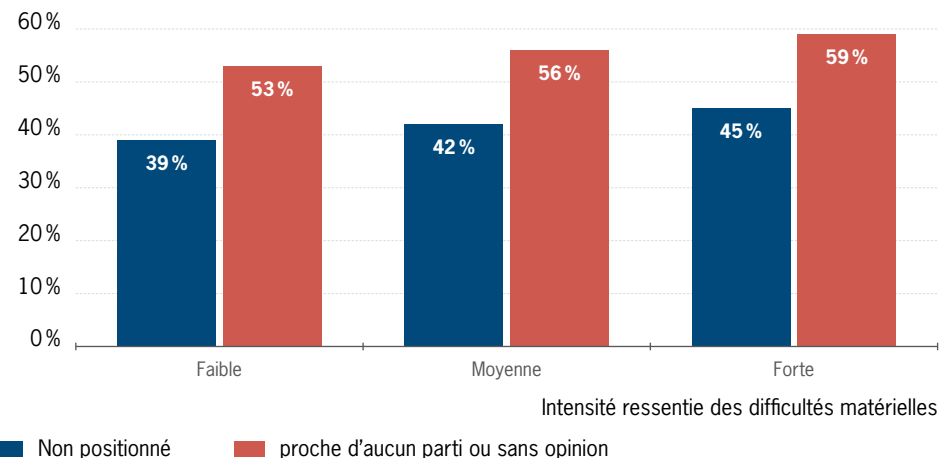


■ Études professionnelles ou brevet ■ Études générales Bac ou plus

Le fait de ressentir d'importantes difficultés matérielles dans leur vie quotidienne contribue-t-il à mobiliser politiquement les jeunes ?

Pas vraiment, c'est même plutôt le contraire qui est vrai, les jeunes les plus en difficulté étant un peu plus éloignés de la politique et des partis que les autres jeunes⁵¹ (voir le graphique ci-dessous). Cela s'explique en grande partie par le fait que les jeunes les plus en difficulté sont également des jeunes peu diplômés (ils ont presque 3 fois plus souvent un niveau de formation inférieur au bac que les jeunes ressentant le moins de difficultés). Or la mobilisation politique est très liée, comme on l'a vu, au niveau d'étude. D'ailleurs, les jeunes en grande difficulté mais dotés d'un niveau de diplôme supérieur au bac sont quant à eux plus souvent mobilisés que les autres jeunes. L'intensité des difficultés matérielles a un effet inverse selon le niveau d'étude : elle renforce la démobilisation politique chez les jeunes peu diplômés, elle atténue au contraire cette démobilisation chez les jeunes diplômés (voir le graphique page 70). Cet effet conjugué et contradictoire du niveau d'études et des difficultés ressenties sur la mobilisation politique des jeunes contribue à entretenir une image faussée de la jeunesse dans les médias, le monde politique et l'opinion. C'est ainsi que les difficultés des étudiants sont très souvent mises en avant dans les médias, alors que celle des jeunes actifs peu diplômés, pourtant beaucoup plus intenses, sont nettement moins commentées. Les premiers sont plus politisés et disposent de relais politiques, les seconds, désaffiliés politiquement, n'en ont pas.

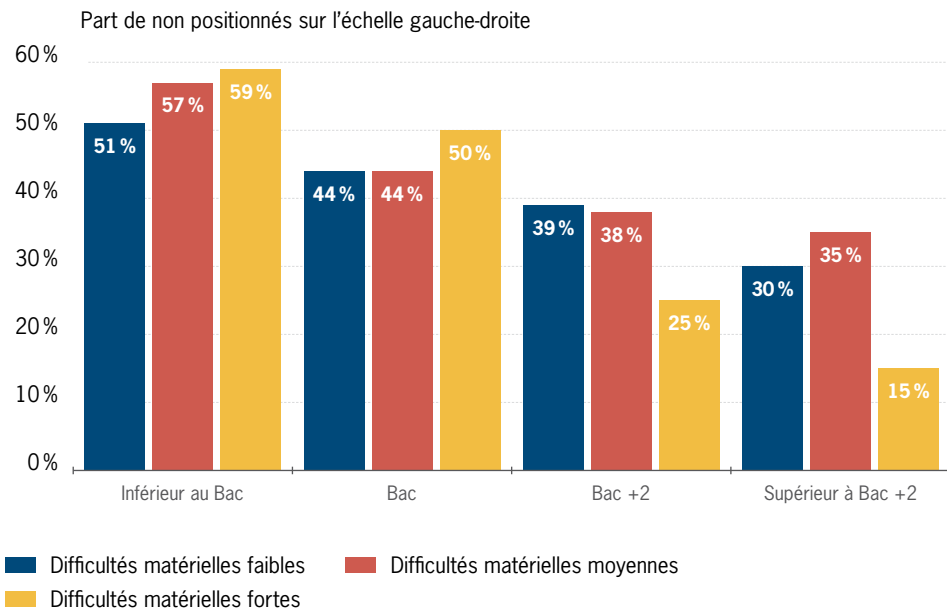
Désaffiliation politique en fonction des difficultés matérielles ressenties



Lecture : 39% des jeunes ayant un faible niveau de difficultés matérielles ressenties ne se situent pas sur l'axe gauche-droite et 53% n'indiquent pas de préférence partisane.

⁵¹ Cet effet n'est cependant pas statistiquement significatif dans une analyse de régression qui contrôle le niveau d'étude.

Non positionnement politique en fonction des difficultés matérielles et du niveau de diplôme



c. Désaffiliation politique, image de la politique et rapport à la démocratie

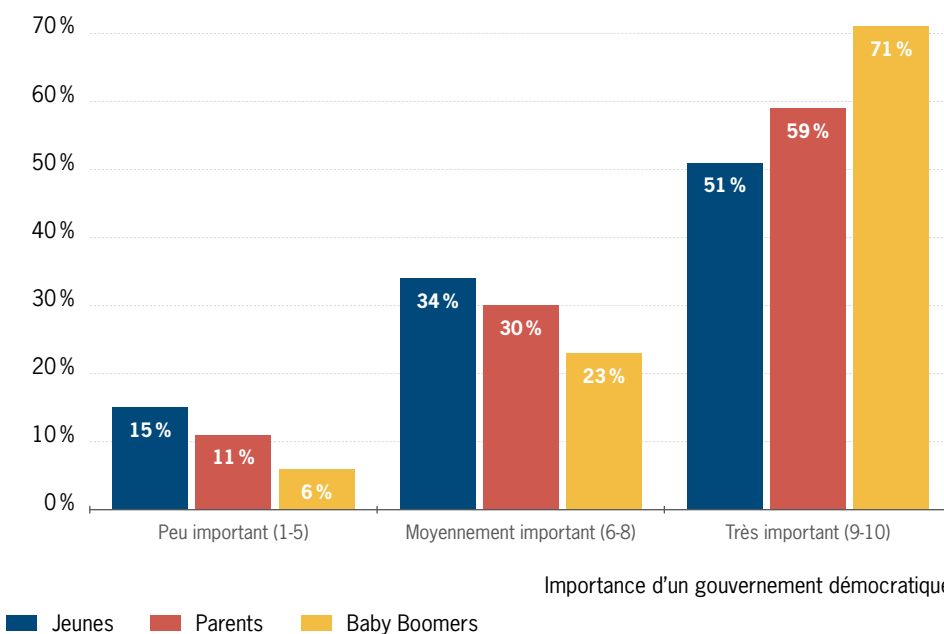
La désaffiliation politique est liée à une forte défiance à l'égard du système politique partisan déjà enregistrée dans toutes les enquêtes d'opinion. Citant les travaux de Pippa Norris⁵², Anne Muxel parle d'une « érosion de la confiance dans les institutions de la démocratie représentative (qui) se traduit par une détérioration de la participation démocratique classique (participation électorale, militantisme partisan, engagement civique) »⁵³. Ainsi, dans notre enquête, 61 % des jeunes se déclarent mal représentés par les députés et 69 % pensent que les responsables politiques sont corrompus. Pour autant cette défiance est générale ; elle est même plus forte dans la génération des parents, et, dans une moindre mesure, des Baby Boomers : 72 % des premiers et 67 % des seconds pensent que leurs opinions sont mal

⁵² Pippa Norris, *Democratic Deficit, Critical Citizen Revisited*, Cambridge University Press, 2011.
⁵³ Anne Muxel, *Politiquement jeune*, op. cit. p. 64.

représentées à l'Assemblée nationale. En revanche, les jeunes sont plus convaincus que les autres générations de la corruption des dirigeants politiques (même si une majorité de toutes les générations partage ce sentiment).

Le plus inquiétant est peut-être le déclin de l'attachement au principe d'un gouvernement démocratique issu d'élections libres. Le graphique ci-dessous montre en effet que cet attachement diminue de génération en génération : 20 points de pourcentage séparent les jeunes de la génération des Baby Boomers dans la manifestation la plus nette de l'adhésion au principe d'un gouvernement démocratique (51 % vs 71 %). C'est énorme et ce déclin était déjà très engagé dans la génération des parents, ce qui semble montrer qu'il ne relève pas d'un effet d'âge, mais bien d'un effet de génération ou d'un effet de période.

Attachement au principe d'un gouvernement démocratique par génération



Lecture : invités à se placer sur une échelle en 10 positions (1 « pas du tout important », 10 « absolument important ») pour indiquer dans quelle mesure il est important « de vivre dans un pays gouverné démocratiquement, c'est-à-dire un pays où les individus choisissent leurs dirigeants lors d'élections libres », 15 % des jeunes se situent en position 1 à 5.

La désaffiliation politique est liée à des opinions négatives sur l'utilité du vote, sur l'image du monde politique et sur l'utilité de la démocratie (voir le tableau page 73). Mais les opinions négatives sur le monde politique et le fonctionnement de la démocratie prédominent même chez ceux des jeunes qui se positionnent politiquement. L'image du monde politique et du fonctionnement de la démocratie est donc assez profondément dégradée puisque même parmi les jeunes qui se positionnent politiquement et qui se sentent proches d'un parti, une nette majorité pense par exemple que leurs opinions sont mal représentées à l'Assemblée nationale et que les dirigeants politiques sont corrompus ; une forte minorité, presque la moitié d'entre eux, ne considère pas comme très important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement. Dans un livre récent, Yascha Mounk a attiré l'attention sur cette fragilisation de l'adhésion aux principes démocratiques⁵⁴. Notre enquête le confirme.

Sur la représentation du monde politique, il n'y a donc pas une franche coupure entre une partie des jeunes qui serait confiante dans le monde politique et une autre partie défiante. Dans une assez large mesure, qu'ils aient ou non une opinion sur leur positionnement politique, les jeunes partagent un grand scepticisme sur la vie politique. Pour autant, une nette majorité conserve la conviction que le vote est utile et « peut faire évoluer les choses ». Il n'y a donc pas de rejet radical et massif des principes de la démocratie représentative. Même s'ils sont très critiques, les jeunes « ne remettent pas profondément en cause la nécessité des rouages et des institutions organisant la représentation démocratique »⁵⁵.

Opinions sur le monde politique et le vote en fonction du positionnement ou non sur l'échelle gauche-droite et de la proximité ou non avec un parti

	Voter ne sert pas à grand-chose	Mes opinions sont mal représentées à l'AN	Les dirigeants politiques sont corrompus	Gouvernement démocratique peu ou moyennement important (1-8)
Positionné sur l'échelle G/D	30 %	60 %	67 %	45 %
Non positionné sur l'échelle G/D	39 %	62 %	71 %	54 %
Proche d'un parti	27 %	55 %	62 %	47 %
Proche d'aucun parti	40 %	66 %	74 %	50 %

Lecture : 39 % des jeunes non positionnés sur l'échelle gauche-droite pensent que voter ne sert pas à grand-chose.

Néanmoins, c'est une minorité significative, plus d'un tiers des jeunes, qui considère que le vote « ne sert pas à grand-chose ». Ces jeunes, sceptiques sur le principe de base de la démocratie représentative, sont à nouveau, comme on l'a déjà souvent constaté, caractérisés par un plus faible niveau d'étude et par le fait d'être issus de familles à faible capital culturel (voir le graphique page 74). L'effet du niveau de diplôme est très fort : la moitié des jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat considère que le vote est inutile ! Une fois contrôlé l'ensemble des autres variables, leur probabilité de partager cette opinion est deux fois plus élevée chez eux que chez les jeunes ayant un diplôme universitaire bac +3 ou plus⁵⁶.

Sur ce plan, il semble bien y avoir une scission à l'intérieur de la jeunesse. Tous partagent un regard très critique sur le fonctionnement du monde politique, mais les moins diplômés associent beaucoup plus souvent à ce regard critique, un désengagement assez radical à l'égard de la participation politique.

Le graphique page 74 montre aussi que ces jeunes sceptiques sur l'utilité de la participation politique sont ceux qui connaissent les plus grandes difficultés matérielles. Loin de constituer un adjuvant à la participation et à la mobilisation politiques, ces difficultés matérielles apparaissent comme un frein.

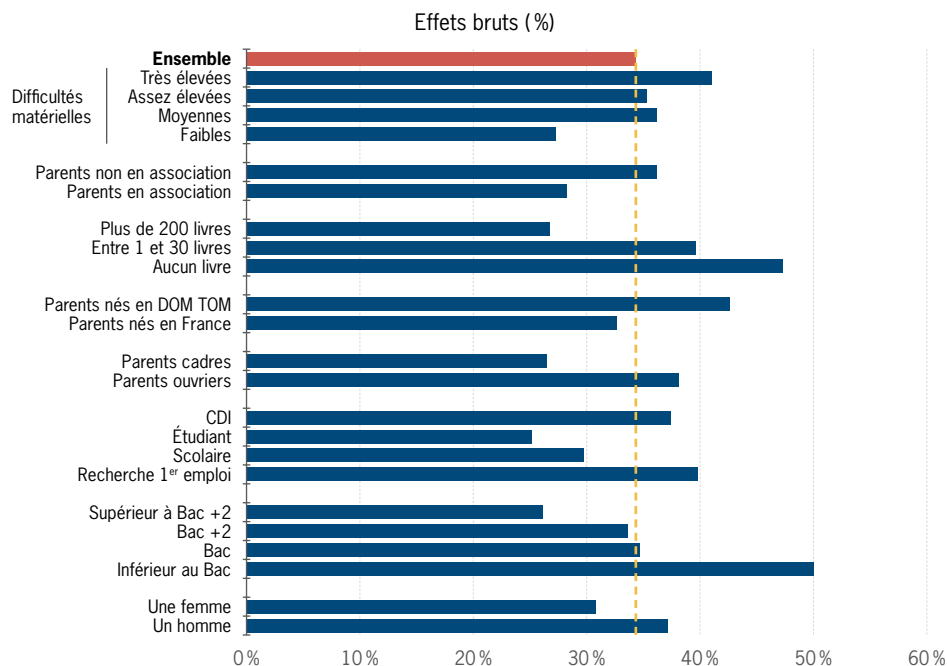
⁵⁴ Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, Éditions de l'Observatoire, 2018.

⁵⁵ Anne Muxel, op. cit., p. 64.

⁵⁶ Sur cet effet d'un bas niveau de diplôme, voir Anne Muxel, op. cit., page 73.

Caractéristiques sur ou sous représentées parmi les jeunes déclarant qu'il ne sert pas à grand-chose de voter

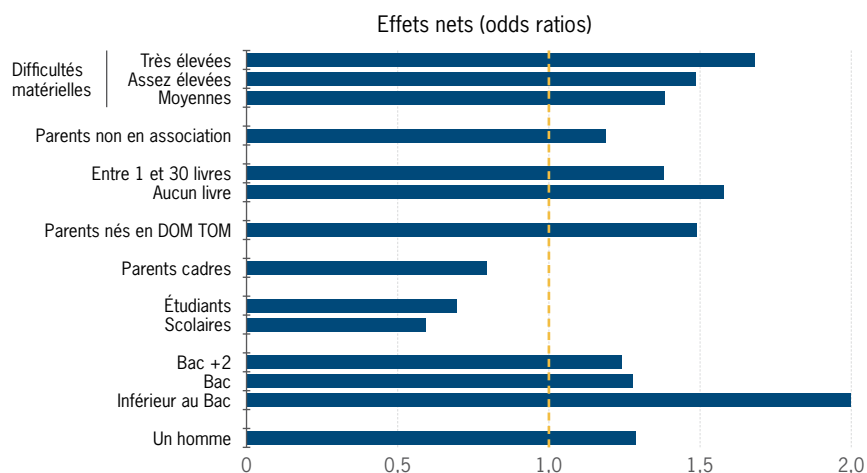
(effets bruts et effets nets)



Lecture : les « effets nets » correspondent au rapport des chances relatives, l'ensemble des variables explicatives étant contrôlées ; ils se lisent ainsi : les jeunes connaissant des difficultés matérielles très élevées, comparés à ceux qui connaissent des difficultés faibles, ont 1,7 fois plus de chances de dire que le vote ne sert pas à grand-chose plutôt que de dire qu'il est utile. À l'inverse les scolaires ont presque deux fois moins de chances de dire que le vote est inutile (odds ratio de 0,6) (comparés aux jeunes en CDI). Toutes les modalités représentées dans la partie du graphique « effets nets » sont statistiquement significatives au seuil de 1 %.

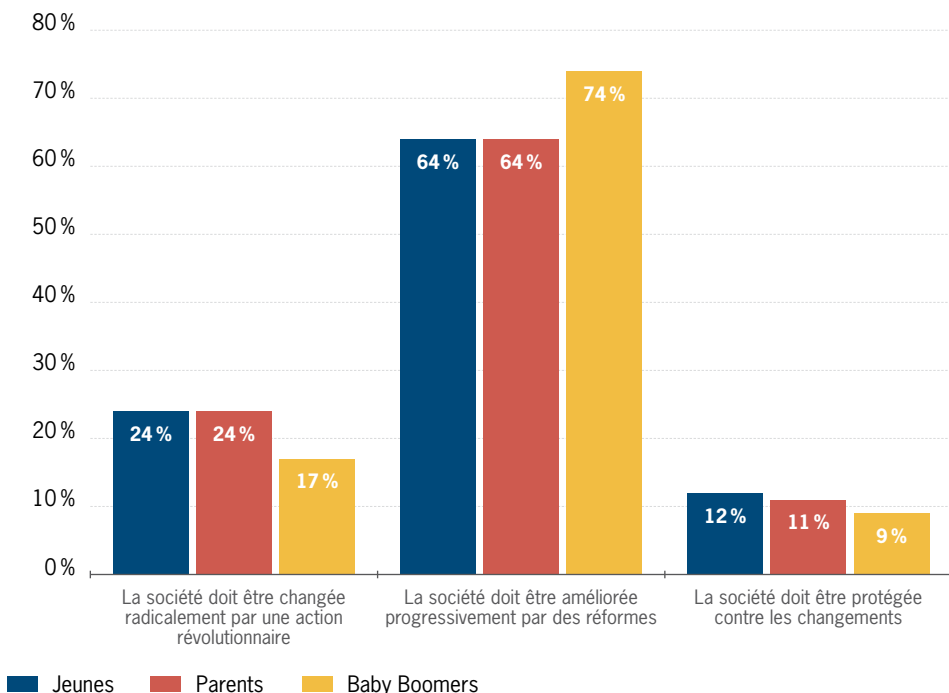
6. Radicalité et violence politique

Selon Anne Muxel « les jeunes ne croient pas en la possibilité d'une transformation radicale de la société » et « seule une petite minorité opte pour la perspective d'une transformation révolutionnaire »⁵⁷. Le constat est factuellement vrai, mais cette minorité représente malgré tout, d'après notre enquête, près d'un quart des jeunes (voir le graphique page 76).



57 Anne Muxel op. cit. p. 118.

Opinion sur les transformations de la société selon la génération



Les jeunes plus portés à justifier la violence politique

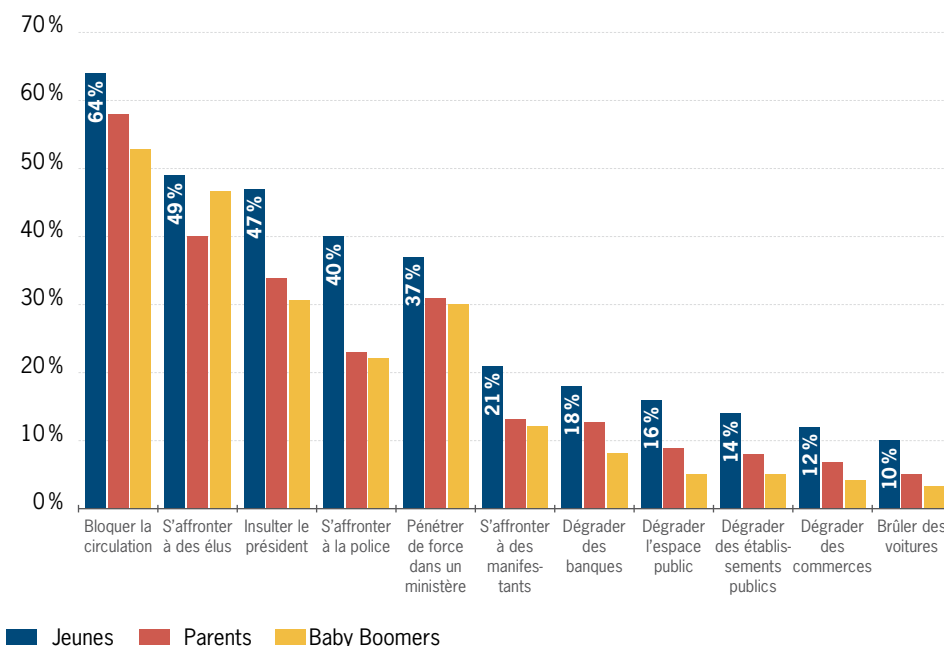
Une série de questions sur des formes précises de violence politique confirme la propension plus élevée des jeunes à les justifier (voir le graphique page 77). Globalement, toutes générations confondues, ce niveau de justification paraît assez élevé : par exemple ce sont plus de 40 % de l'ensemble des générations enquêtées qui trouvent « acceptable » ou « pas acceptable mais compréhensible » (plutôt que « jamais acceptable ») de « s'affronter à des élus pour protester ». Et plus de 30 % de l'ensemble des générations trouvent acceptable ou compréhensible « d'insulter le Président de la République ». Le respect pour les élus, représentants du peuple, est donc contesté par une forte minorité.

Cette tendance à l'acceptation de certaines formes de violence politique est encore plus marquée chez les jeunes. C'est notamment le cas pour tous les comportements de dégradation (des commerces, de l'espace public, des agences bancaires, de bâtiments publics) dont la tolérance est certes très minoritaire mais 2 à 3 fois plus

élevée chez les jeunes que dans les autres générations. Nous avons déjà constaté ce niveau assez élevé d'acceptation de certaines formes de violence politique parmi les lycéens que nous avons interrogés en 2016 dans notre enquête sur la radicalité⁵⁸ : 32 % d'entre eux disaient par exemple avoir déjà affronté les forces de l'ordre et la police ou être prêts à la faire, 18,5 % à provoquer des dégâts matériels dans la rue et 28 % à affronter d'autres manifestants.

La contestation violente des élus de la République est également plus marquée chez les jeunes puisque près de la moitié de ceux que nous avons interrogés dans l'enquête Harris Interactive trouvent acceptable ou compréhensible de « s'affronter à des élus pour protester » ou « d'insulter le Président de la République ».

Les formes de violence politique jugées acceptables ou compréhensibles



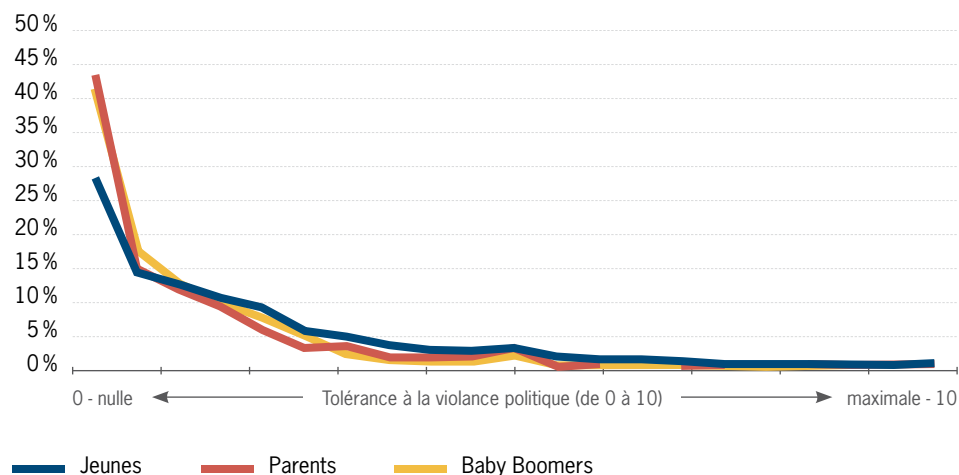
Lecture : 64 % des jeunes jugent « acceptable » ou « pas acceptable mais compréhensible » le fait de « bloquer la circulation pour faire entendre des revendications ». La troisième modalité proposée (non représentée sur le graphique) était « jamais acceptable ».

58 Olivier Galland, Anne Muxel (dir.), *La tentation radicale*, op. cit.

L'ensemble de ces réponses concernant les comportements de violence politique est très corrélé ; on peut donc construire un indice synthétique de tolérance à la violence politique en agrégeant les réponses⁵⁹. Le graphique ci-dessous montre sa distribution dans les trois générations. La plupart des réponses sont concentrées dans les notes basses de l'indice. Peu de personnes font preuve d'un très haut degré de tolérance à la violence politique. Les jeunes se distinguent néanmoins des autres générations par le fait qu'ils sont nettement moins nombreux à avoir la note 0 (qui signifie que le répondant trouve l'ensemble des comportements inacceptables) : ils sont 28 % dans ce cas, contre plus de 40 % pour les autres générations. C'est bien la confirmation que les jeunes ont une tolérance assez nettement plus élevée à la violence politique.

Qui sont les jeunes qui expriment une tolérance plus marquée à l'expression de la violence politique ?

Distribution du score de tolérance à la violence politique (0-10) par génération (%)



Nous avons analysé les caractéristiques des jeunes qui sont surreprésentés dans le dernier quart de l'indice, c'est à dire ceux qui ont une tolérance plus élevée à la violence politique.

⁵⁹ Chaque question comporte les modalités pas acceptable (1), pas acceptable mais compréhensible (2), acceptable (3). La somme des dix réponses construit un indice allant de 10 (valeur minimale) à 30 (valeur maximale). L'indice a ensuite été recalibré de 0 à 10. La question sur le blocage de la circulation a été exclue car elle est un peu moins corrélée aux autres. L'alpha de Cronbach est de 0,862.

L'effet politique est, très nettement, le plus fortement associé à la tolérance pour la violence politique (voir le graphique page 80). Comparés aux jeunes qui ne se situent pas sur l'échelle gauche-droite, tous ceux qui se positionnent ont une acceptation plus forte de la violence politique. Mais ce niveau d'acceptation croît considérablement à mesure qu'on se rapproche des extrêmes. En réalité, on distingue deux facteurs associés à ce niveau d'acceptation : un facteur d'extrémisme et un facteur d'orientation politique à gauche.

Les jeunes extrémistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont toujours une tolérance considérablement plus forte pour les comportements politiques violents. Ce facteur d'extrémisme est encore renforcé par l'orientation à gauche : le maximum est atteint par les jeunes d'extrême-gauche qui sont 52 % à se situer dans ces valeurs hautes de l'indice. Les jeunes d'extrême-droite y sont également surreprésentés, mais à un niveau un peu plus bas. L'effet de l'orientation à gauche se manifeste aussi par le fait que les jeunes de gauche modérée (en position 3 ou 4) sont également surreprésentés (à niveau inférieur) dans le groupe des soutiens de la violence politique. C'est beaucoup moins le cas des jeunes de droite ou du centre. Quant aux jeunes n'ayant pas de positionnement politique, ils sont les moins nombreux à soutenir des formes de violence politique.

Cependant, l'attrait pour la violence politique n'obéit pas qu'à des facteurs politiques : un niveau d'études inférieur au bac⁶⁰, des difficultés matérielles importantes, l'absence de confiance dans l'école, la résidence en QPV et l'origine étrangère constituent également des facteurs favorables à un attrait pour la violence politique. Ces jeunes en difficulté sont certes un peu plus souvent extrémistes mais l'écart reste faible et ne suffit pas expliquer leur attrait plus marqué pour la violence politique. D'ailleurs dans l'analyse « toutes choses égales par ailleurs », le contrôle de l'orientation politique n'empêche pas ces facteurs sociaux de rester significatifs. Il faut noter également que les garçons justifient nettement plus souvent que les filles la violence politique.

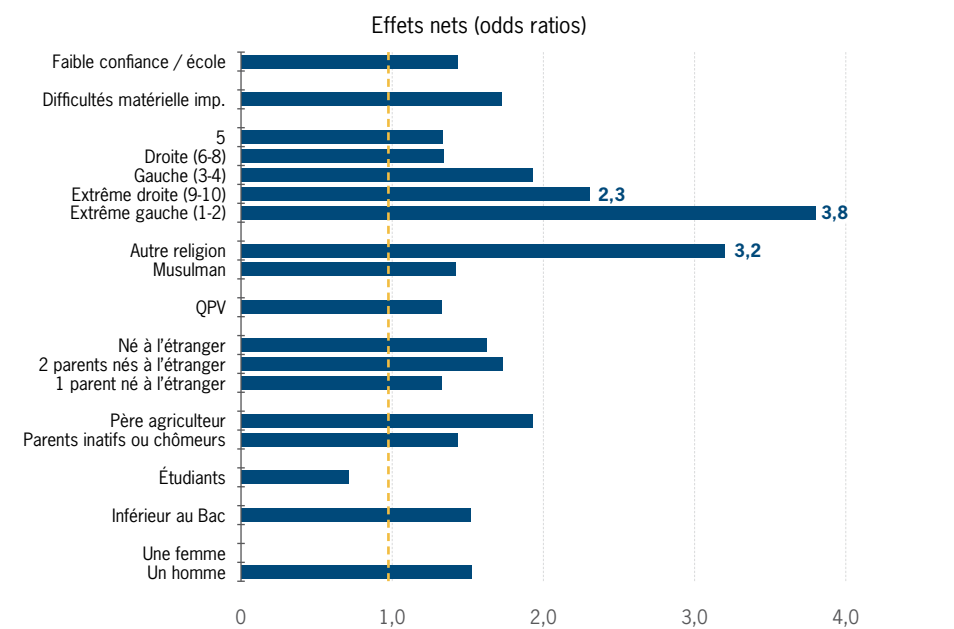
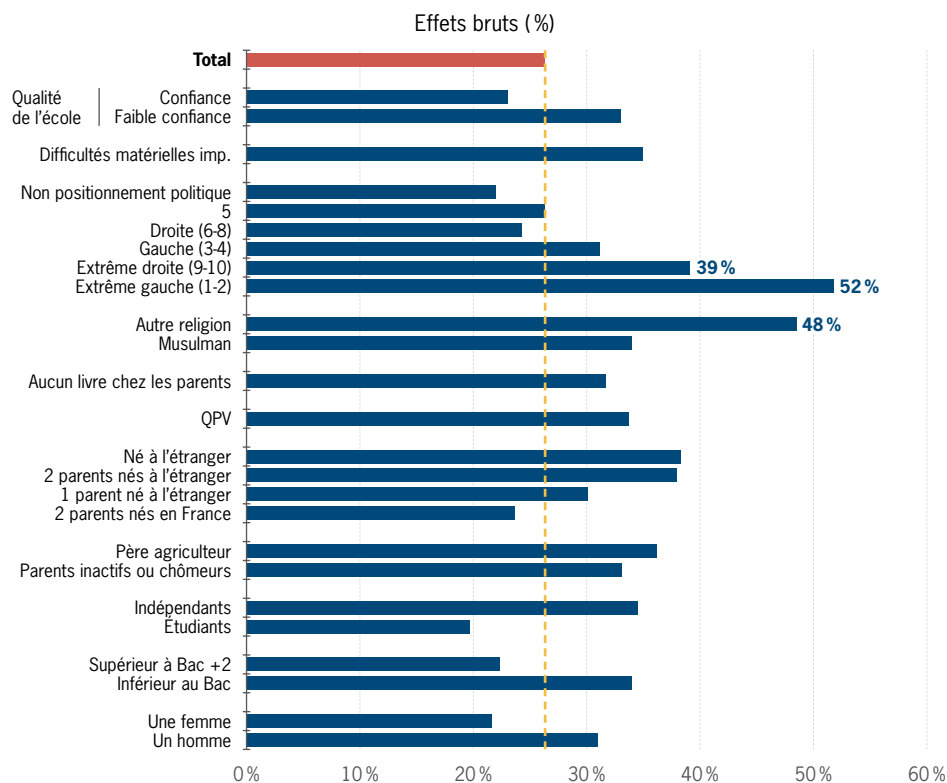
Il semble donc y avoir deux matrices orientant vers l'acceptation d'un certain degré de violence politique : une filière proprement politique via l'extrémisme (surtout de gauche) et une filière sociale concernant plus souvent des garçons et des jeunes défavorisés et en difficulté. Ces deux filières peuvent sans doute se croiser dans certains cas, mais elles paraissent être relativement autonomes.

⁶⁰ On note également que les étudiants ont un taux plus faible d'acceptation de la violence politique.

Un des enseignements importants de ces résultats est que ce n'est pas la désaffiliation politique qui est la mère de la violence politique. C'est au contraire avec l'engagement politique extrémiste qu'elle est le plus associée.

Facteurs associés à la tolérance pour la violence politique

(appartenance au dernier quartile de la distribution)



Lecture : les « effets nets » correspondent au rapport des chances relatives, l'ensemble des variables explicatives étant contrôlées ; ils se lisent ainsi : les jeunes connaissant des difficultés matérielles très élevées, comparés à ceux qui connaissent des difficultés faibles, ont 1,7 fois plus de chances d'avoir un haut niveau de tolérance à la violence politique plutôt qu'un niveau plus bas. À l'inverse les étudiants ont 1,5 fois moins de chances d'être très tolérants à la violence politique (comparés aux jeunes en CDI). Toutes les modalités représentées dans la partie du graphique « effets nets » sont statistiquement significatives au seuil de 1%.

Une autre forme de radicalité et de contestation des formes de représentation politique conventionnelle s'est exprimée avec le mouvement des Gilets jaunes. Nous avons demandé aux jeunes comme aux membres des deux autres générations leur opinion au sujet de ce mouvement (voir le tableau de la page 82). La structure des réponses est assez proche d'une génération à l'autre quant à ceux qui approuvent le mouvement ou disent y avoir participé : 43% des jeunes, 46% de la génération des parents et 47% de la génération des Baby Boomers. Le soutien est donc large et transgénérationnel ce qui est confirmé par d'autres enquêtes⁶¹.

⁶¹ Par exemple, les enquêtes réalisées par l'IFOP montrent que le soutien ou la sympathie à l'égard du mouvement était légèrement supérieure à 50% en novembre 2019, après avoir atteint des scores de 70% au début du mouvement, IFOP, les Français et le mouvement des Gilets jaunes, novembre 2019.

Opinion à l'égard du mouvement des Gilets jaunes selon la génération

	Jeunes	Parents	Baby Boomers
Vous y avez personnellement participé	6 %	4 %	3 %
Vous n'y avez pas participé, mais vous l'approuvez	37 %	42 %	42 %
Vous n'y avez pas participé et vous le désapprouvez	20 %	33 %	42 %
Vous n'y avez pas participé et cela vous laisse indifférent(e)	33 %	20 %	12 %
Vous n'en avez pas entendu parler	4 %	1 %	1 %
Total	100 %	100 %	100 %

Les jeunes qui approuvent le mouvement des Gilets jaunes ont un profil populaire marqué : 53 % de ceux ayant un niveau de diplôme inférieur au bac l'approuvent (43 % pour l'ensemble, 38 % pour les diplômés supérieurs à bac +2), ils sont moins souvent étudiants, plus souvent en contrat à durée déterminée, plus souvent issus d'une famille à faible capital culturel ; ce sont aussi des jeunes qui rencontrent plus souvent de grandes difficultés matérielles (51 % dans ce cas approuvent le mouvement). Mais parallèlement on retrouve à nouveau des facteurs idéologiques qui ne sont pas particulièrement corrélés à ces facteurs sociaux (qui, en tout cas, restent très significatifs dans une analyse statistique qui contrôle ces facteurs sociaux) : l'extrémisme politique (à l'extrême-droite comme à l'extrême-gauche : les jeunes se situant sur l'une ou l'autre de ces positions sont 56 % à approuver le mouvement) et un facteur plus inattendu lié à la religion déclarée : 56 % des jeunes musulmans approuvent le mouvement (49 % sans y avoir participé, 7 % disant y avoir participé), un nouveau signe d'un niveau de radicalité assez élevé des jeunes musulmans⁶².

Violence politique, violence privée et déviances

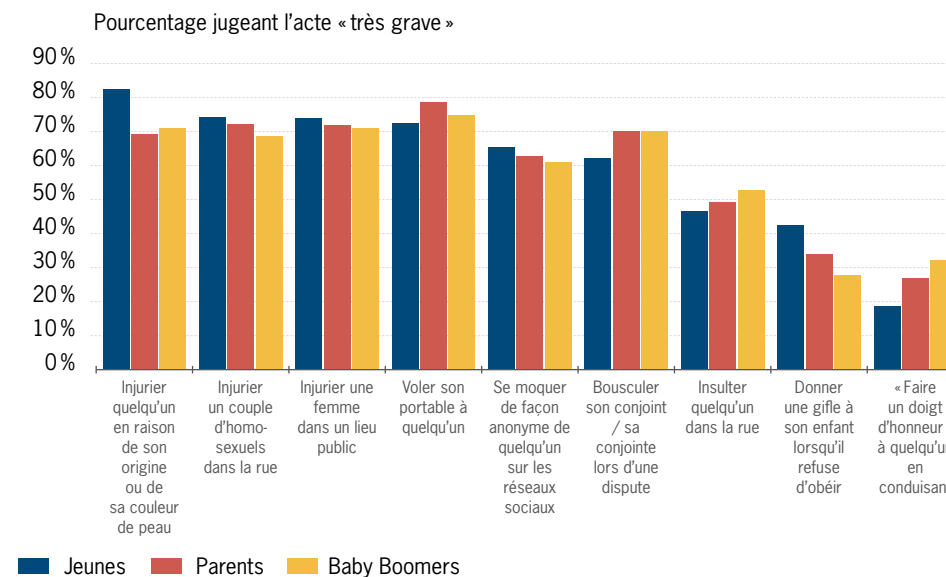
La tolérance pour certaines formes de violence politique peut être liée, on l'a vu, à une orientation idéologique extrémiste. Mais on peut se demander si elle n'est pas liée également à une orientation plus générale de la personnalité tolérant un certain degré de violence dans l'ensemble des rapports sociaux. Pour le vérifier, nous

62 Que nous avons déjà constaté dans notre enquête auprès des lycéens, voir Galland, Muxel, *La tentation radicale*, op. cit.

avons posé une série de questions sur le degré auquel les personnes interrogées condamnaient ou non certains comportements violents dans la vie privée ou les rapports sociaux ordinaires.

Le graphique ci-dessous montre la distribution des réponses selon la génération. Globalement, les jeunes ont une propension un peu plus élevée à ne pas condamner des comportements violents que les deux autres générations. Dans la distribution du score de tolérance à la violence privée que nous avons construit sur le même modèle que le score de tolérance à la violence politique⁶³, les jeunes sont moins nombreux à se situer sur la note la plus basse de l'indice (celle qui indique une condamnation totale de tous ces comportements) : 10 % au lieu de 15 % pour les deux autres générations. Leur score moyen (1,9), est un peu plus élevé que celui de la génération des parents (1,8), et des Baby Boomers (1,7). Toutefois, on ne voit pas d'inclination des jeunes pour la violence comparativement aux autres générations.

Pourcentage jugeant « très graves » certains comportements



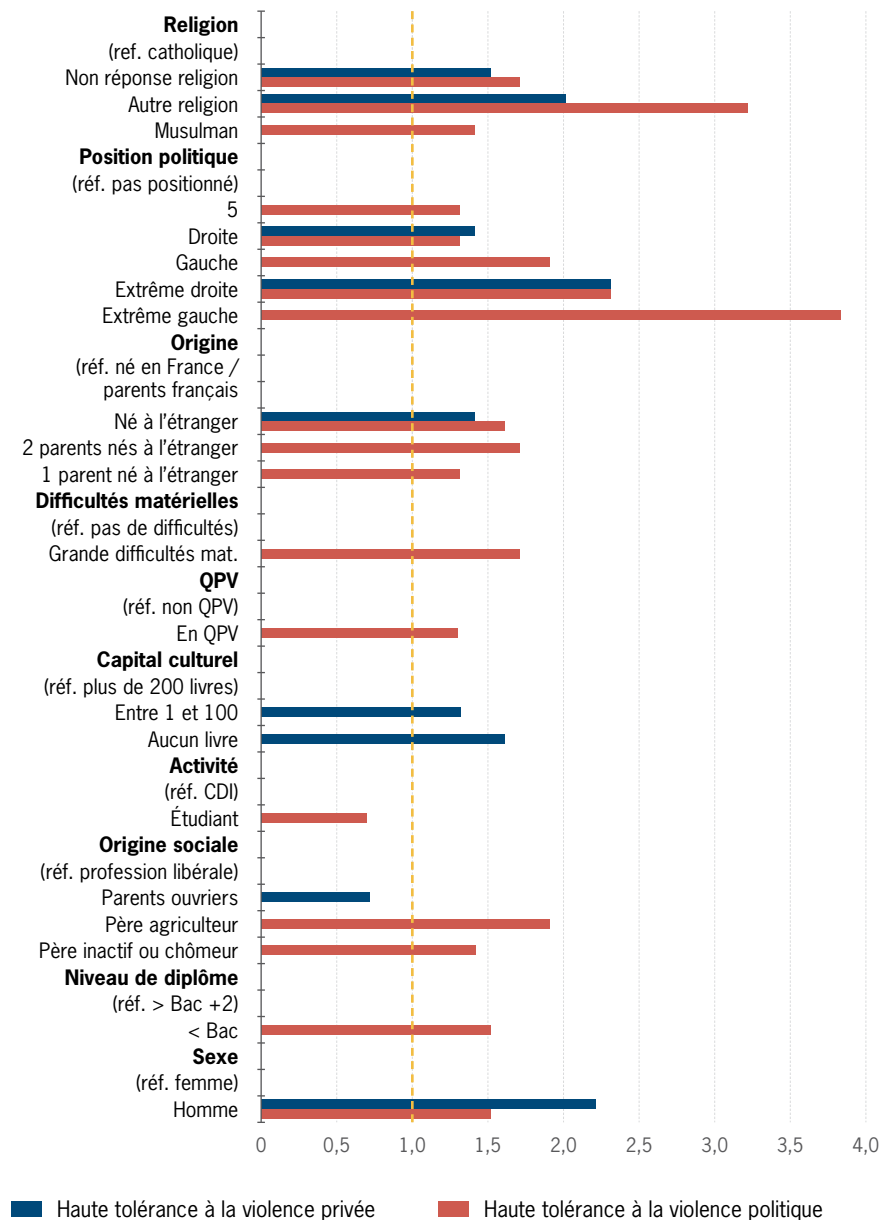
63 Ce score somme l'ensemble des réponses (de 1 pas grave du tout à 4 très grave) aux questions du graphique page 83. Il est ensuite recalibré de 0 à 10 (Alpha de Cronbach 0,846).

La tolérance à la violence politique est corrélée à la tolérance à la violence privée, sans que le coefficient de corrélation soit extrêmement élevé (0,264) tout en demeurant néanmoins significatif. Admettre un certain niveau de violence dans la vie sociale ordinaire conduit donc également à l'admettre plus facilement dans le domaine politique (et réciproquement).

Le graphique page 85 présentant les facteurs associés à de hauts niveaux de tolérance à la violence politique d'une part, à la violence privée d'autre part, montre que le profil de ces deux groupes de jeunes présente des similitudes sans être équivalent. Dans les deux cas, il s'agit plus souvent d'hommes, et plus souvent de jeunes nés à l'étranger ainsi que de jeunes politiquement situés à l'extrême-droite et dans une moindre mesure à droite. Mais les caractéristiques des deux groupes ne coïncident pas sur d'autres critères : la tolérance à la violence politique est fortement associée à un positionnement à l'extrême-gauche alors que les jeunes de cette obédience ne montrent pas de propension particulière à justifier des formes de violence privée (ce qui n'est pas le cas des jeunes d'extrême-droite situés très hauts sur les deux dimensions). Cette différence se comprend bien : les jeunes d'extrême-droite ont évidemment une propension plus marquée à justifier des formes de violence à l'égard de groupes sociaux qui peuvent représenter des cibles politiques parmi les personnes proches de cet arc idéologique : les étrangers, les homosexuels ou les féministes.

Par ailleurs, alors que la tolérance pour la violence politique était associée à des caractéristiques de la jeunesse populaire et/ou en difficulté (niveau d'étude inférieur au bac, résidence en QPV, grandes difficultés matérielles ressenties) ou de certains groupes sociaux (parents agriculteurs ou parents inactifs ou chômeurs), ces caractéristiques sociales ne sont pas associées à la tolérance pour la violence privée. Le fait d'avoir des parents ouvriers est même négativement corrélé à la justification de la violence privée.

Principaux effets nets (odds ratios) des caractéristiques associées à un haut degré de tolérance à la violence politique et à un haut degré de tolérance à la violence privée



Lecture : Les jeunes d'extrême-gauche (comparés aux jeunes non positionnés politiquement) ont 3,8 fois plus de chances d'appartenir au groupe ayant le plus haut niveau de tolérance à la violence politique plutôt que de ne pas appartenir à ce groupe. En revanche, ils ne montrent pas de propension statistiquement significative à un haut degré de tolérance à la violence privée.

Les jeunes peuvent être eux-mêmes victimes de violence. L'enquête les a interrogés à ce sujet en distinguant les violences verbales, physiques et sexuelles (voir le tableau ci-dessous). Ils les subissent beaucoup plus souvent que les membres des générations plus âgées, surtout si on les compare aux Baby Boomers⁶⁴. Les jeunes déclarent trois fois plus souvent que ces derniers avoir été victimes d'agressions sexuelles⁶⁵. L'analyse des résultats de l'enquête montre que jeunes hommes et jeunes femmes subissent dans des proportions équivalentes des violences physiques (37 % et 38 % disent en avoir été victimes) mais les jeunes femmes subissent beaucoup plus souvent que les hommes des violences sexuelles (28 % contre 6 %), soit presque 5 fois plus. Il s'agit plus souvent de jeunes femmes de faible niveau d'études, de jeunes femmes vivant en foyer, internat ou cité-U. Ces jeunes femmes victimes de violences sexuelles sont très souvent en détresse psychologique : c'est le cas de 47 % d'entre elles (contre 29 % de celles qui n'ont pas subi d'agression de ce type). L'enquête ne permet pas d'aller plus avant dans l'interprétation de ce résultat, une seule question ayant été posée sur ce thème. Il conviendrait notamment de mieux préciser ce que recouvre la notion générique de « violences sexuelles ». L'ampleur du phénomène chez les jeunes filles devrait en tout cas conduire à développer des recherches à ce sujet.

Victimes d'agressions selon la génération

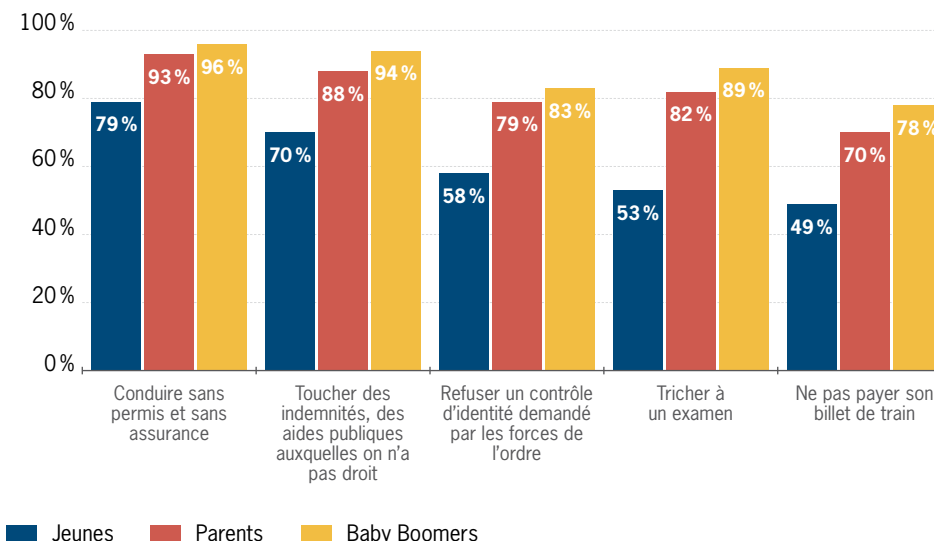
	Verbales	Physiques	Sexuelles
Jeunes	70 %	38 %	18 %
Parents	56 %	30 %	11 %
Baby Boomers	40 %	16 %	6 %

64 Il peut bien sûr y avoir un effet de mémoire dans ces résultats : une personne de 60 ans par exemple peut avoir oublié une agression dont elle a été victime dans sa jeunesse.

65 L'enquête n'a pas pu examiner plus en détail cette question, du fait de la durée limitée du questionnaire ; il faut donc rester prudent dans l'interprétation de ce résultat en considérant que les membres des différentes générations n'ont peut-être pas exactement la même définition de ce que représente une « agression sexuelle ».

Le fait d'avoir soi-même subi des violences physiques ou sexuelles (42 % des jeunes ont subi les unes ou les autres, ou les deux) est associé à une plus grande tolérance à l'égard de la violence politique (mais pas de la violence privée). La relation est nette : les jeunes n'ayant subi aucune violence de ce type sont 22 % à avoir un haut niveau de tolérance pour la violence politique, ceux ayant subi au moins une violence de ce type sont 29 % et ceux ayant subi à la fois des violences physiques et des violences sexuelles sont 35 % dans ce cas⁶⁶.

Pourcentage trouvant que ces comportements ne peuvent « jamais s'admettre » selon la génération



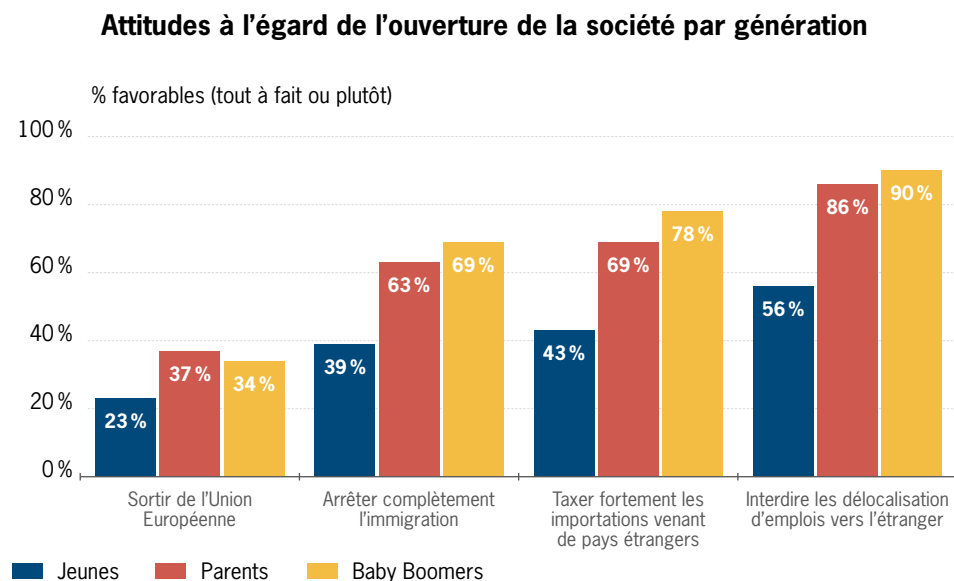
La corrélation entre la tolérance pour les comportements déviants et la tolérance pour la violence politique est nettement plus forte que celle qu'on enregistrerait entre cette dernière et la tolérance pour la violence privée : le coefficient de corrélation est de 0,357 (contre 0,264). Cette association entre justification de la violence politique et justification de certains comportements déviants n'est pas surprenante,

66 Cette relation est plus forte pour les hommes que pour les femmes. Les hommes ayant subi les deux types de violence sont 53 % à avoir un haut niveau de tolérance pour la violence politique, contre 27 % de ceux n'ayant subi aucune violence.

car la frontière entre les deux registres est ténue : tous les deux relèvent d'une transgression des normes et ont, dans une certaine mesure, un caractère impersonnel ; on s'attaque à l'État ou à ses représentants ou on ne respecte pas des normes légales. La violence privée relève d'un registre un peu différent puisqu'elle met en cause directement des individus, des interactions individuelles. Elle porte directement atteinte à des personnes. Cela peut être le cas aussi, bien sûr, pour la violence politique, mais aux yeux de ceux qui commettent ces actes ou les justifient, l'individualité du représentant de l'État s'efface probablement devant la fonction qu'il occupe. Ils considèrent qu'ils s'en prennent à un symbole plutôt qu'à une personne.

7. Les jeunes plus favorables à une société ouverte

Les jeunes sont nettement plus favorables que les générations précédentes à vouloir maintenir la France comme une société ouverte sur l'extérieur, comme le montre le graphique ci-dessous.



Ce clivage générationnel est très significatif dans un contexte politique où cette question de l'ouverture ou de la fermeture de la société est mise au premier plan

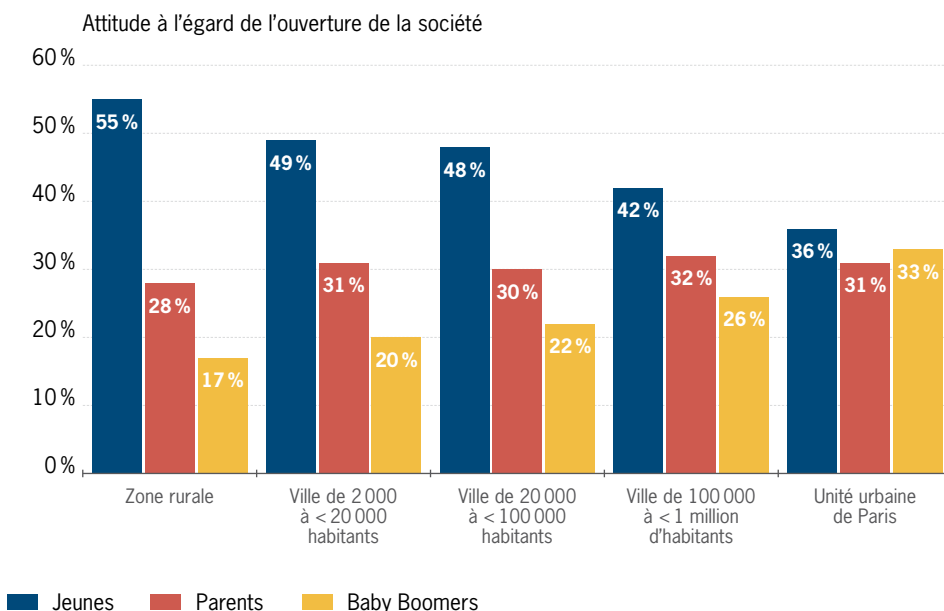
du débat politique. Une majorité de jeunes ne paraît pas céder aux sirènes du repli sur soi, même si, à nouveau, la jeunesse est clivée sur ces questions. Une forte minorité par exemple (39 %) se dit favorable à l'arrêt complet de l'immigration (mais seuls 15 % y est tout à fait favorable, contre plus du double dans les générations précédentes). Les femmes sont plus favorables que les hommes au maintien d'une société ouverte, ainsi que les jeunes en étude par rapport aux jeunes en emploi. Ces derniers sont curieusement parmi les plus réticents à l'idée de l'ouverture de la société comme si le fait d'accéder à l'emploi générerait la crainte de le perdre et conduisait à approuver des mesures protectionnistes⁶⁷.

Mais l'effet le plus net est un facteur territorial (voir le graphique page 90) : les jeunes ruraux sont de loin les plus favorables aux politiques de fermeture et ce niveau d'adhésion baisse ensuite régulièrement à mesure que croît la taille de la localité de résidence. Les jeunes vivant dans l'agglomération parisienne sont ainsi les plus en faveur du maintien d'une société ouverte. Lorsqu'on contrôle le sexe, le niveau d'étude, l'origine sociale et le type d'activité occupé par les jeunes, les Parisiens ont plus de deux fois plus de chances d'adhérer à une société ouverte que les ruraux.

Cet effet est particulièrement notable car c'est un des rares domaines où le facteur de la taille de la commune de résidence exerce un effet significatif sur les attitudes des jeunes.

⁶⁷ Cet effet se maintient lorsqu'on contrôle le niveau d'étude et l'origine sociale.

Attitudes à l'égard de la fermeture de la société en fonction de la taille de la commune de résidence



- Les jeunes adhèrent aux valeurs de l'écologie, mais pas beaucoup plus que les générations précédentes ; toutes les générations sont réticentes à l'idée de voir leurs revenus se réduire pour préserver l'environnement.
- La culture protestataire est importante chez les jeunes mais elle ne se substitue pas à la culture politique conventionnelle, elle la complète.
- Une très forte désaffection politique touche la jeunesse, liée à la défiance à l'égard du système politique et à un net recul de l'attachement à la démocratie.
- Une minorité importante de jeunes est tentée par la radicalité et par la violence politique, des jeunes plus souvent extrémistes politiquement, de droite et de gauche (mais plus souvent à gauche) ; des jeunes également plus souvent en grande difficulté matérielle.
- Les jeunes tentés par la violence politique sont aussi plus souvent tolérants à l'égard des comportements déviants
- Les jeunes sont nettement plus favorables que les générations précédentes au maintien d'une société ouverte.

Lecture : 55 % des ruraux se situent dans les notes basses d'un indicateur d'adhésion à une société ouverte construit à partir des réponses aux quatre questions très corrélées du graphique page 88.

8. Les points à retenir

- Les jeunes sont plus impliqués que les autres générations sur les questions sociétales (inégalités, racisme, écologie etc...).
- Ils ne sont pas massivement gagnés par le « wokisme » ; ils sont très clivés sur le sujet, mais la plupart adoptent des positions modérées (choisissant les modalités « plutôt » que les modalités « très », favorables ou défavorables).
- Les jeunes les plus convaincus par l'idée du « racisme structurel » (11 %) et les plus convaincus de l'importance des questions de genre (28 %) sont une minorité.
- Ces deux groupes (ceux sensibles à la question du racisme structurel, ceux sensibles à la question du genre) ont des profils sociaux différents, plutôt des hommes d'origine étrangère dans le premier cas, plutôt des femmes de milieux favorisés dans le second cas.

QUELS CLIVAGES INTRA ET INTERGÉNÉRATIONNELS ?

Cette partie vise à mieux caractériser les clivages à l'intérieur de la jeunesse d'une part, et les clivages entre les jeunes et les autres générations d'autre part, dans le domaine des attitudes sociétales et politiques.

Cette analyse sera conduite de deux manières complémentaires :

- d'abord en élaborant une typologie de la jeunesse à partir de l'ensemble de ces attitudes sociétales et politiques (standardisées sous forme de « scores »);
- ensuite, dans une démarche inverse, nous partirons plutôt des caractéristiques les plus saillantes des jeunes qui sont apparues tout au long de ce rapport – le sexe, l'origine ethnique et religieuse, le niveau culturel – pour voir à quelles attitudes les plus marquantes elles sont associées.

Enfin, nous analyserons la pertinence ou non d'un effet territorial.

1. Une typologie de la jeunesse

À partir de l'ensemble des scores construits sur les attitudes sociétales et politiques des jeunes, nous pouvons construire une typologie de la jeunesse. Le tableau de la page 93 présente l'ensemble des scores utilisés pour cette analyse et les questions auxquelles ils correspondent, classés par ordre décroissant de contribution à la construction des classes de la typologie.

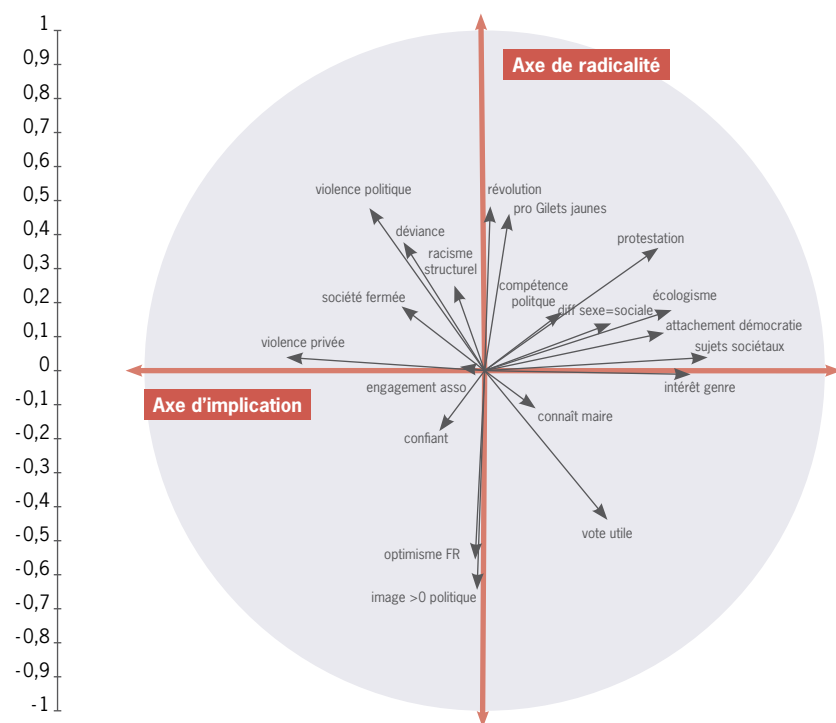
Scores utilisés dans l'analyse en composantes principales et dans l'analyse classificatoire

Libellé de la variable	Signification
engagement associatif	Participation à des associations « d'engagement » (humanitaires, défense de causes, politiques, religieuses)
violence politique	Justification de comportements politiques violents
image >0 politique	Image de la politique (opinions représentées à l'Assemblée nationale, élus corrompus ou non) (de mauvaise à bonne)
protestation	Tendance à la protestation (manifestation, réseaux sociaux, pétition)
sujets sociétaux	Importance accordée à des sujets sociétaux (inégalités, racisme, religion...)
vote utile	Conviction de l'utilité du vote
optimisme FR	Optimisme sur l'avenir de la société française
intérêt genre	Intérêt pour les questions de genre et de droits LGBT
écologisme	Adhésion aux valeurs écologiques
attachement démocratie	Attachement à la démocratie fondée sur des élections libres
violence privée	Justification de comportements incivils ou violents dans le domaine privé ou dans la vie sociale
pro Gilets jaunes	Favorable au mouvement des Gilets jaunes
révolution	Adhésion à l'idée que la société doit être changée radicalement par une révolution (inverse : protégée des changements, modalité intermédiaire : réformes)
déviance	Justification d'actes déviants ou illégaux
racisme structurel	Adhésion à l'idée que la France est structurellement raciste
confiant	Confiant dans les autres
société fermée	Conviction que la société doit se fermer (immigrés, délocalisations, taxe importations)
diff sexe=sociales	Conviction que les différences de sexe sont sociales
compétence politique	La politique n'est pas une affaire de spécialistes
connaît maire	Connaît le nom du Maire de sa commune

Le graphique ci-dessous présente le plan des deux premiers facteurs de l'analyse en composantes principales⁶⁸ (1^{er} facteur 12,7 % de la variance, 2^e facteur 10,4 % de la variance) réalisée à partir de l'ensemble de ces variables.

Le premier axe (horizontal) est assez clairement un axe d'implication sociétale. Il oppose les jeunes selon qu'ils se sentent plus ou moins concernés par les sujets sociétaux (notamment les questions relatives au genre, aux droits LGBT, à l'écologie). Cet axe est aussi lié au degré d'attachement à la démocratie et au fait de considérer ou non le vote comme utile. À droite de cet axe horizontal, l'analyse permet d'établir que les jeunes les plus intéressés par les questions sociétales, tout en étant attachés à la démocratie et au vote, ont également une fibre protestataire tout en rejetant la violence dans le domaine politique, comme dans le domaine de la vie privée et de la vie en société.

Analyse en composantes principales sur l'engagement et le rapport à la politique



Les jeunes situés à gauche de cet axe horizontal ont les caractéristiques inverses : ils s'intéressent peu aux sujets sociétaux et sont moins attachés aux valeurs démocratiques. L'analyse permet d'établir qu'ils sont également plus tolérants à l'égard des incivilités ou de la violence dans le domaine privé.

Le deuxième axe (vertical) est un axe de radicalité. Il oppose (en haut) des jeunes qui prônent un changement révolutionnaire, qui se disent favorables au mouvement des Gilets jaunes et qui soutiennent certaines formes de violence politique tout en étant tolérants à l'égard de certaines formes de déviance à des jeunes présentant des traits inverses sur tous ces plans. Ainsi, en bas, l'analyse permet d'établir que les jeunes opposés à la radicalité sont confiants sur l'avenir de la société, ont une image positive du monde politique et considèrent le vote comme utile.

Trois axes complémentaires (non représentés sur le graphique) apportent des informations supplémentaires.

- Le troisième axe complémentaire est lié à l'engagement des jeunes au sein d'associations (humanitaire, politique ou religieuse) et à un haut niveau de confiance des jeunes dans les autres et l'avenir de la société. L'analyse permet d'établir que l'intensité de ces deux variables est également associée à une tolérance élevée pour la violence politique et la déviance d'une part, et à l'expression d'une sensibilité forte au racisme structurel (l'idée que la France est une société structurellement raciste) d'autre part.
- Le quatrième axe complémentaire est lié essentiellement à l'idée qu'il faut ou non que la société française se ferme sur l'extérieur (arrêter l'immigration, taxer les importations, interdire les délocalisations, sortir de l'UE).
- Le cinquième axe complémentaire est au contraire un axe d'ouverture de la société associé à un sentiment de compétence politique (la politique n'est pas une affaire de spécialistes), mais également à une tolérance élevée pour la violence privée ou les incivilités et la déviance.

La projection sur le plan factoriel de quelques-unes des principales caractéristiques des jeunes fait ressortir quelques premiers enseignements⁶⁹ :

- L'implication sociétale est fortement corrélée au sexe, au niveau d'étude et au capital culturel familial. Ainsi, les jeunes fortement impliqués sur les questions sociétales ont

68 Ce type d'analyse permet de dégager les principales oppositions entre les variables (ici des variables continues ou ordinales) par ordre décroissant de capacité à expliquer leur variation parmi l'ensemble des individus analysés.

69 Le graphique représentant la projection sur le plan factoriel n'est pas reproduit ici. Les auteurs la tiennent à disposition des lecteurs qui souhaiteraient y accéder.

un bon niveau d'étude, sont plus souvent étudiants, issus de familles à fort capital culturel et principalement des femmes. À l'inverse, les jeunes moins intéressés par les questions sociétales sont des jeunes d'origine étrangère, présentant un faible niveau d'étude, plus souvent chargés de famille et ce sont principalement des hommes.

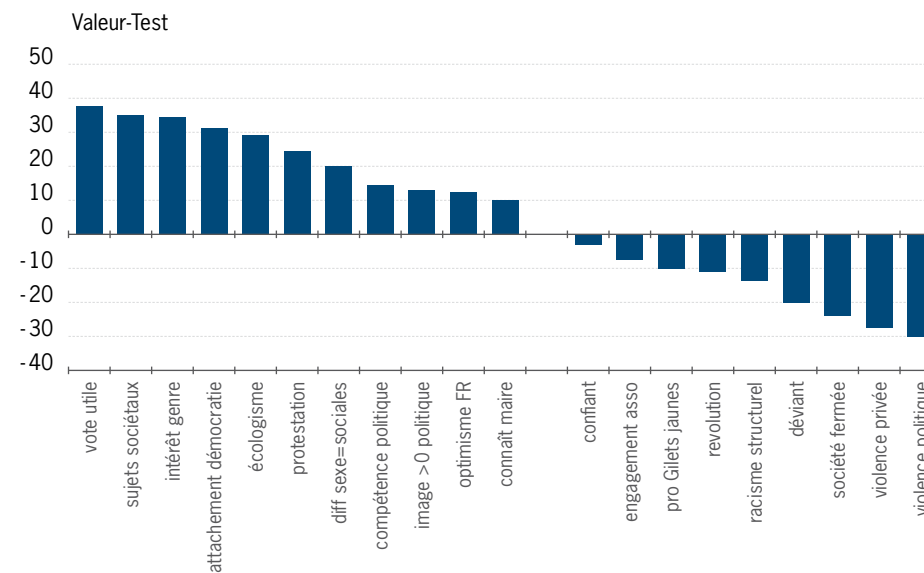
- Le deuxième axe de radicalité est lié au positionnement politique. Du côté de la radicalité, on trouve à la fois l'extrême-gauche et l'extrême-droite. Il est frappant de voir que les jeunes situés aux deux extrêmes de l'axe politique se situent sur le même versant du plan factoriel, même si les jeunes d'extrême-droite sont plus proches du pôle de la non implication que les jeunes d'extrême-gauche. Ce sont des jeunes qui se caractérisent également par une désaffiliation territoriale : ils ne se sentent attachés à aucun territoire, ni local, ni national, ni européen. Enfin ils se caractérisent par une conscience malheureuse et un fort degré de détresse psychologique (plus marqué à l'extrême-gauche qu'à l'extrême-droite). Les jeunes situés en bas de cet axe ont le profil inverse.

2. La typologie

Une typologie est construite à partir des cinq axes de l'analyse en composantes principales⁷⁰. L'analyse typologique vise, dans une démarche itérative, à constituer des groupes aussi différents que possible entre eux et dont les individus de chaque groupe sont aussi semblables que possible entre eux. Le « autant que possible » est important : il signifie que les membres d'un groupe ne sont pas tous semblables. En fonction des variables utilisées pour l'analyse, ils sont plus proches entre eux qu'ils ne sont proches des membres des autres groupes. Mais ces proximités et ces distances sont relatives. Il ne faut donc pas avoir une lecture trop littérale des types créés. Ils sont plutôt à comprendre comme des pôles d'attitudes. Le résultat dégage quatre classes.

⁷⁰ Méthode mixte K-means et classification ascendante hiérarchique (critère de Ward).

Orientations socio-politiques de la classe « démocrates protestataires »



Lecture : la valeur-test est un critère statistique permettant de classer les éléments par ordre d'importance de leur contribution à la construction de la classe. Les valeurs positives sont positivement associées à la classe ; les valeurs négatives sont négativement associées à la classe.

a. Les démocrates protestataires

Cette classe est numériquement la plus importante, elle représente 39 % des jeunes de l'enquête. Les principales caractéristiques permettant de décrire la composition de ce groupe sont les suivantes. Il s'agit :

- de jeunes intéressés par les questions sociétales, notamment celles qui concernent le genre et l'écologie⁷¹.
- de jeunes qui sont attachés à la démocratie et au vote (91 % de ces jeunes considèrent le vote « utile », contre seulement 66 % de l'ensemble et 58 % considèrent la démocratie comme « absolument importante », contre 41 % de l'ensemble des jeunes). Toutefois, ils ont une forte propension à utiliser des moyens d'action

⁷¹ Ils sont par exemple 41 % à juger « très importantes » les questions de genre contre 29 % pour l'ensemble des jeunes ; de même, 81 % jugent très importantes les questions liées à l'environnement contre 64 % de l'ensemble des jeunes.

politique protestataires et ne pensent pas que la politique doit être réservée aux spécialistes.

- de jeunes optimistes sur l'évolution de la société française qui se prononcent plus souvent en faveur d'une société ouverte.⁷²
- de jeunes qui bien qu'ayant ce tropisme protestataire rejettent les formes d'action violente, qu'elle soit de nature politique ou privée et n'approuvent pas particulièrement le mouvement des Gilets jaunes. On voit également qu'ils sont réservés sur la question du racisme structurel. Ce dernier résultat confirme un point déjà évoqué : les engagements identitaires liés au genre d'un côté, aux questions de « race » de l'autre côté ne paraissent pas si facilement superposables. « L'intersectionnalité » ou la convergence des sentiments de discrimination n'aurait ainsi rien d'évident puisque les jeunes (surtout des femmes) sensibles à la question du genre le sont moins que d'autres aux thématiques « raciales ».
- de jeunes diplômés universitaires et étudiants, issus de familles favorisées à haut capital culturel qui entretiennent un rapport plus positif avec l'école et ressentent de très faibles difficultés matérielles. Cette classe « démocrate protestataire » est fortement surreprésentée chez les femmes⁷³. Sur le plan politique, ces jeunes se sentent plus souvent proches de la gauche réformatrice, et montrent un peu plus souvent une préférence pour Europe Écologie Les Verts, même si cette préférence reste très relative⁷⁴. Toutefois, la plus grande partie des jeunes « démocrates protestataires » refuse d'indiquer une préférence partisane soit parce qu'ils ne se sentent proches d'aucun parti (17 % des jeunes de ce type), soit parce qu'ils pensent ne pas les connaître assez bien (36 %). Ces jeunes sont donc attentifs et intéressés aux évolutions sociétales sans toutefois être engagés politiquement. D'ailleurs, ces jeunes sont légèrement sous-représentés dans les associations de type politique ou syndical (92 % n'en ont jamais fait partie contre 87 % de l'ensemble des jeunes). Notons également que les jeunes musulmans sont assez nettement sous-représentés dans ce groupe, par rapport aux jeunes catholiques ou sans religion (30 % vs 43 %).

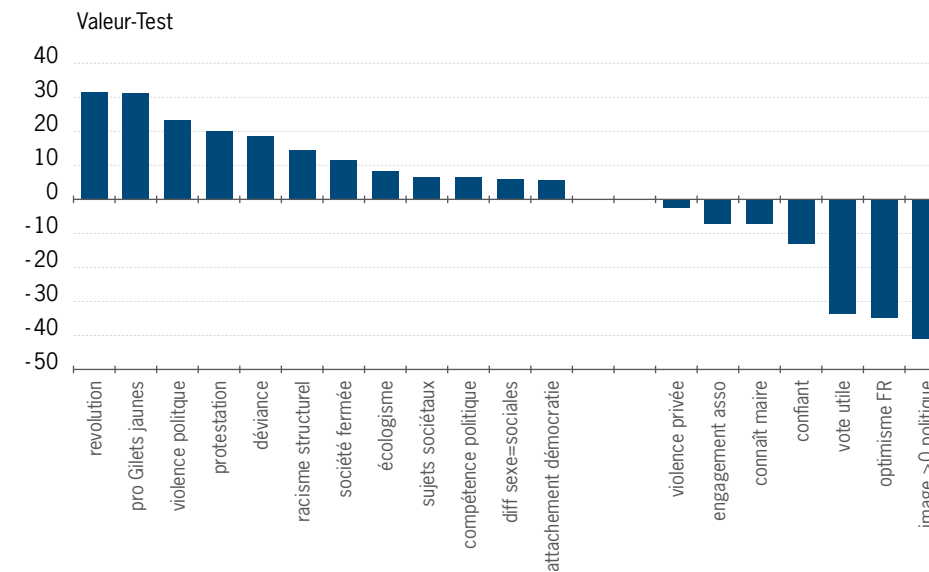
72 Les attitudes de ce groupe semblent proches de celles des jeunes interrogés dans l'enquête France Culture-Arte qui rassemblait essentiellement des diplômés du supérieur : des jeunes qui montrent « un tropisme vers la gauche ou l'écologie, en particulier chez les femmes » et qui veulent changer la société tout en répudiant la violence.

73 Cela signifie que les femmes sont proportionnellement plus nombreuses dans ce type que dans l'ensemble de l'échantillon. Mais cela ne signifie évidemment pas que l'ensemble des femmes y appartient. Ainsi, 60 % des « démocrates protestataires » sont des femmes, alors que les femmes représentent 49 % de l'ensemble. Inversement, 47 % des femmes sont des « démocrates protestataires » alors que ce type ne rassemble que 39 % de l'ensemble des jeunes.

74 16 % indiquent une proximité avec EELV contre 11 % pour l'ensemble des jeunes.

b. Les révoltés

Orientations socio-politiques de la classe « révoltés »



Le groupe des révoltés rassemble 22 % des jeunes de l'enquête. Les principales caractéristiques permettant de décrire la composition de ce groupe sont les suivantes :

- Les trois premières variables définissant cette orientation ont trait à des formes de révolte et de tolérance pour la violence : le choix d'une transformation révolutionnaire de la société, l'approbation massive du mouvement des Gilets jaunes (76 % contre 43 % pour l'ensemble des jeunes) et celle de formes de violence politique. Les « révoltés » sont 54 % à approuver les manifestations d'opposition aux mesures sanitaires prises par le gouvernement durant les premières vagues de la crise de la Covid-19 ou y avoir participé et sont plus souvent hostiles aux contrôles de police (38 % d'entre eux les trouvent excessifs contre 24 % pour l'ensemble des jeunes). La justification de la violence politique étant corrélée à la justification de comportements déviants, les jeunes « révoltés » condamnent nettement moins souvent que les autres jeunes le fait de ne pas payer son billet de train, de toucher des indemnités indues, de tricher à un examen ou de refuser

un contrôle de police. En revanche, ils sont légèrement moins portés à justifier des formes de violence privée : nous avons vu en effet qu'ils rejettent toutes celles qui ont un caractère discriminatoire (à l'égard d'homosexuels ou de personnes d'origine étrangère par exemple). Ils sont en effet sensibles à la question du racisme structurel, un élément sûrement important qui alimente leur sentiment de révolte. Il s'agit de jeunes qui ont une image négative de la politique. Ils rejettent plus fortement l'utilité du vote et même s'ils se disent un peu plus souvent que la moyenne attachés à la démocratie, ils le sont nettement moins que le groupe précédent des « démocrates protestataires » (ils ne sont que 46 % à se situer sur la note 10 « absolument important » contre 58 % pour les démocrates protestataires).

- Les caractéristiques les plus fortement associées à la catégorie des révoltés sont d'abord subjectives : ces jeunes se sentent malheureux et présentent des traits marqués de détresse psychologique⁷⁵ : 38 % des jeunes « révoltés » sont dans ce cas contre 27 % pour l'ensemble des jeunes. Ensuite, ces jeunes refusent toute allégeance ou identification territoriale et sont faiblement représentés dans les associations. En conséquence, ils semblent sans réelles attaches, comme déconnectés de la société. Enfin, ces jeunes connaissent également des difficultés matérielles. Ce n'est pas tant leur origine sociale qui est en cause (légère surreprésentation des parents d'origine populaire, 43 % contre 39 %) que leur situation personnelle. Ils semblent avoir eu un rapport compliqué à l'école. Plus âgés, plus avancés dans la vie (ils sont le plus souvent actifs, plutôt en emploi instable, moins souvent étudiants, mais pas plus souvent chômeurs), d'un niveau d'étude plus bas que la moyenne, souvent employés ou ouvriers (44 %), ils connaissent des difficultés financières dans cette phase de transition vers l'âge adulte : 39 % d'entre eux disent y arriver difficilement ou en contractant des dettes (26 % pour l'ensemble).
- Comme pour les démocrates protestataires, les femmes sont également surreprésentées dans ce groupe : elles représentent 57 % des effectifs de ce groupe.

- Sur le plan de la proximité politique, ce qui les définit d'abord c'est le fait de ne se reconnaître dans aucun parti (62 % contre 55 % pour l'ensemble des jeunes) soit par refus, soit par méconnaissance. Néanmoins, les jeunes proches du RN et de LFI, bien que très minoritaires sont surreprésentés dans ce groupe des révoltés.

c. Les désengagés

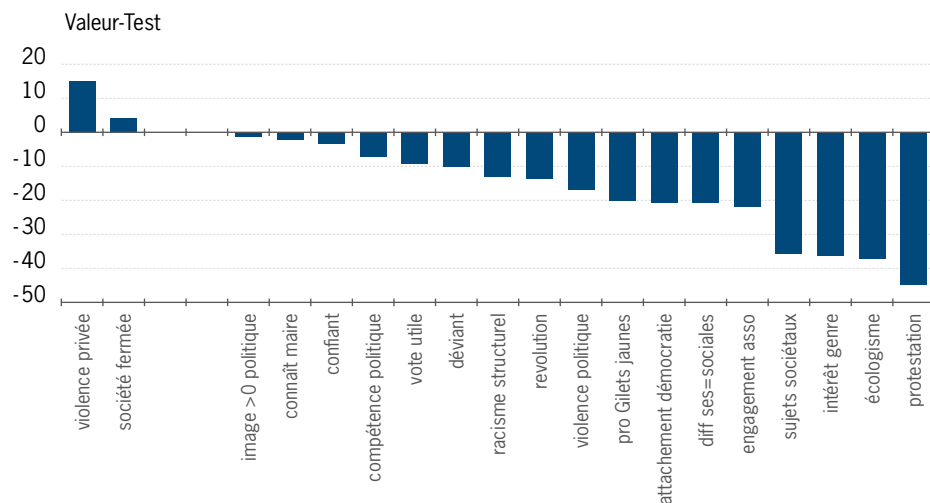
Les désengagés représentent 26 % des jeunes de l'échantillon de notre enquête.

- Ces jeunes se définissent essentiellement par le désengagement et le désintérêt pour les questions sociétales et politiques. Ils sont très faiblement présents au sein d'associations, très peu portés à la protestation, peu intéressés par les sujets sociétaux et peu convaincus de l'importance d'un gouvernement démocratique du pays. Ils représentent l'antithèse des « démocrates protestataires ». Ils ne partagent qu'un point avec ces derniers : le rejet majoritaire de l'idée d'une France structurellement raciste (66 % disent leur désaccord). Mais sur la question du genre, ils sont à l'opposé : 64 % d'entre eux, par exemple, pensent que « les hommes et les femmes auront toujours des points de vue et des façons d'être différents du fait de leur sexe » contre seulement 31 % des démocrates protestataires. Ces jeunes en retrait rejettent aussi la violence politique et la nécessité d'un changement révolutionnaire (84 % s'y opposent). En revanche, ils sont moins sévères que d'autres jeunes à l'égard de violences qui s'exercent dans le domaine privé ou d'incivilités qui peuvent se produire dans la vie sociale ordinaire. Par exemple, même s'ils sont une majorité à condamner ces comportements, ils trouvent moins graves que les autres jeunes d'insulter quelqu'un dans la rue, de se moquer de quelqu'un sur les réseaux sociaux, de donner une gifle à son enfant, de bousculer son conjoint ou d'injurier un couple d'homosexuels.
- Les hommes sont surreprésentés dans le groupe des désengagés (64 %), vivant un peu plus souvent en zone rurale ou dans de petites villes en maisons individuelles et plutôt issus de familles d'employés-ouvriers à très faible capital culturel⁷⁶. Ils ne connaissent pas de difficultés particulières et présentent des caractéristiques « moyennes » sur beaucoup d'aspects.

⁷⁵ Un score de détresse psychologique a été construit à partir de 5 questions sur le fait de se sentir (en permanence, souvent, quelques fois, rarement, jamais), « nerveux », « triste et abattu », « calme et détendu », « heureux », ou « tellement découragé que rien ne pouvait vous remonter le moral ». Le score maximal de non détresse psychologique est atteint pour les personnes jamais nerveuses, tristes et abattues, et totalement découragées (5×3=15) + en permanence calme, détendu et heureux (5×2=10)=25. Les jeunes ayant un score < 14 sur 25 (56 % du score maximal) sont considérés comme étant en détresse psychologique. Voir Leplege A., Ecosse E., Verdier A. & Perneger, T V, (1998), The French SF-36 Health Survey: translation, cultural adaptation and preliminary psychometric evaluation, *Journal of Clinical Epidemiology*, 51(11), 1013-23.

⁷⁶ Le profil de ces jeunes fait penser aux « gars du coin » analysés par Nicolas Renahy dans son ouvrage portant ce titre et décrivant une jeunesse rurale qui se replie sur les seules ressources que leur offre le fait d'être « du coin » (Editions la Découverte, 2005).

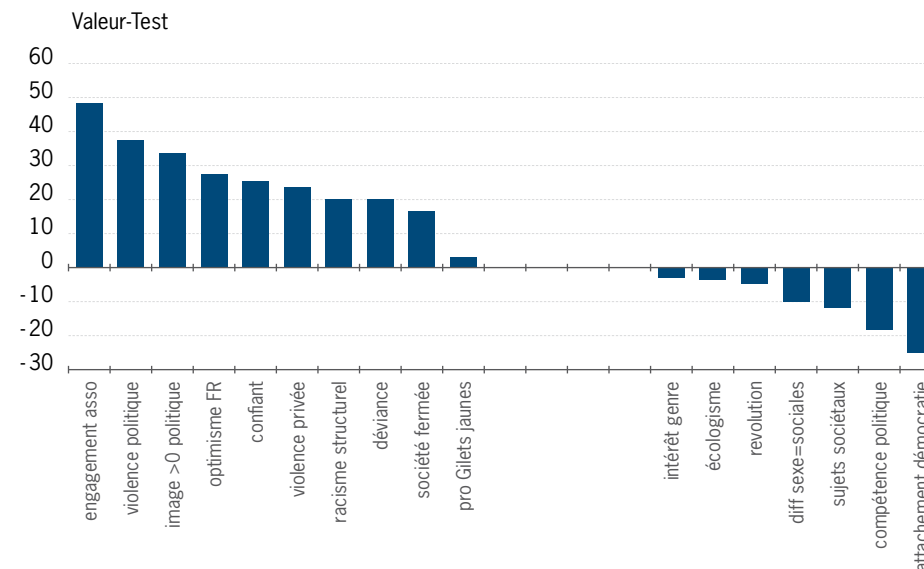
Orientations socio-politiques des jeunes « désengagés »



la violence privée ou les incivilités et la déviance. Ces jeunes se caractérisent également par un faible attachement à la démocratie.

Ces jeunes sont également parmi les plus sensibles à la question du racisme structurel. 72 % d'entre eux considèrent que la France est une société structurellement raciste, contre 46 % de l'ensemble des jeunes. Mais ce groupe est très paradoxal puisque, malgré cette opinion tranchée, les jeunes de ce groupe sont les moins nombreux à juger « très grave » « d'injurier quelqu'un en raison de son origine ou de sa couleur de peau » (57 % contre 82 % pour l'ensemble des jeunes). Ils trouvent également moins grave que d'autres le fait « d'injurier une femme dans un lieu public » (49 % contre 73 %). En réalité, sur l'ensemble des comportements violents, incivils ou déviants, ils sont nettement plus tolérants que les autres jeunes comme s'ils adhéraient à une culture transgressive.

Orientations socio-politiques des « intégrés transgressifs »



Ces jeunes (à 67 % des hommes), présentent de nombreux signes d'intégration bien qu'ils soient issus de familles à très faible capital culturel et qu'ils aient eux-mêmes plus souvent un niveau d'étude inférieur au bac. Néanmoins, ils sont nettement plus souvent que les autres jeunes en emploi (à 64 %), ils disent ne pas ressentir de

- Sur le plan politique, ils se situent un peu plus souvent à droite que les autres jeunes (21 % contre 17 %), mais leur principale caractéristique est de ne pas exprimer d'opinion à ce sujet : 63 % d'entre eux n'indiquent aucune proximité avec un parti et 47 % ne se positionnent pas sur l'axe gauche-droite. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que 42 % pensent que « voter ne sert pas à grand-chose » (contre 34 % pour l'ensemble des jeunes).

Il s'agit donc d'une jeunesse « invisible » à un double titre : elle ne participe pas au débat social et politique d'une part, les hommes politiques et les médias d'autre part n'en parlent pour ainsi dire jamais. Elle représente pourtant un quart de la jeunesse française.

d. Les intégrés transgressifs

Ce groupe est le plus faiblement représenté (13 % de l'échantillon). Les orientations des jeunes le constituant sont assez paradoxales. En effet, elles se caractérisent à la fois par un très fort engagement associatif dans tous les domaines – sport et loisirs, humanitaires, politiques et religieux (voir tableau de la page 104) –, des sentiments plutôt optimistes sur l'avenir de la société et plutôt positifs sur le monde politique qui se combinent à des sentiments transgressifs sur la violence politique,

difficultés matérielles particulières, ni de difficultés dans le domaine des relations sociales. Ils se disent plus heureux et plus optimistes que les autres jeunes et se disent très attachés à leur localité.

Participation associative par types de jeunesse

	% faisant partie ou ayant fait partie d'associations...			
	Désengagés	Intégrés transgressifs	Démocrates protestataires	Révoltés
Sports loisirs	42%	76%	55%	42%
Humanitaires	14%	73%	37%	33%
Politiques syndicales	4%	58%	8%	8%
Religieuses	9%	62%	12%	10%

Lecture : 42% des jeunes appartenant au type « désengagés » font partie ou ont fait partie d'associations sportives.

Les jeunes nés à l'étranger ou d'origine étrangère, les jeunes musulmans, ceux vivant en QPV, sont surreprésentés dans ce groupe. Les premiers (étrangers ou d'origine étrangère) représentent 37% des membres de ce groupe (contre 24% pour l'ensemble). Les jeunes musulmans sont également deux fois plus représentés dans ce groupe que dans l'ensemble de l'échantillon (16% contre 8%). 27% des jeunes musulmans font partie de ce groupe contre 12% des catholiques et 9% des sans religion. Le groupe des « intégrés transgressifs » est le seul où les musulmans sont surreprésentés. Ils sont légèrement sous-représentés chez les « désengagés », beaucoup plus nettement sous-représentés chez les « démocrates protestataires » et d'un poids équivalent à l'ensemble chez les « révoltés » (22%).

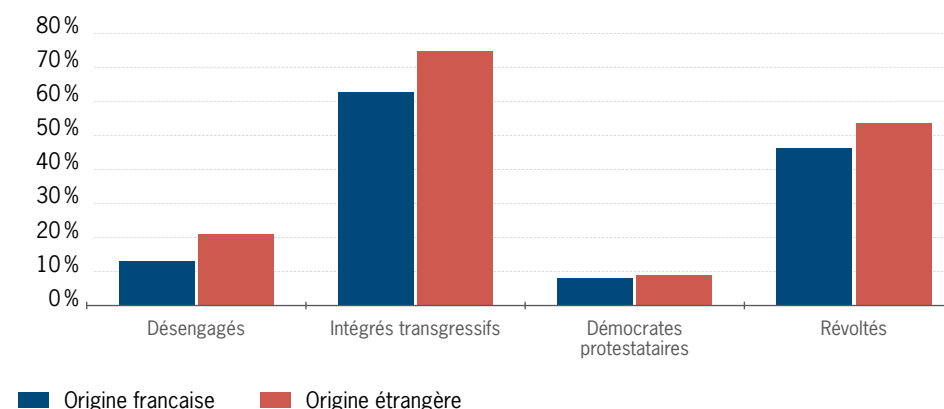
Mais ces caractéristiques d'origine ou de religion ne suffisent pas à expliquer la particularité des attitudes de ce groupe des « intégrés transgressifs » à l'égard de la violence et de la déviance. Sur l'ensemble de l'échantillon, les jeunes d'origine étrangère comme les jeunes de confession musulmane montrent bien un niveau de tolérance plus élevé à l'égard de la violence et de la déviance que les jeunes d'origine française, et que les jeunes catholiques ou sans religion⁷⁷, mais lorsqu'on

⁷⁷ Par exemple, les jeunes d'origine étrangère ou nés à l'étranger sont 35% à avoir un haut niveau de tolérance à la violence politique contre 23% des jeunes d'origine française ; c'est le cas également de 34% des jeunes musulmans contre 19% des jeunes catholiques et 25% des jeunes sans religion.

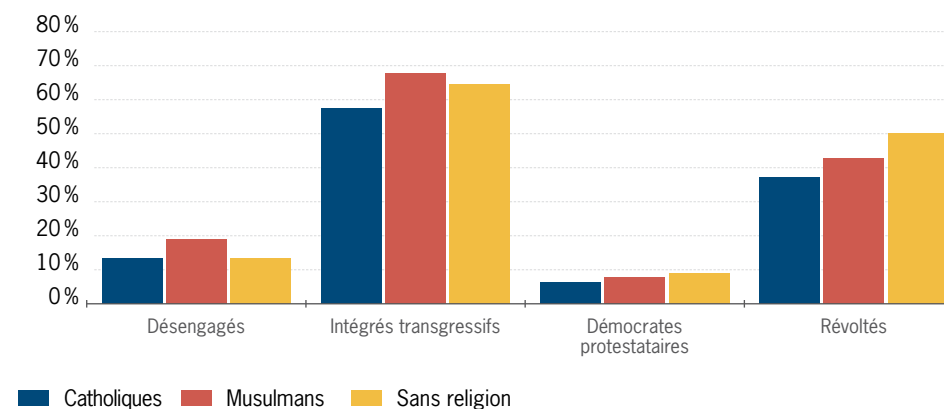
contrôle ces caractéristiques d'origine et de religion, la propension des « intégrés transgressifs » à justifier la violence ou la déviance reste stable. Qu'ils soient d'origine étrangère ou française, qu'ils soient catholiques, sans religion ou musulmans, les jeunes « intégrés transgressifs » montrent à peu près le même niveau élevé de tolérance à l'égard de la violence et de la déviance (voir les graphiques ci-dessous).

Justification de la violence et de la déviance en fonction du type de jeunesse, de l'origine et de la religion

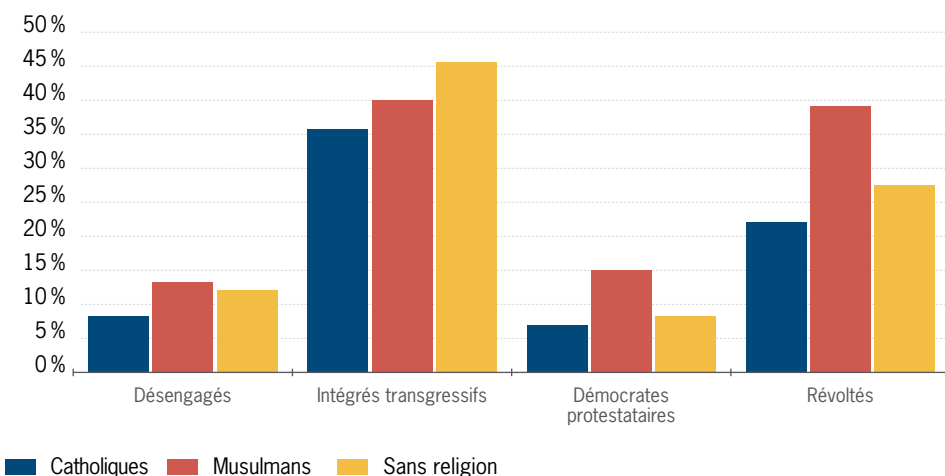
Taux élevé de justification de la violence politique selon les types de jeunes et l'origine



Taux élevé de justification de la violence politique selon les types de jeunes et la religion

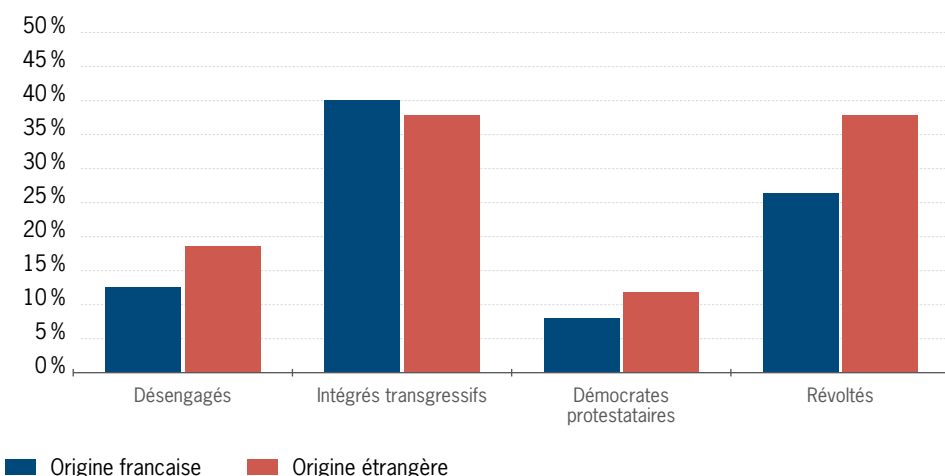


Taux élevé de tolérance à la déviance selon les types de jeunes et l'origine



106

Taux élevé de tolérance à la déviance selon les types de jeunes et la religion



Cela veut dire que ce groupe présente une certaine homogénéité de ses attitudes, au-delà de sa diversité ethnique et religieuse (ce que fait précisément l'analyse typologique). Reste à comprendre le ressort de ces attitudes plus tolérantes à l'égard de la violence et de la déviance.

Un facteur écologique ?

Une hypothèse serait que ces jeunes vivent dans des zones où cette tolérance est plus forte et où se construit cette culture spécifique. Cette hypothèse est difficile à vérifier avec nos données. Néanmoins on peut essayer d'en avoir une indication en vérifiant si les jeunes du type « intégrés transgressifs » vivent dans des zones du territoire où le niveau de délinquance est plus élevé. Si c'est le cas, cela pourrait vouloir dire que ces jeunes sont socialisés dans un contexte territorial plus favorable à une forme d'accoutumance à des comportements transgressifs. L'idéal pour le vérifier serait de disposer de statistiques de délinquance par communes ou par cantons. Mais nous n'en disposons pas. Par défaut, nous avons utilisé les statistiques de délinquance du Ministère de l'Intérieur par départements⁷⁸. C'est évidemment une mesure imparfaite car il peut y avoir une grande hétérogénéité de la délinquance à l'intérieur d'un même département. Elle peut néanmoins donner une indication, même si elle reste grossière.

Trois types de comportements délinquants ont été enregistrés dont le nombre pour 1 000 habitants a été apparié à chaque département dans lesquels résident les jeunes interrogés (tous les départements du territoire métropolitain ont été couverts par l'enquête) : les coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus, les vols et cambriolages (hors véhicules) et enfin les vols de véhicules (automobiles et deux-roues). Le tableau de la page 108 montre le nombre moyen de délits enregistrés dans les départements de résidence de chaque type de jeune. Ce nombre moyen de délits départementaux est toujours plus élevée pour le type « engagés transgressifs ».

107

Il a ensuite été procédé à des tests de comparaison de moyennes de ces indicateurs de délinquance départementaux⁷⁹ pour vérifier si ces différences de moyenne sont statistiquement significatives. Le résultat montre que c'est bien le cas : dans les comparaisons par paires, les « intégrés transgressifs » résident dans des départements avec des taux de coups et blessures volontaires par habitant en moyenne plus élevés (et statistiquement significatifs au seuil de 5 %) que ceux des départements où résident le plus souvent les trois autres types. C'est également vérifié pour les vols de voitures et de deux roues. Le résultat est moins significatif pour les vols (autres que véhicules) et cambriolages (la différence de moyenne n'est significative qu'entre les « intégrés transgressifs » et les « désengagés »).

⁷⁸ Source : SSMSI - Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie, 2016.

⁷⁹ Tests Post Hoc. Les tests statistiques sont tenus à dispositions des lecteurs intéressés.

Nombre moyen de délits enregistrés par départements en fonction du type de jeunes y résidant

(pour 1 000 habitants)

Typologie jeunes	Coups et blessures par départements	Vols et cambriolages par départements	Vols de voitures et 2 roues par départements
Désengagés	3,38	15,91	2,54
Engagés transgressifs	3,51	16,91	2,69
Démocrates protestataires	3,38	16,75	2,57
Révoltés	3,40	16,64	2,57
Total	3,40	16,53	2,58

Source : SSMSI - Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

On remarquera aussi, ce qui vient sans doute conforter ce résultat, que les « intégrés transgressifs » ont un rapport plus tendu avec la police : 28 % disent avoir été contrôlés « souvent » ou « parfois » (contre 13 % pour l'ensemble) et 33 % trouvent ces contrôles excessifs (contre 24 % pour l'ensemble). Cela ne veut pas forcément dire évidemment que ces jeunes sont eux-mêmes délinquants, mais peut-être qu'ils vivent dans des zones où les tensions avec la police sont plus fortes.

Le fait que les jeunes d'origine étrangère soient plus représentés dans le groupe des « intégrés transgressifs » s'expliquerait par le fait que ces jeunes vivent plus souvent dans ces zones à taux de délinquance plus élevés où la tolérance pour la violence et certains comportements déviants serait plus forte, ce que vérifient bien nos données : le nombre moyen de délits enregistrés dans les départements de résidence des jeunes d'origine étrangère ou des jeunes musulmans est plus élevé que celui des départements dans lesquels résident les autres jeunes.

Nombre moyen de délits enregistrés par départements en fonction du type de jeunes y résidant

(pour 1 000 habitants)

Origine	Coups et blessures par départements	Vols et cambriolages par départements	Vols de voitures et 2 roues par départements
Né d'un père et d'une mère nés en France	3,33	2,47	15,73
Né d'un père ou d'une mère né dans les DOM TOM	3,46	2,72	16,67
Né d'un père ou d'une mère né en Europe du sud	3,50	2,90	17,98
Né d'un père ou d'une mère né au Maghreb	3,71	3,02	19,74
Né d'un père ou d'une mère dans un autre pays d'Afrique	3,61	3,08	20,81
Né d'un père ou d'une mère né dans un autre pays	3,67	2,93	19,38
Ne sait pas ou ne veut pas répondre	3,49	2,67	17,05
Religion			
Catholique	3,38	2,54	16,21
Protestante	3,52	2,78	17,25
Musulmane	3,74	3,09	19,35
Une autre religion	3,51	2,73	18,53
Sans religion	3,35	2,52	16,23
non réponse	3,38	2,52	15,93
Total	3,40	2,58	16,53

Lecture : les jeunes nés en France de parents nés en France résident dans des départements où, en moyenne, on compte 3,33 délits de « coups et blessures volontaires » pour 1 000 habitants.

Source : SSMSI - Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

Caractéristiques surreprésentées dans chacun des types

	Désengagés	Intégrés transgressifs	Démocrates protestataires	Révoltés
	Caractéristiques sociodémographiques associées			
Sexe	Hommes	Hommes	Femmes	Femmes
Âge	-	-	18-19 ans	22-24 ans
Logement	Maison individuelle	HLM	Appartement	HLM
Enfants à charge	-	1 ou 2	Aucun	-
Diplôme	<Bac	<Bac	>Bac+2	<Bac
Activité	Chômeurs	En emploi	Étudiants	En emploi instable
PCS	Employé-ouvrier	-	Étudiant inactif	Employé-ouvrier
Aisance financière	3,49	-	2,67	Endetté ou difficile
Aides sociales	Aucune	Plus d'une	-	-
Origine sociale (PCS père)	Indépendant	-	Cadres prof. Libérales, prof. Intermédiaires	Ouvrier-employé, inactif
Capital culturel parental	Très faible	Très faible	Très élevé	Faible
Taille agglo	Zone rurale Villes < 20 000 hab.	-	-	-
QPV	Non	Oui	Non	-
Origine nationale	-	Étrangère et DOM-TOM	-	Autre Afrique
Religion	-	Musulmane	Sans religion	Sans religion
Difficultés matérielles ressenties	-	Très faibles	Très faibles	Très élevées
Difficultés sociabilité	-	Très faibles	Très faibles	Très élevées
Confiance école	-	Élevée	Élevée	Faible
Emploi choisi	Bon salaire	Pas emploi passion	Emploi passion	Bon salaire
Attachement local	-	Très fort	-	Très fort
Autres attitudes				
Optimisme France	-	Très ou plutôt optimiste	Plutôt optimiste	Plutôt pas ou pas du tout
Bonheur	-	Très heureux	-	Malheureux
Détresse psychologique	Non	Non	-	Oui
Axe gauche droite	Droite et pas d'idée	Droite et 5	Gauche	Extrême-gauche
Proximité partisane	Pas d'opinion	Tous sauf EELV	EELV	RN LFI et aucun
Importance démocratie	Moins important	Moins important	Absolument important	Absolument important
Justification violence pour protester	-	Tout à fait ou plutôt	Pas du tout	Plutôt
Tolérance violence privée	Oui	Oui	Non	-
Tolérance déviance	-	Oui	Non	Oui

Lecture : chaque case indique une modalité surreprésentée dans le type par au moins 3 points de pourcentage ou au moins 5 points de pourcentage (en gras). Une modalité surreprésentée ne signifie pas qu'elle est dominante dans le type, mais que les jeunes présentant cette caractéristique sont plus présents dans le type que dans l'échantillon global.

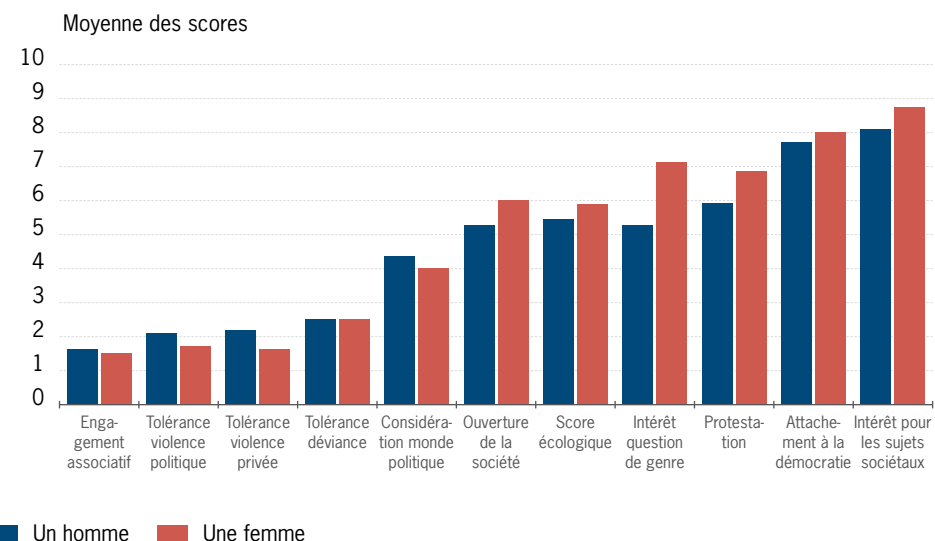
3. Clivages sexués, d'origine et culturels

Dans cette section, on compare les attitudes sociopolitiques de différentes catégories de jeunes dont les analyses précédentes nous ont montré qu'elles étaient plus clivantes que d'autres : le genre, l'origine nationale et la religion, le niveau culturel.

a. Différences selon le genre

La particularité des jeunes femmes se manifeste par leur intérêt plus marqué pour les questions sociétales, surtout celles concernant le genre (un fort écart avec les hommes sur cet item) mais également l'écologie, leur goût plus prononcé pour la protestation tout en respectant le cadre démocratique et en répudiant plus que les hommes la violence politique (comme la violence privée).

Attitudes sociopolitiques des 18-24 ans selon le sexe



Lecture : la moyenne du score « intérêt pour les questions de genre » est de 7,1 pour les femmes contre 5,95 pour les hommes. Chaque score a une valeur minimale de 0 et une valeur maximale de 10. Toutes les différences de moyennes entre hommes et femmes représentées sur ce graphique sont statistiquement significatives (au seuil de 1 %), sauf celles concernant la tolérance pour la déviance.

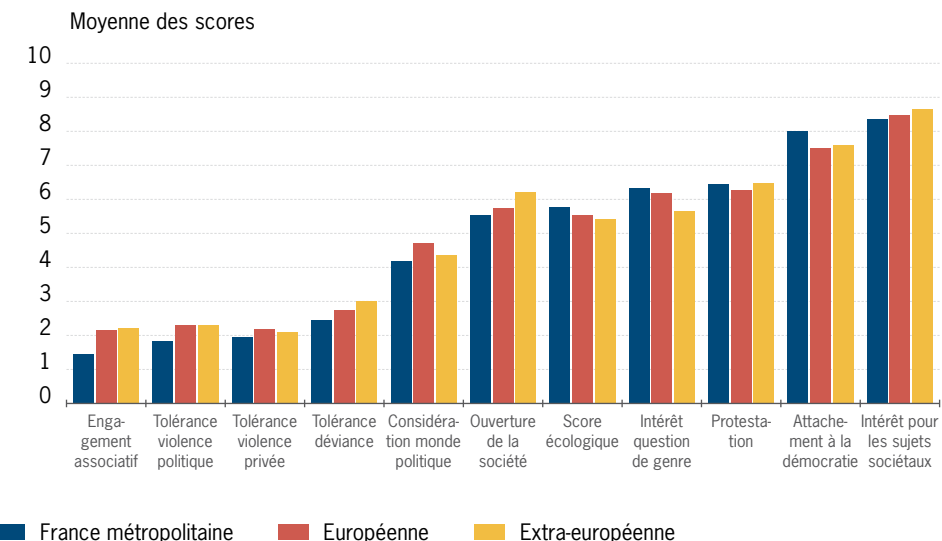
En revanche, les femmes peinent, plus que les hommes, à traduire cette implication sociétale dans un engagement effectif : elles sont moins présentes dans les associations et sont nettement plus souvent désaffiliées politiquement. 40 % d'entre elles n'indiquent ni proximité partisane, ni positionnement politique sur l'échelle gauche-droite (contre 28 % des hommes).

Au fond, les hommes sont moins impliqués mais plus engagés, tandis que les femmes ont les caractéristiques inverses. Les hommes sont également plus souvent extrémistes (20 % contre 15 %⁸⁰) et, on l'a vu, plus disposés à justifier la violence.

Le relatif retrait féminin par rapport à l'engagement peut être lié à deux autres de leurs caractéristiques : le fait qu'elles sont spontanément plus méfiantes à l'égard des autres (86 % des femmes contre 77 % des hommes disent « qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ») et le fait qu'elles sont nettement plus pessimistes sur l'avenir de la société (57 % contre 47 %). Ce pessimisme est peut-être alimenté par une situation personnelle ressentie comme plus difficile (tant sur le plan matériel, que sur celui des relations sociales et du bien-être psychologique⁸¹). Peut-être aussi simplement ne se reconnaissent-elles pas dans l'offre d'engagement qui leur est proposée aujourd'hui, une offre d'engagement et des structures qui sont massivement conçues et dirigées par des hommes.

b. Différences selon l'origine nationale et la religion

Attitudes sociopolitiques des 18-24 ans selon l'origine nationale

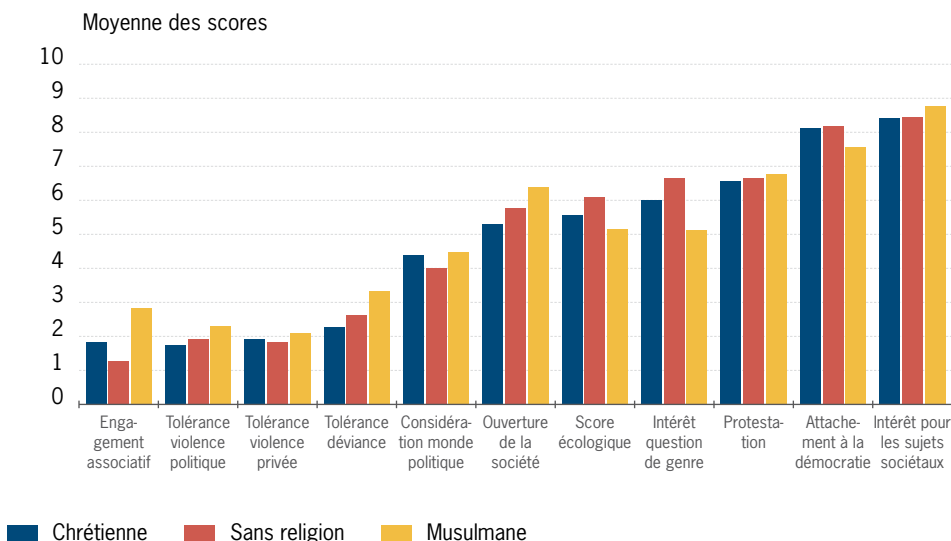


Lecture : France métropolitaine = 2 parents nés en France métropolitaine, européenne = au moins 1 parent nés dans un autre pays européen, extra-européenne = au moins 1 parent né hors d'Europe.

⁸⁰ En comptant ceux qui se placent en 1,2 ou 9,10 sur l'échelle gauche-droite ou qui se disent proches du RN ou de LFI. La justification de ce regroupement tient au fait que ces différentes catégories se retrouvent du même côté de l'axe vertical du graphique page 94, c'est-à-dire à proximité du pôle radicalité-violence politique, même si les proches du RN et de LFI se distinguent sous d'autres aspects.

⁸¹ 34 % des femmes enquêtées sont en situation de « détresse psychologique » contre 20 % des hommes.

Attitudes sociopolitiques des 18-24 ans selon la religion déclarée



Leur implication sur les thèmes sociaux plus classiques des inégalités et du racisme se traduit par un engagement associatif élevé, mais se combine également à des attitudes plus radicales. Ils sont en effet nettement plus portés à tolérer des comportements politiques violents. Les jeunes musulmans enquêtés trouvent systématiquement moins inacceptables que les autres jeunes les comportements violents sur lesquels nous avons interrogé les 18-24 ans. Ils ne sont parfois qu'une minorité à condamner ces comportements violents. Par exemple, 42 % des jeunes musulmans jugent inacceptable de s'affronter à la police, contre 68 % des chrétiens (catholiques ou protestants) et 60 % des sans religion. Les comportements de dégradation de l'espace public sont majoritairement condamnés mais de façon moins nette que par les autres jeunes : les trois quarts des musulmans jugent inacceptable de « provoquer des dégâts dans l'espace public », mais un quart d'entre eux jugent cela acceptable ou compréhensible contre 12 % des chrétiens et 14 % des sans religion. Il y a manifestement une inclination plus marquée des jeunes musulmans à tolérer des formes de violence politique.

La croyance en une France raciste est associée à la tolérance pour la violence politique : les jeunes musulmans convaincus que la France est structurellement raciste sont plus portés à la justifier ; c'est le cas d'ailleurs de tous les jeunes, quelles que soient leurs croyances religieuses, qui partagent cette conviction d'une France raciste. Mais comme les jeunes musulmans sont beaucoup plus largement convaincus par cette idée, elle contribue beaucoup plus à alimenter leur justification de la violence. On ne peut exclure non plus que la relation soit inverse et qu'une propension plus marquée à la violence incite à juger la France comme une société raciste.

La France n'est pas une société foncièrement raciste⁸³, mais les étrangers ou les personnes d'origine étrangères sont effectivement victimes de discriminations, notamment dans le domaine de l'emploi, ce qui peut alimenter chez eux l'idée que cette discrimination est systématique.

De nombreuses recherches, avec des méthodologies différentes (traitements d'enquêtes nationales sur l'accès à l'emploi, méthodes de *testing*) ont en effet démontré que les personnes d'origine étrangère étaient bien victimes d'une « pénalité ethnique » à l'embauche. Les pénalités d'accès à l'emploi des descendants d'immigrés restent nettes, à diplôme contrôlé⁸⁴. Il existe des barrières à l'entrée et les études de *testing*

83 Voir : <https://www.telos-eu.com/fr/societe/que-pensent-les-francais-des-immigres.html> et l'enquête de l'IFOP Le regard des Français sur l'immigration, enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1015 personnes interrogées par questionnaire auto-administré en ligne en novembre 2018.

84 Voir par exemple Mirna Safi, « Le processus d'intégration des immigrés en France : inégalités et segmentation » *Revue française de sociologie*, 2006, 47, 1, 3-48.

Les graphiques de la page 113 et de la page 114 montrent des différences statistiquement significatives d'attitudes sociopolitiques entre les jeunes d'origine étrangère⁸² et les jeunes d'origine française et plus encore entre les jeunes musulmans et les jeunes chrétiens ou sans religion (sauf sur la propension à la protestation et la tolérance à l'égard de la violence privée). Examinons les résultats selon la religion qui sont plus marqués.

Les jeunes musulmans se sentent très impliqués sur les questions sociétales relatives aux inégalités et au racisme mais restent très en retrait sur celles qui concernent le genre et l'écologie. Leurs orientations sociétales sont donc assez différentes de celles des autres jeunes. Ils sont notamment extrêmement sensibilisés à la question du racisme dans la société française : 65 % d'entre eux sont d'accord avec l'idée que la France est une société structurellement raciste, contre 43 % des chrétiens et des jeunes sans religion ; 23 % sont « tout à fait d'accord » avec cette thèse, contre seulement 9 % des autres jeunes. Cette question du racisme structurel est donc un facteur différenciateur important à l'intérieur de la jeunesse. Presque tous les jeunes condamnent le racisme, mais seule une minorité de jeunes non musulmans pensent que c'est un trait permanent et structurel de la société française. Les jeunes musulmans, eux, en sont majoritairement convaincus.

82 C'est-à-dire des jeunes, soit eux-mêmes nés à l'étranger, soit, cas beaucoup plus fréquent, ayant un père et/ou une mère nés à l'étranger.

corroborent cette discrimination à l'embauche observée statistiquement⁸⁵. D'autre part, de fortes tensions existent entre les jeunes d'origine étrangère et la police. Ces tensions avaient donné lieu aux émeutes qui ont éclaté dans une partie des banlieues en 2005⁸⁶. Ces tensions plus fortes avec la police apparaissent d'ailleurs dans notre enquête : 45 % des jeunes musulmans disent trouver les contrôles de police excessifs (contre 18 % des chrétiens et 24 % des sans religion). Les sentiments de discrimination peuvent conduire certains jeunes à penser qu'ils sont victimes d'un racisme systémique, même si cette croyance dans une discrimination systématique et organisée n'est pas fondée, et incliner une partie d'entre eux à justifier certaines formes de violence.

Cette croyance dans un racisme structurel est-elle plus présente dans certaines régions caractérisées par une présence plus importante des immigrés et par une implantation plus importante de l'extrême-droite qui les stigmatise ?

Les données de notre enquête ne le confirment pas vraiment. La croyance des jeunes musulmans en une société française structurellement raciste ne varie pas d'une région à l'autre, en dehors du nord-ouest où elle est un peu plus faible (58 %). Dans les autres régions le pourcentage est autour de 67-68 %, un peu moins élevé cependant dans le Sud-est (64 %) contrairement peut-être à ce qu'on aurait pu attendre du fait du contexte politique, de la présence de descendants de Pieds-noirs et, dans certaines zones, de foyers islamistes.

En tout état de cause, cette croyance en une France raciste, si elle est un facteur important de l'accommodement des jeunes musulmans avec un certain degré de violence, n'explique pas tout : en effet, qu'ils croient ou non en cette thèse, les jeunes musulmans ont toujours un degré d'acceptation de la violence politique plus élevé que les autres jeunes⁸⁷. Lorsqu'on contrôle à la fois les principales variables sociodémographiques et d'origine et la propension à accepter l'idée d'une France structurellement raciste, les jeunes musulmans conservent une probabilité plus élevée (1,7 fois) que les chrétiens d'appartenir au quartile des jeunes les plus portés à justifier la violence. Notons cependant, que les « sans religion » sont également plus portés à le faire que les chrétiens (1,4 fois). Mais dans la même analyse statistique, la croyance en une France raciste est plus fortement associée que l'appartenance religieuse à la justification de la violence (les jeunes adoptant cette croyance ont une probabilité deux fois plus élevée d'appartenir à ce quart des jeunes les plus tolérants à l'égard de la violence politique).

85 Voir l'étude de Marie-Anne Valfort pour l'Institut Montaigne, *Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité*, 2019.

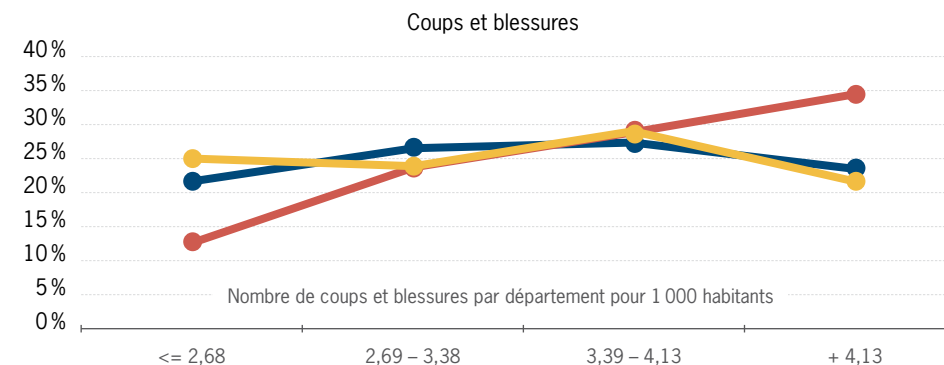
86 Voir Vincenzo Cicchelli, Olivier Galland, Jacques de Maillard, Séverine Misset « Retour sur les violences urbaines de l'automne 2005 ; Émeutes et émeutiers à Aulnay-sous-Bois » ; *Revue Horizons stratégiques*, 2007-1, n° 3.

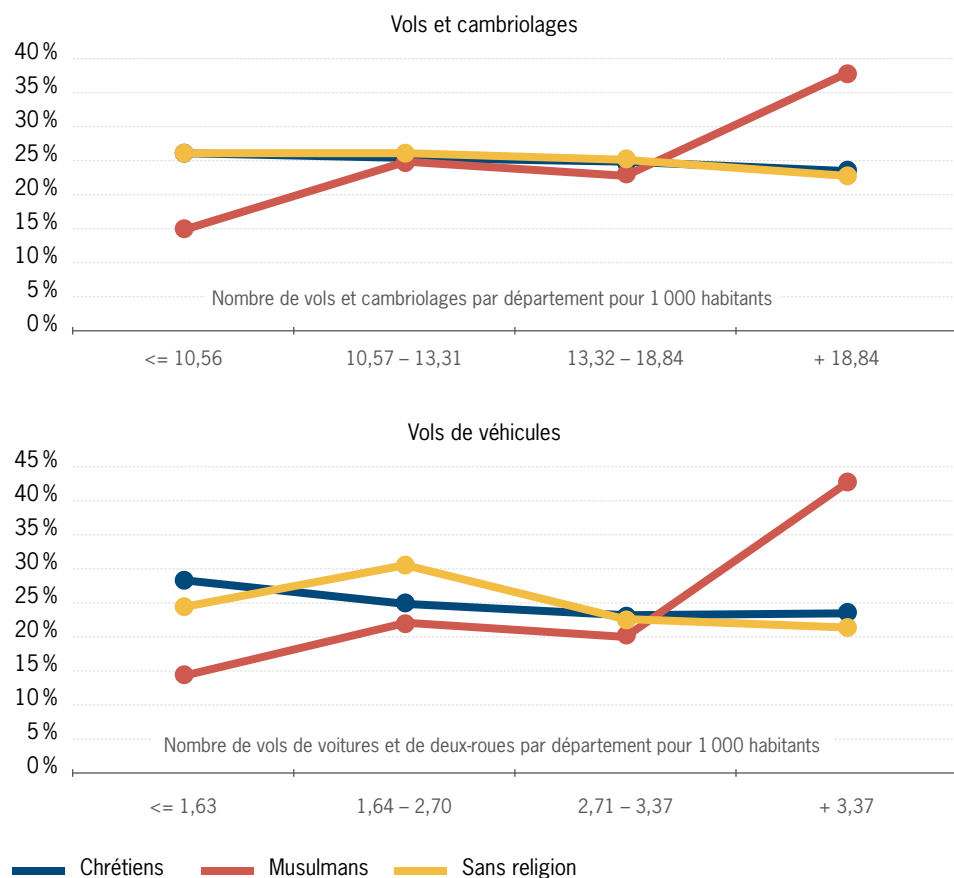
87 Sauf le petit groupe (3 %) un peu énigmatique des jeunes qui déclarent une « autre religion ».

Cette tolérance plus élevée des jeunes musulmans à l'égard de la violence politique se combine à celle qu'ils manifestent, plus que les autres jeunes, à l'égard de comportements déviants. Ils sont par exemple une minorité à condamner totalement (autour de 46 %) le fait de ne pas payer son billet de train, de tricher à un examen ou de refuser un contrôle d'identité aux forces de l'ordre. Ils condamnent majoritairement (59 %) le fait de toucher des indemnités auxquelles on n'a pas droit, mais nettement moins que les jeunes chrétiens ou sans religion (près de trois quarts). Ces comportements déviants, moins souvent condamnés par les jeunes musulmans, sont également associés sur le plan statistique à la croyance en une France raciste. Ce triptyque France raciste-tolérance pour la violence-tolérance pour la déviance forme donc un système sans qu'il soit facile de démêler le sens des liens de causalité entre les éléments qui le composent.

Il est vrai également que les jeunes musulmans résident en moyenne dans des départements plus criminogènes (voir le graphique ci-dessous). Ils sont donc socialisés dans un climat et un contexte local où ces délits sont plus fréquents et peut-être, de ce fait, sont plus souvent jugés comme faisant partie de la vie sociale ordinaire.

Résidence dans un département en fonction de la religion et du taux de délit départemental





Lecture : 34 % des jeunes musulmans résident dans des départements où le taux de coups et blessures recensés est supérieur à 4,12 pour 1 000 habitants.

Source : SSMSI - Base des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie.

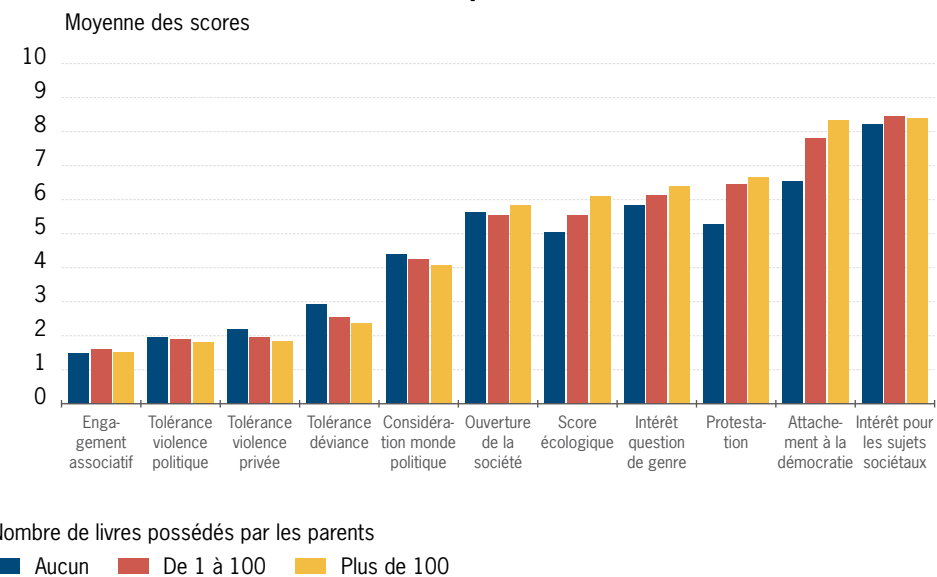
Il faut noter que la plupart de ces orientations spécifiques des jeunes musulmans sont plus marquées chez les garçons que chez les filles. Les deux sexes partagent la croyance dans une France structurellement raciste, mais sur beaucoup d'autres points les attitudes des jeunes filles musulmanes sont moins éloignées de celles des autres jeunes que ne le sont les attitudes des garçons musulmans, même si elles conservent une spécificité liée à leur orientation religieuse. Elles sont ainsi moins tolérantes que les garçons à l'égard de la violence (publique ou privée) et de

la déviance, plus impliquées dans la question écologique et les questions de genre. Elles sont néanmoins (à l'instar d'ailleurs de la plupart des jeunes filles), moins engagées dans les associations et nettement plus souvent désaffiliées politiquement. Elles ont par contre une appétence particulière pour les moyens d'action de type protestataire, notamment via les réseaux sociaux : 55 % d'entre elles (contre 41 % des garçons) se disent « tout à fait » prêtes à les utiliser pour défendre leurs idées.

c. Les différences culturelles

Nous avons vu tout au long de cette étude que le niveau d'étude des jeunes et plus encore le capital culturel de leur famille jouaient un rôle important dans la variation de leurs attitudes. Le graphique ci-dessous montre quelques-unes de ces variations en fonction du nombre de livres possédés par les parents, un proxy pour évaluer le capital culturel familial. Les écarts sont particulièrement forts en matière d'attachement à la démocratie et de propension à protester : les jeunes issus de familles à faible capital culturel sont très en retrait sur ces deux aspects. Ils sont également beaucoup moins impliqués sur les questions sociétales comme l'écologie ou les questions de genre.

Attitudes sociopolitiques des 18-24 ans selon le capital culturel de leurs parents



Logiquement, ils sont également très en retrait sur la participation politique conventionnelle : près de la moitié d'entre eux considère ainsi que voter ne sert pas à grand-chose et la même proportion ne se situe ni sur l'échelle gauche-droite ni à proximité d'un parti politique (voir le tableau ci-dessous).

Rapport à la politique en fonction du capital culturel familial

	Voter ne sert pas à grand-chose	Désaffilié politiquement ⁸⁸
Aucun livre chez les parents	47%	46%
1 à 100 livres	35%	35,5%
Plus de 100	28%	29%

Ce désengagement politique s'accompagne d'une propension plus marquée à justifier la violence politique⁸⁹ et d'une nette prise de distance avec les solutions réformistes d'évolution de la société. Les jeunes à faible capital culturel familial optent à la fois plus souvent pour des solutions révolutionnaires et (à un moindre degré) pour des solutions conservatrices (voir le tableau ci-dessous).

Capital culturel familial et opinion sur les changements souhaitables de la société

	La société doit être changée radicalement par une action révolutionnaire	La société doit être améliorée progressivement par des réformes	La société doit être protégée contre les changements	Total
Aucun livre chez les parents	33%	50%	18%	100%
1 à 100 livres	25%	63%	12%	100%
Plus de 100	21%	71%	9%	100%
Total	24%	64%	12%	100%

⁸⁸ Ne se positionnant pas sur l'échelle gauche-droite et n'indiquant aucune préférence partisane.

⁸⁹ Les différences de moyennes sur le score de violence politique sont statistiquement significatives entre les jeunes à très faible capital culturel et ceux à fort capital culturel.

Les jeunes à faible capital culturel sont également moins sévères à l'égard de certaines formes de déviance et de violence privée ou d'incivilité même si une majorité d'entre eux condamne toujours ces comportements. Concernant les violences ou les incivilités, leur particularité se manifeste par le fait de moins souvent condamner radicalement (même si cette condamnation reste largement majoritaire) les injures racistes, homophobes et sexistes.

Manifestement le degré d'engagement des jeunes dans la société est fortement associé au capital culturel familial. Les parents qui eux-mêmes, en grande partie grâce à leur bagage culturel, sont partie prenante des débats et des engagements qui traversent la société, transmettent à leurs enfants ce goût de la participation sociale. Les familles qui n'ont pas acquis ou reçu ces atouts culturels sont en moindre capacité de le faire. Leurs enfants participent moins aux instances collectives, y compris celles qui n'ont pas d'objet sociétal ou politique⁹⁰, et s'engagent moins dans les débats politiques et sociaux.

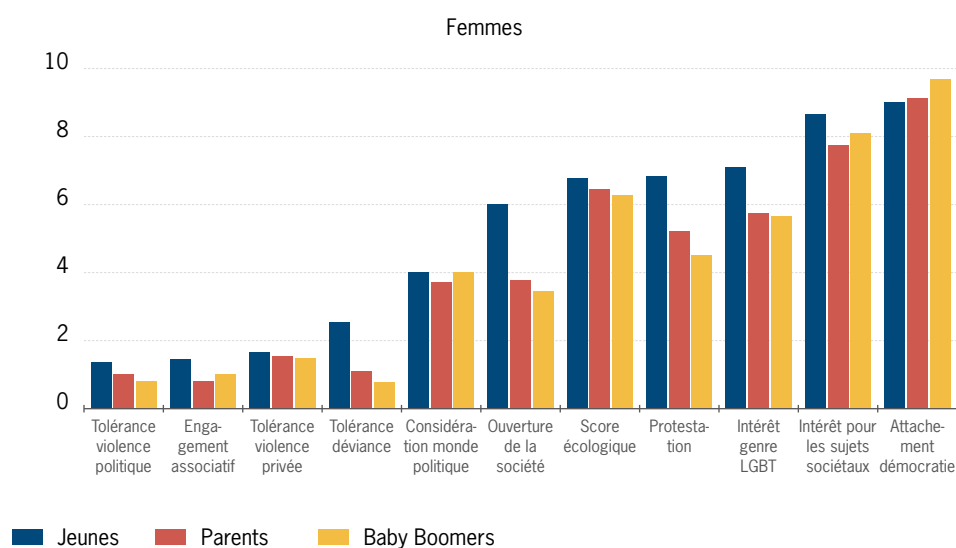
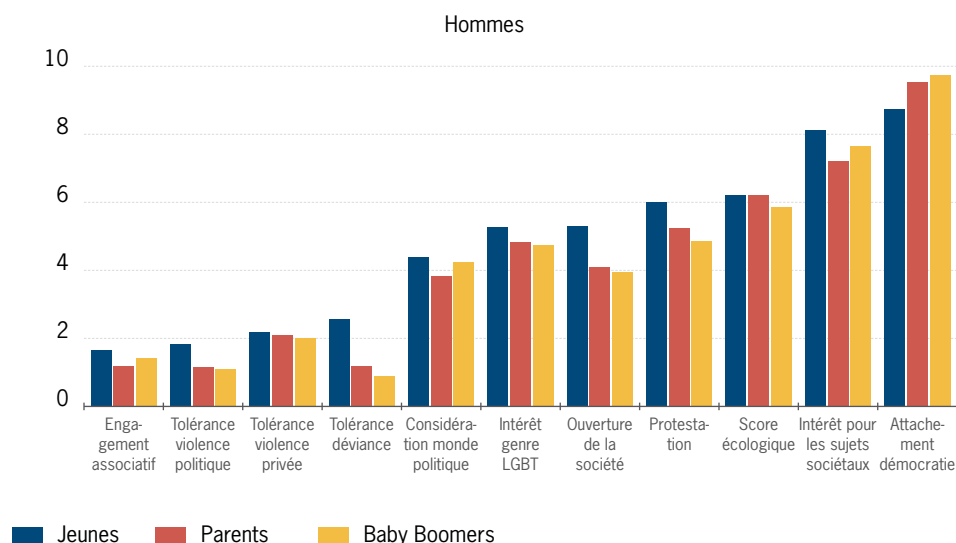
Lorsqu'on les interroge sur la façon dont ils s'informent sur l'évolution de la société, 29% de ces jeunes les moins dotés sur le plan culturel disent ne faire confiance à aucune source d'information, plus que deux fois plus que les jeunes mieux dotés. Ils se tournent plus souvent que les autres vers leur famille (19%), ou vers la télévision (15%), mais délaissent plus que les autres jeunes les réseaux sociaux ou internet, les journaux, les livres ou documents, et même les discussions entre amis. Les enseignants ne représentent qu'une part infime des sources d'information auxquelles ils font le plus confiance (4%). En l'état, il semble donc y avoir peu de chances qu'ils puissent abattre les barrières culturelles qui les maintiennent à l'écart du débat public et de la participation sociale.

Évolutions générationnelles

L'analyse des éventuels clivages entre générations sur les questions sociétales et politiques était un des axes de cette enquête. Cette section se propose de présenter une synthèse sur ce point en utilisant la même méthode de comparaison de scores d'attitudes qui a été utilisée dans les sections précédentes. Concernant les générations, il faut présenter les résultats en distinguant les sexes, car ils sont assez nettement différents pour les hommes et pour les femmes.

⁹⁰ Les jeunes à faible capital culturel familial sont moins présents dans les associations sportives ou de loisir : 14% contre 26% pour les enfants de familles à plus fort capital culturel.

Attitudes sociopolitiques selon la génération et le sexe



engagées que leurs devancières sur les questions environnementales. C'est le cas sur beaucoup d'autres sujets comme le montre le tableau ci-dessous qui récapitule les différences de moyennes des scores par générations et par sexes. Les scores en gras sont ceux où ces différences de moyennes entre générations sont plus élevées pour un sexe que pour un autre. Dans 6 cas sur 11 pour la comparaison jeunes-parents et dans 8 cas sur 11 pour la comparaison jeunes-boomers, ces différences de moyennes générationnelles sont plus élevées pour les femmes que pour les hommes. Cela signifie qu'en moyenne les attitudes des jeunes femmes par rapport aux femmes des générations précédentes ont évolué plus fortement que les attitudes des jeunes hommes par rapport aux hommes des générations précédentes.

Différences de moyenne des scores d'attitudes sociopolitiques entre les générations par sexe

	Jeunes-parents		Jeunes-boomers	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouverture de la société	1,26	2,2	1,35	2,5
Protestation	0,72	1,65	1,1	2,32
Tolérance pour la déviance	1,38	1,46	1,73	1,78
Intérêt question du genre	0,46	1,3	0,57	1,41
Intérêt questions sociétales	0,89	0,9	0,47	0,57
Engagement associatif	0,5	0,62	0,28	0,51
Tolérance violence politique	0,69	0,43	0,75	0,59
Considération monde politique	0,56	0,31	(0,15)	(0)
Score écologique	(0,03)	0,31	0,34	0,49
Tolérance violence privée	(0,11)	(0,1)	0,2	1,44
Attachement à la démocratie	-0,78	(-0,11)	-1	-0,7

Lecture : (score moyen de protestation politique jeunes)-(score moyen de protestation politique génération parents) = 0,72 ; les différences de moyennes entre parenthèses ne sont pas statistiquement significatives. En gras les différences de moyenne plus élevée pour un sexe donné dans la comparaison jeunes-parents et jeunes-boomers.

Elles l'ont fait notamment pour promouvoir, plus que ne le faisaient les femmes des générations précédentes, l'ouverture de la société – c'est-à-dire le refus des mesures politiques visant à refermer la société sur elle-même –, et promouvoir le débat sur les questions de genre et dans une moindre mesure sur l'écologie. Les jeunes femmes sont aussi, plus que leurs devancières, disposées à s'engager dans des actions de protestation pour défendre leurs idées.

Chez les hommes, l'écart générationnel est plus important principalement sur deux sujets : la tolérance pour la violence politique qui s'est assez fortement accrue d'une génération d'hommes à l'autre et l'attachement à la démocratie qui a fortement décliné chez les jeunes hommes.

Mais ces évolutions générationnelles différenciées chez les hommes et chez les femmes (plus fortes chez ces dernières) ne doivent pas conduire à penser que s'est creusé un fossé radical entre les générations. Certaines évolutions sont nettes mais globalement nos données ne valident pas la thèse d'une rupture générationnelle⁹¹. C'est ce que montre le tableau de la page 124 qui reprend quelques-unes des questions-clefs de l'enquête.

Récapitulatif des différences générationnelles sur quelques questions-clefs de l'enquête

	Jeunes	Parents	Baby Boomers
Questions sociétales			
Questions d'environnement très importantes	64 %	52 %	57 %
Questions de genre très importantes	29 %	13 %	11 %
Toutes les différences entre hommes et femmes sont artificielles et uniquement produites par la société	55 %	37 %	37 %
France société raciste : tout à fait d'accord	11 %	6 %	5 %
Attitudes politiques			
C'est utile de voter	66 %	68 %	76 %
Les dirigeants politiques sont corrompus	70 %	67 %	57 %
Affilié politiquement ⁹²	36 %	60 %	64 %
Gauche (1-4)	19 %	20 %	20 %
Centre (5)	18 %	19 %	18 %
Droite (6-10)	20 %	36 %	42 %
Pas d'idée	43 %	25 %	20 %
Extrémiste politiquement ⁹³	17 %	25 %	22 %
La société doit être changée radicalement par une action révolutionnaire	24 %	24 %	17 %
La société doit être améliorée progressivement par des réformes	64 %	64 %	74 %
La société doit être protégée contre les changements	12 %	11 %	8 %

Sur les questions sociétales, l'environnement fait plutôt consensus ; les questions de genre sont plus portées par les jeunes (et surtout les jeunes femmes, on vient de le voir), mais seule une minorité, certes importante (un petit tiers), est fermement convaincue de la très grande importance du sujet qui vient après beaucoup d'autres dans la hiérarchie des préoccupations des jeunes. La thèse du racisme structurel n'est totalement admise que par une minorité bien plus faible⁹⁴.

⁹² Se situe sur l'axe gauche-droite et se sent proche d'un parti.

⁹³ Positionné en 1,2,9,10 sur l'échelle gauche-droite ou proche du RN ou de LFI.

⁹⁴ Ce que confirme une enquête de l'IFOP de février 2021 dans laquelle seuls 19 % des moins de 35 ans disent, à propos du « racisme systémique » voir de quoi il s'agit et penser que ça correspond à une réalité.

⁹¹ Idée défendue, mais de manière nuancée par Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen dans *Avoir 20 ans en 2020, Le nouveau fossé des générations*, Odile Jacob, 2020.

Sur le plan politique, on enregistre à la fois des divergences, mais aussi pas mal de convergences. La principale divergence tient à la désaffiliation politique des jeunes qui s'est considérablement amplifiée. Seule une minorité d'entre eux parvient aujourd'hui à se situer politiquement. Est-ce un effet-retard ou un effet générationnel qui restera durable ? Il est difficile de trancher, mais l'écart est si marqué que la première hypothèse paraît peu convaincante.

Mais sur beaucoup d'autres points, il est frappant de voir de fortes convergences entre les générations : sur le maintien (malgré la désaffiliation politique des jeunes) de la croyance dans l'utilité du vote, sur la défiance partagée à l'égard des dirigeants politiques, sur l'adhésion largement majoritaire au réformisme politique. Contrairement à beaucoup d'idées reçues, les jeunes sont moins extrémistes politiquement que leurs aînés, du fait principalement qu'ils ne sont pas (ou ne sont plus) séduits par l'extrême-droite.

Un effet territorial ?

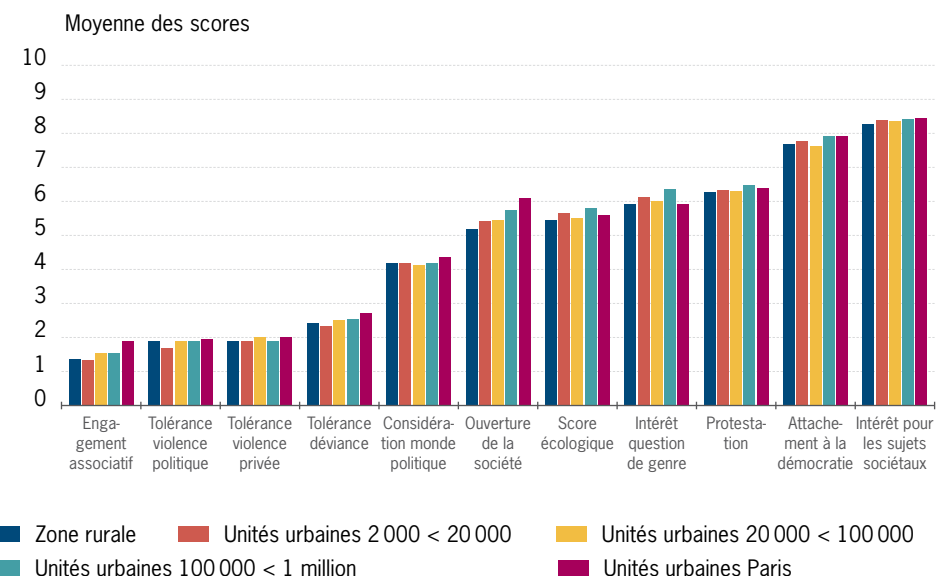
L'effet territorial dans la variation des attitudes sociopolitiques des jeunes paraît assez ténu (voir le graphique page 127). Il est statistiquement inexistant sur certaines d'entre elles : la considération portée au monde politique, la propension à protester ou la tolérance pour la violence. Les différences statistiquement les plus significatives concernent, dans l'ordre, l'ouverture de la société, l'engagement associatif (plus élevé en ville), l'adhésion aux valeurs environnementales et, enfin, l'intérêt porté aux questions de genre (sans tendances très claires sur ces deux derniers points).

L'écart le plus net concerne les attitudes à l'égard des mesures politiques qui viseraient à restreindre l'ouverture de la société, tant sur le plan économique (délocalisations, taxation des importations etc..) que sur le plan des migrations (arrêt de l'immigration). Les jeunes ruraux, on l'a déjà évoqué précédemment, sont beaucoup plus favorables à ces mesures restrictives que les jeunes urbains.

Mais dans l'ensemble des traitements effectués pour analyser les résultats de cette enquête, le facteur territorial a été rarement un facteur statistiquement significatif⁹⁵. C'est en soi un résultat important qui ne vient pas à l'appui des thèses sur la France périphérique⁹⁶ selon lesquelles la France rurale et des petites villes a été sacrifiée au profit des grandes métropoles. Quelle que soit le diagnostic qu'on peut porter sur la validité de cette thèse, on n'en voit pas de traduction nette sur le plan des

attitudes sociopolitiques des jeunes (et des moins jeunes⁹⁷) qui résident dans ces zones rurales ou faiblement urbanisées. Par ailleurs, les jeunes vivant en zone rurale se déclarent plus souvent heureux (à 87 %) que les jeunes résidant dans de grandes villes (83 %) ou dans l'agglomération parisienne (81 %). Ils se disent même plus souvent « très heureux » (20 % contre 17 %).

Attitudes sociopolitiques selon la taille de la localité de résidence



4. Les points à retenir

- Une analyse typologique permet de dégager quatre groupes de jeunes aux attitudes sociopolitiques différenciées : les démocrates protestataires (39 %), les révoltés (22 %), les désengagés (26 %) et les intégrés transgressifs (13 %).
- Le sexe, le capital culturel hérité et la religion sont les trois principales caractéristiques qui contribuent à différencier les modalités d'engagement social et politique.
- L'enquête ne dégage pas d'effet territorial marquant.

95 Il l'est encore moins pour les générations précédentes.

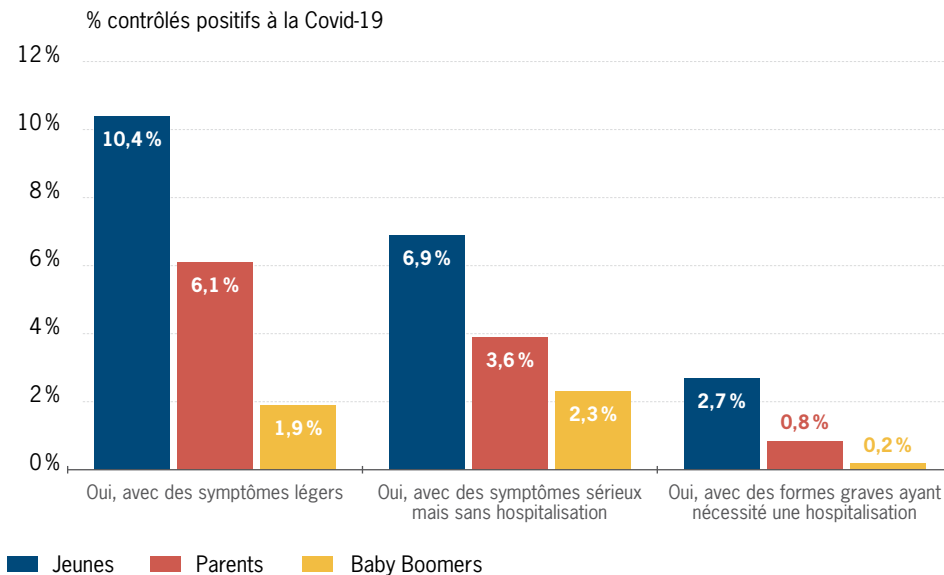
96 Christophe Guilluy, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2015.

97 La même comparaison réalisée sur les générations des parents et des Baby Boomers montre des résultats encore moins significatifs.

L'EFFET COVID

Les jeunes de notre échantillon ont été plus touchés par la Covid que les membres des autres générations⁹⁸. Cette surcontamination des jeunes s'explique en partie par le fait qu'ils sont moins vaccinés : 72,5 % d'entre eux avaient reçu les deux doses à la date de l'enquête (septembre 2021) contre 79 % des membres de la génération des parents et 87 % de ceux de la génération Baby Boomers. Près d'un jeune sur cinq (19 %) n'était pas du tout vacciné à cette date contre 17 % pour la génération des parents et 11 % pour la génération des Baby Boomer). Mais elle peut s'expliquer aussi par le fait que les jeunes ont moins strictement respecté les consignes sanitaires comme on le verra par la suite.

Infection par la Covid 19 par génération



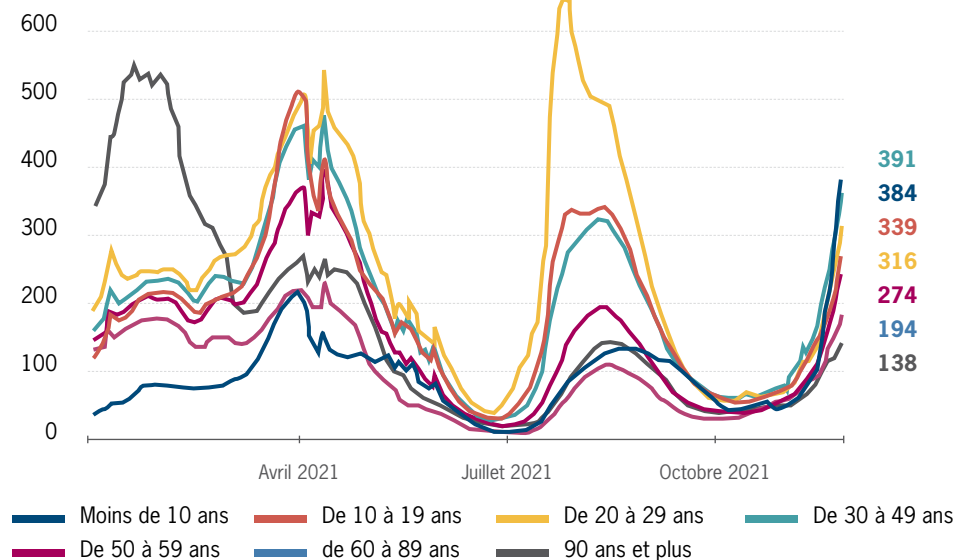
⁹⁸ Ce résultat est cohérent avec les données de Santé Publique France qui montrent que dès avril 2021, les 20-29 ans étaient la classe d'âge ayant le taux d'incidence le plus élevé et qu'ils ont été rejoints, à un moindre degré, par les 10-19 ans au tournant de l'été (voir le graphique en courbes page 130).

1. Les jeunes très affectés psychologiquement par la crise sanitaire

Dans plusieurs domaines de leur vie, les jeunes ont ressenti beaucoup plus négativement les effets de cette crise sanitaire que les autres générations (voir le second graphique de la page 130) : c'est notamment le cas dans le domaine des études et du travail, et à un moindre degré des relations amoureuses. Concernant les effets sur d'autres relations sociales (familiales ou amicales) le degré de nocivité ressentie de la crise est très proche d'une génération à l'autre.

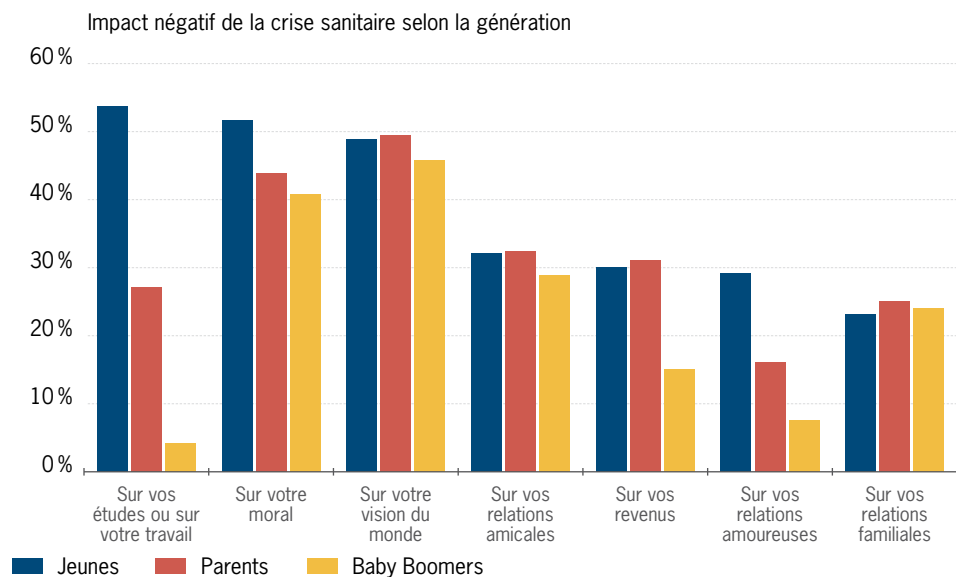
Les scolaires et les étudiants ont été particulièrement affectés par l'effet négatif de la Covid sur leurs études : 60 % en font état, un chiffre très élevé. L'impact de la crise sur la situation professionnelle des jeunes actifs est moins marqué : 45 % des jeunes en CDI ou fonctionnaires citent un impact négatif sur leur travail et 53 % des jeunes en CDD. Même les chômeurs sont moins affectés (54 %) que les jeunes en étude. Le fait que ces jeunes ressentent plus les effets négatifs de la Covid n'est pas lié à leur taux d'incidence plus élevé : les jeunes qui n'ont pas contracté le virus sont tout autant affectés dans leurs études que ceux qui l'ont contracté. Cet effet négatif sur les études résulte principalement des mesures qui ont été prises pour limiter la propagation de l'épidémie dans les universités, les cours en distanciel notamment.

Évolution du taux d'incidence par classe d'âge (depuis le 1^{er} janvier 2021)



Source : Santé publique France.

L'impact négatif de la crise sanitaire par génération et par domaine



Les difficultés spécifiques rencontrées par les étudiants avaient déjà été mises en lumière par des enquêtes précédentes. Dans un sondage ODOXA de janvier 2021⁹⁹, 70 % des étudiants disaient, à l'époque, avoir rencontré des difficultés pour suivre les cours à distance. Ces difficultés pouvaient être pédagogiques ou matérielles. Par conséquent, dans la même enquête, 80 % des étudiants déclaraient être inquiets des difficultés qu'ils allaient rencontrer pour mener à bien leurs études ! Et 72 % craignaient que leur diplôme ait moins de valeur à l'issue de cette crise et de cet enseignement au rabais, sans compter évidemment les sombres perspectives qui se dessinaient alors sur le marché de l'emploi au sortir de leurs études (les choses se sont améliorées depuis sur ce point).

En vivant durant la semaine hors du foyer familial (cas de 68 % des étudiants), ces jeunes découvrent certes la liberté, mais aussi les risques et parfois les affres de la solitude : 28 % des étudiants interrogés par l'OVE en 2016 disaient s'être sentis « seuls ou isolés » au cours des 7 derniers jours (dont 35 % à 38 % de ceux qui vivent seuls en location ou en résidence collective) (OVE 2016). C'est une proportion importante qui vient démentir en partie l'image de l'insouciance étudiante. La crise sanitaire et la période de confinement qui en a résulté semblent avoir considérablement accru ce sentiment d'isolement : 53 % des étudiants de l'enquête Harris Interactive en font état. Mais ce sont l'ensemble des jeunes, quelle que soit leur situation vis-à-vis de l'emploi ou des études, qui sont touchés (voir le tableau ci-après).

99 Sondage ODOXA des 18 et 19 janvier 2021 « Covid-19 : les jeunes ne voient pas le bout du tunnel ».

Troubles ressentis durant la période de confinement et les mois qui ont suivi, suivant la situation d'activité des jeunes

	Chômeurs	Scolaires	Étudiants	Emploi stable	Emploi instable	Au foyer ou invalide	Autres situations	Total
Le sentiment d'être isolé(e)	50%	49%	53%	48%	52%	56%	42%	51%
Des troubles du sommeil	38%	35%	39%	35%	40%	40%	35%	38%
Le sentiment d'avoir perdu le contrôle de votre vie	38%	37%	37%	37%	39%	48%	40%	38%
Le besoin de vous confier à quelqu'un, d'être écouté(e)	36%	36%	41%	35%	37%	39%	31%	37%
Des troubles alimentaires	23%	20%	22%	20%	24%	24%	23%	22%
Un deuil suite à la perte d'un proche (ami, famille) à cause du Covid	8%	7%	8%	9%	11%	6%	10%	9%

132

Le fait de vivre chez ses parents ne protège que très peu du sentiment d'isolement : les jeunes qui vivent toute la semaine chez leurs parents sont encore 50 % à en faire état (contre 52 % de ceux qui ont complètement quitté leurs parents). En réalité, que les jeunes vivent ou non chez leurs parents, ce sentiment d'isolement est associé à une détérioration de l'ensemble des relations sociales : les jeunes qui se sentent isolés trouvent un peu plus difficiles les relations avec leurs parents, mais aussi les relations avec leurs amis, la possibilité de sortir et de faire la fête et surtout les relations amoureuses.

2. Jeunes femmes et jeunes en difficultés financières particulièrement affectés

Deux variables ont un effet massif sur le ressenti de ces troubles liés au confinement : le sexe et le sentiment de précarité financière. La différence entre hommes et femmes est considérable : 23 % des femmes disent avoir ressenti au moins 4 de ces troubles (sur cinq) contre seulement 9 % des hommes¹⁰⁰. Cette sur-sensibilité féminine aux effets psychologiques et somatiques du confinement se manifeste sur tous les registres examinés : sentiment de solitude et besoin de se confier, sentiment de perte de contrôle de sa vie, troubles du sommeil et troubles alimentaires. La prévalence plus élevée chez les filles de symptômes dépressifs est bien connue¹⁰¹. Dans notre enquête, selon la définition qui a été retenue d'un indicateur de détresse psychologique¹⁰², 34 % des jeunes filles de notre échantillon sont dans ce cas, contre 20 % des garçons. Hors crise sanitaire, les jeunes femmes étant plus affectées par des troubles de type dépressif, il n'est pas étonnant qu'elles aient ressenti plus fortement les effets psychologiques du confinement.

L'impact du sentiment de précarité financière est tout aussi important (voir le graphique page 134). Les jeunes en situation financière la plus difficile sont cinq fois plus nombreux que les jeunes les plus à l'aise financièrement à avoir ressenti un grand nombre (4 ou 5) d'effets psychologiques ou somatiques dus au confinement (voir le graphique page 134). Cet effet est confirmé et même amplifié par une analyse prenant en compte les principales caractéristiques des jeunes (sexe, origine sociale, type d'activité, niveau de diplôme, taille d'agglomération de résidence)¹⁰³.

Les jeunes en difficulté financière ressentent plus intensément l'impact négatif de la crise sanitaire sur tous les aspects de leur vie – relations sociales, études et travail, moral – (voir le graphique de la page 135), mais, comparés à ceux qui s'en sortent le mieux financièrement, cet impact négatif est particulièrement fort pour eux en ce qui concerne leurs revenus (courbe en pointillé bleu sur le graphique de la page 135).

133

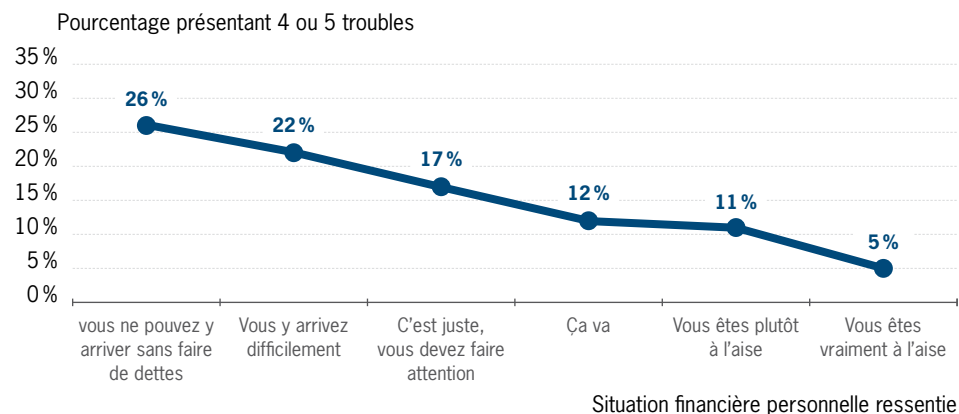
100 Les troubles évoqués dans le tableau 1. La situation de deuil a été laissée de côté du fait qu'elle ne concerne qu'une petite minorité et qu'elle est moins corrélée aux autres troubles.

101 Dans une étude épidémiologique déjà ancienne, Marie Choquet et Sylvie Ledoux avait mis en lumière la forte sexualisation des troubles à l'adolescence : symptômes dépressifs chez les filles, comportements violents chez les garçons. Les adolescents. Enquête nationale, Paris, éditions de l'INSERM, 1994.

102 Score construit à partir de 5 questions sur le fait d'être nerveux, triste et abattu, calme et détendu, heureux ou découragé. Voir Leplege et al. op. cit.

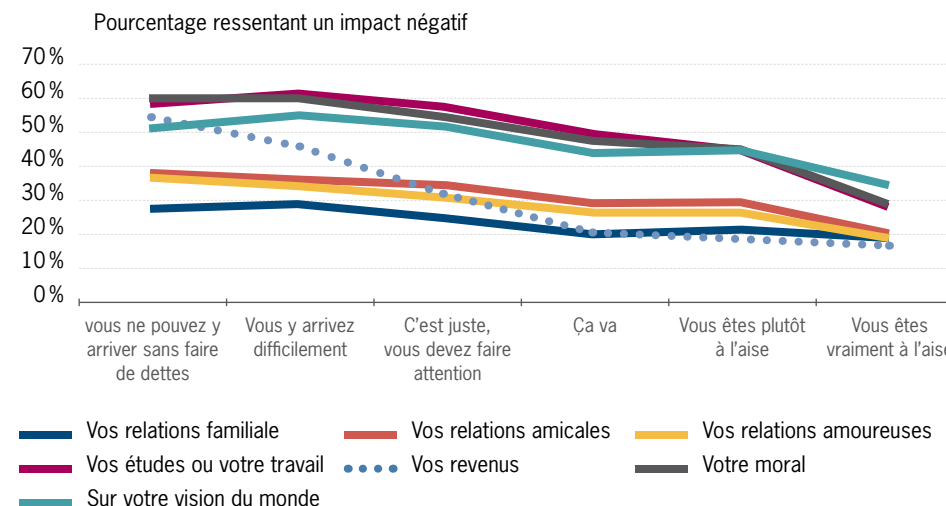
103 Odd ratio de 7,1 en comparant les jeunes qui ne peuvent y arriver sans faire de dettes à ceux qui sont à l'aise financièrement.

L'impact psychologique du confinement selon la situation financière ressentie des jeunes



Les concernant, l'impact psychologique de la crise et du confinement n'est donc pas lié simplement à la restriction des relations sociales, mais aussi et peut-être surtout à la baisse des revenus occasionnée par le confinement et le recul de l'activité qui l'a accompagné. Ces jeunes ont peut-être perdu leur emploi s'il s'agissait de petits jobs, ou vu leur activité et leurs revenus réduits avec les mesures de chômage partiel qui ne compensent qu'une partie des revenus initiaux. Comme leur budget est très serré, cette perte de revenu, même relative, peut avoir des effets très importants sur leurs conditions de vie et par conséquent sur leur moral.

Impact de la crise sanitaire sur différents domaines en fonction de la situation financière ressentie

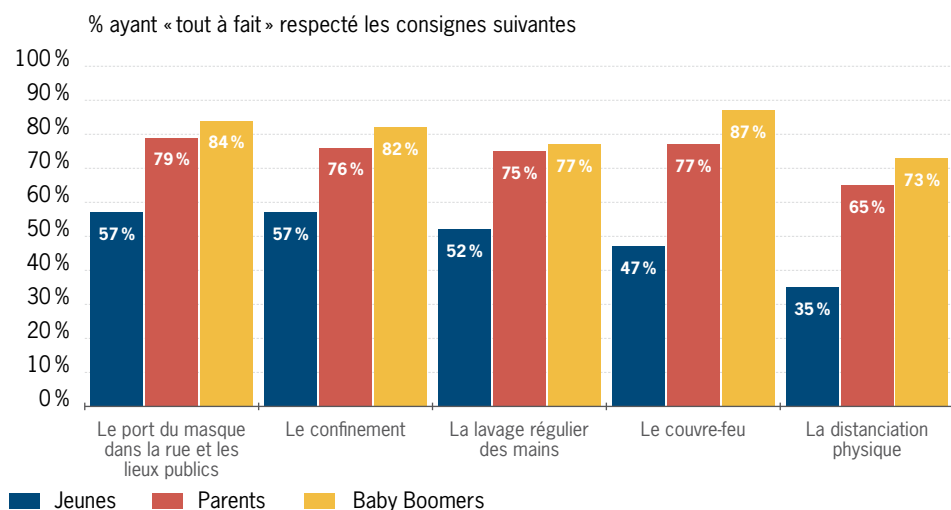


Lecture : 54 % des jeunes qui disent ne pas pouvoir y arriver sans faire de dettes ont ressenti un impact négatif de la crise sur leurs revenus, contre 16 % de ceux qui se disent à l'aise (courbe bleue claire pointillée).

3. Des jeunes moins enclins à respecter les consignes sanitaires

L'écart entre générations sur le respect des consignes sanitaires est important (voir le graphique page 136). Les jeunes ont systématiquement moins bien respecté ces consignes que les deux autres générations. On remarque cependant que la génération des parents l'a fait un peu moins bien également que la génération du baby-boom. Sans doute joue ici un effet d'âge : plus les personnes sont âgées plus elles craignent d'être victimes de formes graves de la maladie et plus elles sont donc enclines à s'en protéger.

Le respect des consignes sanitaires par génération



Ce non respect des consignes sanitaires est particulièrement marqué en ce qui concerne la distanciation physique. Seuls 35% des jeunes l'ont « tout à fait » respectée. La jeunesse est par essence l'âge de la sociabilité amicale et les jeunes ont manifestement du mal à renoncer à des contacts physiques de proximité.

Ce moindre respect des consignes sanitaires a-t-il pu constituer un facteur favorisant la contamination? Même s'il faut rester prudent dans l'interprétation de ce résultat, le tableau de la page 137 montre que les jeunes qui ont le moins respecté ces consignes (les 18% qui ont le score de « non respect » le plus élevé) ont un taux de contamination significativement plus élevé (28% contre 18% pour ceux qui ont mieux respecté ces consignes). Les autres facteurs présents dans le tableau de la page 137 étant contrôlés, leur probabilité d'avoir été contaminé (plutôt que de ne pas l'être) est 1,4 fois plus élevée que celle des jeunes plus prudents.

Le tableau de la page 137 montre aussi un effet apparemment paradoxal : les jeunes les plus favorisés (à l'aise financièrement, plus diplômés) ont été plus contaminés que les jeunes défavorisés. C'est le cas également des jeunes en emploi. Ce résultat s'explique peut-être par le fait que les jeunes ayant des moyens financiers ont plus de facilités et d'opportunités pour sortir. Il se peut aussi qu'étant plus souvent en emploi, ils ont eu plus de risques de contracter la maladie sur leur lieu de travail avant que le travail à distance ne se répande, alors que les scolaires et les étudiants ont été précocement et longtemps maintenus à l'écart de leur lieu d'étude.

Caractéristiques associées à la contamination au Covid-19

Principales variables associées	% positif Covid	Effets nets
Ensemble	20%	2,5
Diplôme		
Inférieur au Bac	16%	réf.
Bac	19%	1,46
Bac +2	23%	1,72
Supérieur à Bac +2	21%	1,82
Activité¹⁰⁴		
Chômeurs	19%	
Scolaire	18%	
Étudiants	16%	
Emploi stable (CDI, fonctionnaire, indépendant)	23%	1,32
Emploi instable (CDD, stage, apprenti)	22%	1,27
Au foyer ou invalide	10%	
Autres situations	22%	
Taille agglomération		
Zone rurale	18%	
Unité urbaine de 2 000 à 19 999 habitants	17%	
Unité urbaine de 20 000 à 99 999 habitants	20%	
Unité urbaine de 100 000 à 1 999 999 habitants	20%	
Unité urbaine de Paris	23%	
Situation financière		
Endetté ou difficile	20%	réf.
Juste ou ça va	19%	
Plutôt à l'aise	22%	
À l'aise	29%	1,57
EN QPV		
QPV	25%	
Non QPV	19%	
Origine		
France	18%	réf.
1 parent né étranger	24%	1,45
2 parents nés étranger	31%	1,91
Né à l'étranger	29%	1,66
Vaccin		
Totalement vacciné	17%	réf.
1 dose	37%	2,56
Pas vacciné	21%	
Respect consignes sanitaires		
Moyen ou élevé	18%	réf.
Faible	27%	1,41

104 Pour la variable activité les odds ratios ont été calculés par rapport à l'effet global. Les variables d'origine sociale, de nombre de livres possédés par les parents ont été introduites dans l'analyse de régressions mais ne sont pas significatives. Le résultat de la colonne « effets nets » se lit ainsi : les jeunes ayant un diplôme supérieur à bac+2 ont 1,8 fois plus de risques d'avoir été contaminé (plutôt que de ne pas l'avoir été) comparés aux jeunes de niveau inférieur au bac.

Cependant, une autre catégorie de jeunes a été particulièrement touchée par la maladie : les jeunes d'origine étrangère. Leur probabilité d'avoir contracté le virus est une fois et demie à deux fois plus élevée que celle des jeunes d'origine française. Dans ce cas, peut-être les conditions de logement (logements plus exigus) ont-elles constitué un facteur favorisant la contamination. L'enquête montre que ces jeunes ont aussi un peu moins bien respecté les consignes sanitaires, notamment le port du masque et la distanciation physique (par exemple 59 % des jeunes d'origine française disent avoir tout à fait respecté le port du masque contre 49 % des jeunes maghrébins).

Le résultat concernant l'effet protecteur de la vaccination surprend. Les jeunes totalement vaccinés n'ont qu'un peu moins de risques d'avoir contracté le virus (par rapport aux non vaccinés). En revanche, les jeunes n'ayant reçu qu'une dose ont été beaucoup plus souvent contaminés. Mais on ignore quand les jeunes ont été vaccinés. Le résultat est donc difficile à interpréter. Ces jeunes ont peut-être été contaminés avant de recevoir une seule et unique dose considérée comme suffisante pour assurer l'immunité.

Les jeunes ayant moins bien respecté les mesures sanitaires, il n'est pas étonnant de constater qu'ils sont un peu plus nombreux à les contester (voir le tableau ci-dessous). Ainsi, un tiers d'entre eux approuve les manifestations d'opposition à ces mesures (qu'ils y aient participé ou non), contre 29 % des membres de la génération des parents et 20 % seulement des Baby Boomers. Cependant la proportion de ceux qui désapprouvent ces mouvements est plus importante (36 %), tandis qu'un quart des jeunes y sont simplement indifférents. Par ailleurs ce n'est qu'une très faible minorité de jeunes (5 %) qui a effectivement participé aux manifestations d'opposition.

Opinion au sujet des manifestations d'opposition aux mesures sanitaires du gouvernement selon la génération

	Vous y avez personnellement participé	Vous n'y avez pas participé, mais vous les approuvez	Vous n'y avez pas participé et vous les désapprouvez	Vous n'y avez pas participé et cela vous laisse indifférent(e)	Vous n'en avez pas entendu parler	Total
Jeunes	5 %	28 %	36 %	24 %	8 %	100 %
Parents	5 %	24 %	50 %	19 %	2 %	100 %
Baby Boomers	1 %	19 %	66 %	11 %	1 %	100 %
Total	5 %	26 %	40 %	22 %	7 %	100 %

4. Les points à retenir

- Les jeunes ont été plus touchés par la Covid que les autres générations ; c'est plus souvent le cas notamment des jeunes les plus favorisés, mais aussi des jeunes d'origine étrangère et de ceux qui ont moins respecté les consignes sanitaires.
- Les jeunes ont nettement plus souffert d'un impact négatif de la crise sanitaire sur leur vie que les autres générations.
- C'est le cas notamment pour les étudiants et les jeunes femmes sur le plan psychologique, les jeunes en situation financière difficile sur le plan matériel et psychologique.
- Les jeunes ont assez nettement moins bien respecté les consignes sanitaires que les autres générations, ce qui a probablement contribué à accroître leur taux de contamination.
- Ils soutiennent un peu plus souvent que les autres générations les manifestations d'opposition aux mesures sanitaires du gouvernement, tout en étant une très faible minorité à y avoir personnellement participé.

CONCLUSION

Cette enquête, on l'a vu, s'est employée à cerner l'extrême complexité de la situation d'une jeunesse française par ailleurs fortement impactée par la pandémie. Elle tranche donc avec des propos parfois simplistes tenus par divers auteurs ou analystes. Elle devra être complétée par d'autres recherches qui auront à approfondir certains sujets mis en lumière par notre enquête, par exemple, parmi tant d'autres, celui de la condition des jeunes femmes. Elle pourra aussi servir à une série d'actions publiques en faveur de la jeunesse, en prenant en considération sa diversité. Car cette jeunesse, plutôt heureuse, en quête de sens, partageant des préoccupations communes, y compris avec les générations précédentes, par exemple, sur le climat, le racisme ou les violences sexistes, s'avère aussi fort diverse pour des raisons sociales, culturelles et éducatives. C'est là l'un des principaux enseignements de notre enquête : il y a, à la fois, une jeunesse et des jeunesses.

Mais alors que s'amorce la campagne pour l'élection présidentielle, nous entendons, dans cette conclusion, nous concentrer sur le rapport des jeunes à la politique et aux questions sociétales. L'analyse typologique, que nous avons présentée et qui est fondée sur les données collectées, distingue quatre ensembles, les démocrates protestataires, les révoltés, les désengagés, les intégrés transgressifs. C'est une preuve supplémentaire de la différenciation qui existe dans la jeunesse. Or, cela conduit à des constats rassurants et à d'autres inquiétants et problématiques pour la permanence et la solidité du modèle démocratique fondé sur le vote et les partis.

Le constat rassurant, c'est qu'une majorité relative de jeunes sont partie prenante de ce modèle démocratique, même s'ils contestent également par d'autres moyens que le vote certains aspects de la société française. Mais cette contestation, par la voie de la protestation, n'est pas radicale, elle ne revient pas à mettre à bas l'ensemble du système et elle répudie l'utilisation de moyens violents. Elle ne se substitue pas à la démocratie représentative, elle la complète. Les jeunes femmes, fondamentalement rétives à l'utilisation de la violence, mais très déterminées à faire évoluer la société sur certaines questions sociétales, sont à la pointe de ce mouvement.

Le constat inquiétant est multiple. Il réside d'abord dans le fait que les jeunes qui promeuvent ces changements sociétaux par la voie démocratique mâtinée de protestations, sont aussi des jeunes favorisés, personnellement comme par leurs origines. Le clivage entre les jeunesses est donc aussi social et culturel. La reproduction sociale fonctionne également et fortement dans la capacité à participer au débat démocratique et elle en exclut une grande partie des jeunes qui ne disposent pas de ces atouts culturels.

L'inquiétude réside d'autre part dans le fait, conséquence du précédent, qu'une partie notable de la jeunesse, un peu plus d'un quart d'après notre typologie, est presque complètement déconnectée des questions d'intérêt général. Ces jeunes ne sont pas animés par un sentiment de révolte, ils ne s'y intéressent simplement pas. Ils ne représentent pas un danger pour la démocratie dans le sens où ils n'en contestent pas les règles. Mais ils contribuent à son affaiblissement en ne participant que très faiblement au jeu démocratique. Ils constitueront probablement des cohortes importantes d'abstentionnistes aux prochaines élections. Ces jeunes n'ont pas un profil social très marqué : ils semblent très typiques du jeune « moyen ». Il est donc difficile de trouver une réponse politique à ce désinvestissement.

Troisième constat qui peut inquiéter : une proportion importante de jeunes conteste beaucoup plus radicalement la société et le modèle politique. Notre enquête les évalue à un peu plus d'un jeune sur cinq. Ce qui inquiète, ce n'est pas la contestation en tant que telle, fût-elle radicale, c'est qu'elle puisse reposer sur les moyens de la violence politique. Il s'agit d'un groupe en rupture. Il est frappant de voir que ces jeunes sont d'abord marqués par un fort malaise personnel : malheureux et souvent psychologiquement en détresse. Ils semblent également déconnectés de tout attachement territorial.

L'école joue certainement un rôle important dans ce destin malheureux : 43 % des jeunes de ce groupe disent avoir subi une mauvaise orientation scolaire contre 27 % pour l'ensemble. Ces jeunes, plus souvent en emplois instables, ressentent leur situation comme très difficile, sur le plan matériel comme sur le plan relationnel. Concernant ce groupe cependant, on peut penser que des politiques publiques adaptées pourraient atténuer les difficultés qu'ils ressentent et restaurer au moins partiellement leur confiance en eux et dans la société : une orientation scolaire repensée, moins précoce et moins autoritaire ; une meilleure prise en compte des situations précaires pour les jeunes qui rencontrent de grandes difficultés personnelles assortie d'un soutien psychologique renforcé pour ceux qui en auraient besoin.

Le dernier constat qui suscite des interrogations concerne le groupe très paradoxal de ceux que nous avons appelé les « intégrés transgressifs ». Ces jeunes ne sont pas en difficulté, ils ne contestent pas les fondements du système social et politique, mais ils ne respectent pas, ou beaucoup moins que les autres, les règles de la vie collective, comme s'ils étaient atteints d'une sorte d'incivisme intrinsèque qui ne paraît pas pouvoir s'expliquer (à la différence du groupe précédent) par des déficits et des frustrations. Nous avons émis l'hypothèse, qui reste évidemment à confirmer et qui ne constitue en tout état de cause qu'un élément possible de l'interprétation, que leurs attitudes pourraient résulter d'un facteur écologique tenant au fait que

ces jeunes seraient socialisés dans un environnement plus favorable qu'ailleurs à la transgression de ces règles de la vie collective. La réponse politique pourrait alors moins concerner directement les jeunes en question que leur environnement en faisant en sorte que ces règles de la vie collective y soient mieux respectées qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Alors que les prétendants à la Présidence de la République entrent en lice et s'affrontent, on ne peut qu'espérer qu'ils liront cette enquête et qu'ils formuleront des propositions programmatiques pour, d'une part, inciter les jeunes à voter, et de l'autre, pour répondre à leurs aspirations et à leurs attentes. Perdre cette occasion aggraverait sans doute la profonde défiance politique de notre jeunesse.

ANNEXE

QUESTIONNAIRE – ENQUÊTE SUR LA JEUNESSE À L'HEURE DE LA COVID-19

Questionnaire – Enquête sur la jeunesse à l'heure de la Covid-19 Les **questions en bleu** sont destinées exclusivement à l'échantillon principal de jeunes, tandis que les **questions en noir** sont destinées à l'ensemble des cibles : échantillon principal de jeunes, échantillon miroir de parents et échantillon miroir de boomers.

A – Votre vie personnelle

1 – Vous êtes... ?

- Un homme
- Une femme

1bis – Et vous vous considérez comme... ?

- Un homme
- Une femme
- Une autre identité de genre

2 – Quelle est votre date de naissance ? _____

3 – Actuellement, exercez-vous une activité professionnelle ?

- Oui
- Non

[Aux personnes n'exerçant pas une activité professionnelle]

4 – Vous êtes actuellement... ?

- À la recherche d'un nouvel emploi (vous avez déjà travaillé)
- À la recherche d'un premier emploi (vous n'avez jamais travaillé)
- Scolarisé(e) dans l'enseignement secondaire : collège, lycée
- Étudiant(e) dans l'enseignement supérieur : université, BTS, etc.
- En Service civique
- Homme ou femme au foyer

- En situation d'invalidité
- Retraité
- Autre situation

[Aux personnes ayant déjà exercé une activité professionnelle]

5 – *[Aux personnes exerçant actuellement une activité]* Quelle activité professionnelle exercez-vous actuellement ?

[Aux personnes à la recherche d'un nouvel emploi] Quelle est la dernière activité professionnelle que vous avez exercée ?

- Agriculteur exploitant
- Artisan, commerçant et assimilé, chef d'entreprise
- Profession libérale et assimilée
- Cadre d'entreprise, cadre de la fonction publique, profession intellectuelle et artistique supérieure
- Profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, professeur des écoles, instituteur, infirmier, éducateur...)
- Employé
- Ouvrier

[Aux personnes ayant déjà exercé une activité professionnelle]

6 – *[Aux personnes exerçant actuellement une activité]* Vous exercez actuellement comme... ?

[Aux personnes à la recherche d'un nouvel emploi] Votre dernière activité était comme... ?

- Salarié(e) de la fonction publique
- Salarié(e) d'une entreprise publique (EDF, La Poste, SNCF, etc.)
- Salarié(e) d'une entreprise privée
- Indépendant ou à votre compte
- En formation ou en apprentissage
- En stage

[Aux personnes ayant déjà exercé une activité professionnelle]

7 – *[Aux personnes exerçant actuellement une activité]* Vous disposez actuellement... ?

[Aux personnes à la recherche d'un nouvel emploi] Lors de votre dernière activité, vous disposiez... ?

- D'un CDI
- D'un CDD

- D'un emploi d'intérim
- D'un autre type d'emploi temporaire (contrat aidé, contrat saisonnier, job d'étudiant...)
- D'un emploi de travailleur indépendant, ou d'un emploi que vous exercez à votre compte
- D'un autre type d'emploi

8 – *Vivez-vous chez vos parents ou un membre de votre famille ?*

- Oui toute la semaine
- Oui, une partie du temps
- Non

9 – De façon générale, diriez-vous que les choses sont faciles ou difficiles pour vous concernant... ? Très faciles, plutôt faciles, plutôt difficiles, très difficiles, Vous n'êtes pas concerné(e)

- Vos études passées (si vous avez terminé vos études) ou actuelles (si vous êtes toujours en cours d'étude)
- Le travail (si vous travaillez ou si vous cherchez un emploi)
- L'argent
- Le logement
- Les déplacements quotidiens, les transports
- La possibilité de sortir, de voir des amis, de faire la fête
- La pratique du sport ou de vos loisirs préférés
- L'accès aux services publics (poste, services administratifs...) ou aux commerces
- Les rapports avec vos parents
- Les relations avec vos amis
- Les relations avec vos voisins et les gens de votre quartier
- Les relations amoureuses

10 – *Dans votre vie quotidienne, avez-vous le sentiment que vos parents vous aident... ? Trop, pas assez, juste ce qu'il faut*

11 – *Selon vous, ce que vous avez appris au cours de vos études vous sera-t-il utile ou pas utile dans votre vie future ? Très utile, plutôt utile, plutôt pas utile, pas du tout utile*

12 – *Quand vous repensez à votre orientation au cours de vos études (à partir du collège), diriez-vous que votre orientation a été bonne ou mauvaise ? Très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise, très mauvaise*

[Aux jeunes ayant fréquenté le lycée]

13 – Quand vous pensez à vos années de lycée, pouvez-vous dire si les qualificatifs suivants s'appliquent bien ou mal, dans l'ensemble, aux professeurs que vous avez eus ? très bien, plutôt bien, plutôt mal, très mal

- Aimant leur métier
- Clairs, faciles à comprendre
- Aidant ceux qui ont des difficultés
- Justes dans leur notation et leurs appréciations

14 – Classez les éléments suivants de 1 à 4 selon le niveau de protection que cela offre contre le risque d'être au chômage : 1 est ce qui protège le mieux contre le chômage, 4 est ce qui protège le moins bien contre le chômage.

- Avoir un bon diplôme
- Avoir accès au réseau professionnel de ses parents
- S'être orienté(e) vers un secteur d'activité en croissance, qui recrute
- Être compétent(e) dans son métier

15 – [Aux personnes n'étant pas à la recherche d'un emploi uniquement] Imaginez que vous soyez à la recherche d'un emploi.

[à tous] Si vous aviez à choisir entre ces différents types d'emploi, lequel choisiriez-vous en premier ?

- Un emploi avec un bon salaire
- Un emploi sûr sans risque de chômage
- Un emploi dans un domaine qui me passionne
- Un emploi avec beaucoup de temps libre
- Un emploi où l'on peut travailler avec des gens que l'on apprécie
- Un emploi dans une entreprise socialement responsable et attentive aux questions d'environnement
- Un emploi qui vous permette de choisir où vous vivez
- Un emploi où on vous fait confiance en vous donnant des responsabilités

16 – Personnellement, à quel point vous vous sentez attaché(e) à... ? Très attaché(e), plutôt attaché(e), plutôt pas attaché(e), pas attaché(e) du tout

- Votre quartier
- Votre ville ou votre village
- Votre région
- La France
- L'Europe

17 – Dans l'avenir, avez-vous envie de continuer à vivre dans la région où vous vivez aujourd'hui, ou d'aller vivre ailleurs ?

- Continuer à vivre dans la région où vous vivez actuellement
- Vivre dans une autre région
- Aller vivre à l'étranger

18 – Et préférez-vous aller vivre à la campagne ou en ville ?

- Dans la campagne en pleine nature
- Dans un village
- Dans une ville moyenne
- Dans une grande ville de province
- Dans l'agglomération parisienne

19 – Concernant l'avenir de la société française, diriez-vous que vous êtes : très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste, très pessimiste

20 – Personnellement, diriez-vous que vous êtes... ? Très heureux(-se), plutôt heureux(-se), plutôt pas heureux(-se), pas heureux du tout

B – Les engagements, le rapport à la politique et à la démocratie

21 – Selon vous, chacun des sujets suivants devrait-il constituer un sujet important ou pas important ? Très important, plutôt important, plutôt pas important, pas du tout important,

- Les questions liées à l'environnement, au climat, à l'écologie
- Les inégalités
- Le racisme
- La place de la religion et de la laïcité dans la société
- Les violences que subissent les femmes
- Les violences entre jeunes
- Le terrorisme
- Les questions liées au genre
- Les droits LGBT
- La faim dans le monde

22 – Êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante : « la politique, ce sont des choses trop compliquées, il faut être un spécialiste pour les comprendre » ? Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord

23 – Savez-vous qui est le Maire de votre commune ? Oui et vous en êtes sûr(e), oui vous pensez savoir mais vous n'en êtes pas sûr(e), non

24 – De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le/la plus proche ?

- C'est utile de voter car c'est par les élections qu'on peut faire évoluer les choses
- Voter ne sert pas à grand-chose car les responsables politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple

25 – Vos opinions vous semblent-elles bien ou mal représentées par les députés qui siègent à l'Assemblée nationale ? Très bien représentées, plutôt bien représentées, plutôt mal représentées, très mal représentées

26 – Diriez-vous qu'en règle générale, les élu(e)s et les dirigeant(e)s politiques français sont plutôt honnêtes ou plutôt corrompu(e)s ?

27 – Sur une échelle politique allant de l'extrême-gauche (position 1) à l'extrême-droite (position 10) comment vous positionneriez-vous ?

- 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
- Vous n'avez pas d'idée assez précise pour vous positionner

28 – Parmi les formations politiques suivantes, quelle est celle dont vous vous sentez le/la plus proche ?

- Le Parti socialiste
- Les Républicains
- La République en marche
- Le Rassemblement national (ex-Front National)
- La France insoumise
- Europe écologie les verts
- Une autre formation politique
- Vous ne vous sentez proche d'aucune formation politique
- Vous ne connaissez pas assez ces formations politiques pour avoir une opinion

29 – Dans quelle mesure est-il important pour vous de vivre dans un pays qui est gouverné démocratiquement, c'est-à-dire un pays où les individus choisissent leurs dirigeants lors d'élections libres ? Sur cette échelle 1 signifie « pas du tout important » et 10 « absolument important ». Quelle est votre position ?

30 – Quelle est votre opinion au sujet du mouvement des Gilets jaunes ?

- Vous y avez personnellement participé
- Vous n'y avez pas participé, mais vous l'approuvez

- Vous n'y avez pas participé et vous le désapprouvez
- Vous n'y avez pas participé et cela vous laisse indifférent(e)
- Vous n'en avez pas entendu parler

31 – Avez-vous déjà fait partie d'une association, d'un mouvement ou d'un parti ? Oui et vous en faites encore partie aujourd'hui, oui mais vous n'en faites plus partie aujourd'hui, non

- Dans le domaine du sport, des loisirs ou de la culture
- Dans des mouvements humanitaires, pour les réseaux des causes (racisme, environnement, droit des animaux, consommation, etc.) ou pour mener des actions de solidarité
- Dans des mouvements politiques ou syndicaux
- Dans des mouvements religieux

32 – Au cours des douze derniers mois, vous est-il arrivé(e) en tant que bénévole de travailler sans être rémunéré(e) ou de rendre des services dans le cadre d'une association ou d'un autre organisme (que vous en soyez membre ou non) ? Oui, non

33 – Pour défendre vos idées, seriez-vous prêt(e) à... ? oui tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout

- Participer à une manifestation
- Partager du contenu sur les réseaux sociaux : relayer un hashtag, reposter un contenu, etc.
- Signer une pétition

34 – Pour lutter contre le réchauffement climatique, vous personnellement seriez-vous prêt(e) à... ? oui tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout

- Réduire votre consommation de viande
- Renoncer à un téléphone 5G
- Ne plus prendre l'avion
- Renoncer à circuler en voiture
- Gagner moins d'argent si l'économie ralentit pour préserver l'environnement
- Ne pas avoir d'enfant pour ne pas augmenter la population mondiale

C – L'avenir et le rapport à la société

35 – Pour vous informer sur l'évolution de la société, à quelle source d'information faites-vous le plus confiance ?

- Aux enseignants

- À votre famille
- Aux réseaux sociaux ou à des blogs sur internet
- À la télévision ou à la radio
- Aux journaux, sur papier ou sur internet
- À des livres ou des documents
- Aux échanges et discussions avec vos amis
- À des personnalités ou des organisations religieuses
- À des personnalités ou des organisations politiques
- Rien de tout cela

36 – Voici différentes affirmations possibles : laquelle se rapproche le plus de votre opinion ?

- La société doit être changée radicalement par une action révolutionnaire
- La société doit être améliorée progressivement par des réformes
- La société doit être protégée contre les changements

37 – Êtes-vous favorable ou opposé(e) aux mesures suivantes ? Tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e), tout à fait opposé(e)

- Arrêter complètement l'immigration
- Taxer fortement les importations venant de pays étrangers
- Interdire les délocalisations d'emploi vers l'étranger
- Sortir de l'Union européenne

38 – Trouvez-vous justifié ou non que certaines personnes usent de la violence pour protester, exprimer leur colère, ou défendre leurs idées ?

- Tout à fait justifié
- Plutôt justifié
- Plutôt pas justifié
- Pas du tout justifié

39 – Chacune des choses suivantes est-elle selon vous, acceptable, pas acceptable mais compréhensible, ou jamais acceptable dans la société actuelle ?

- Bloquer la circulation pour faire entendre des revendications
- S'affronter à la police
- Se battre avec d'autres manifestants
- S'affronter à des élus pour protester
- Pénétrer de force dans un ministère ou une préfecture pour interpellé directement un représentant de l'État
- Dégrader des commerces au cours de manifestations
- Provoquer des dégâts dans l'espace public (monument, abribus, lampadaires, radars...)

- Brûler des voitures ou des deux-roues
- Insulter le président de la République
- Dégrader des agences bancaires
- Dégrader des établissements publics (Poste, écoles, perceptions d'impôts...)

40 – À votre avis, est-il très grave, plutôt grave, plutôt pas grave ou pas grave du tout, de faire les choses suivantes ?

- Insulter quelqu'un dans la rue
- Se moquer de façon anonyme de quelqu'un sur les réseaux sociaux
- « Faire un doigt d'honneur à » quelqu'un en conduisant
- Donner une gifle à son enfant lorsqu'il refuse d'obéir
- Bousculer son conjoint/sa conjointe lors d'une dispute
- Voler son portable à quelqu'un
- Injurier quelqu'un en raison de son origine ou de sa couleur de peau
- Injurier une femme dans un lieu public
- Injurier un couple d'homosexuels dans la rue

41 – Vous-mêmes, avez-vous déjà été victime de violences ou d'agressions... ?

- Oui, non
- Verbales
 - Physiques
 - Sexuelles

42 – Pour chacune des choses suivantes, dites-moi si, selon vous, cela peut toujours s'admettre, cela ne peut jamais s'admettre ou si c'est entre les deux ?

- Ne pas payer son billet de train
- Conduire sans permis et sans assurance
- Toucher des indemnités, des aides publiques auxquelles on n'a pas droit
- Tricher à un examen
- Refuser un contrôle d'identité demandé par les forces de l'ordre

43 – À quelle fréquence diriez-vous que vous êtes contrôlé(e) par la police ?

Souvent, parfois, rarement, jamais

44 – De façon générale, diriez-vous que les contrôles de police sont... ? Excessifs, insuffisants, juste comme il faut

45 – De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

- Les hommes et les femmes auront toujours des points de vue et des façons d'être différents du fait de leur sexe

- Toutes les différences entre hommes et femmes sont artificielles et uniquement produites par la société
- 46 – Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : « les sociétés qui ont un passé colonial, comme la France, ont été et demeureront racistes » ? Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord
- 47 – D'une manière générale, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres
- On peut faire confiance à la plupart des gens
 - On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres

D – La santé et la Covid-19

- 48 – Dans l'ensemble, comment décririez-vous votre état de santé en ce moment ? Diriez-vous qu'il est...très bon, plutôt bon, moyen, plutôt mauvais, très mauvais
- 49 – Au cours des douze derniers mois, vous est-il arrivé de renoncer à des soins ? oui, non
- 50 – Durant le confinement, vous êtes-vous senti(e) ... ? En permanence, souvent, quelques fois, rarement, jamais
- Nerveux
 - Triste et abattu(e)
 - Calme et détendu(e)
 - Heureux(-se)
 - Tellement découragé(e) que rien ne pouvait vous remonter le moral
- 51 – Pendant la période de confinement liée à la Covid-19 et dans les mois qui ont suivi, vous est-il arrivé(e) de ressentir les choses suivantes (cochez toutes les réponses qui s'appliquent à votre cas) :
- Le besoin de vous confier à quelqu'un, d'être écouté(e)
 - Le sentiment d'être isolé(e)
 - Le sentiment d'avoir perdu le contrôle de votre vie
 - Un deuil suite à la perte d'un proche (ami, famille) à cause du Covid
 - Des troubles du sommeil
 - Des troubles alimentaires

- 52 – Avez-vous déjà été contrôlé positif à la Covid-19 ?
- Oui, avec des symptômes légers
 - Oui, avec des symptômes sérieux mais sans hospitalisation
 - Oui, avec des formes graves ayant nécessité une hospitalisation
 - Non

53 – Et autour de vous, dans votre famille, parmi vos proches ou vos amis, y a-t-il des personnes qui ont contracté la Covid-19 ? oui non

- 54 – Dans l'ensemble, avez-vous respecté chacune des consignes sanitaires suivantes ? Oui tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout
- Le port du masque dans la rue et les lieux publics
 - Le lavage régulier des mains
 - La distanciation physique
 - Le confinement
 - Le couvre-feu

54bis – Êtes-vous vacciné(e) contre la Covid-19 ? Oui, vous êtes totalement vacciné(e) contre le Covid (vous avez reçu 2 doses, ou 1 seule dose si cela suffisait dans votre situation) / Oui, vous êtes partiellement vacciné(e) contre le Covid (vous n'avez reçu qu'1 dose sur 2) / Non, vous n'êtes pas vacciné(e) contre le Covid

- 54ter – Quelle est votre opinion au sujet des manifestations d'opposition aux mesures sanitaires du gouvernement ?
- Vous y avez personnellement participé
 - Vous n'y avez pas participé, mais vous les approuvez
 - Vous n'y avez pas participé et vous les désapprouvez
 - Vous n'y avez pas participé et cela vous laisse indifférent(e)
 - Vous n'en avez pas entendu parler

- 55 – Mis à part votre état de santé, la crise sanitaire (le Coronavirus) a-t-elle eu un impact sur votre vie dans les domaines suivants ? Un impact surtout négatif, un impact surtout positif, pas d'impact
- Sur vos relations familiales
 - Sur vos relations amicales
 - Sur vos relations amoureuses
 - Sur vos études ou sur votre travail
 - Sur vos revenus
 - Sur votre moral

- Sur votre vision du monde

E – Pour finir, quelques questions sur votre situation et celle de votre famille

56 – Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu, ou celui que vous visez si vous êtes toujours en cours d'étude ?

- Le brevet des collèges ou moins
- Un CAP ou un BEP
- Un bac général
- Un bac professionnel ou un diplôme équivalent
- Un diplôme de niveau bac +2
- Un diplôme de niveau licence (bac +3), master ou plus

57 – Avez-vous déjà redoublé une classe au cours de votre scolarité ?

- Oui
- Non

[Aux personnes vivant au moins en partie en-dehors de chez leurs parents]

58 – Dans quel type de logement vivez-vous (en dehors de celui de vos parents) ?

- Dans un foyer de jeunes travailleurs, un internat, une Cité-Universitaire ou une résidence pour étudiants
- Dans un logement payé intégralement par vous-même
- Dans un logement payé pour tout ou partie par vos parents, ou dans un logement appartenant à vos parents
- Autres cas

59 – Êtes-vous en couple ?

- Oui, et vous vivez avec votre partenaire dans le même logement
- Oui, mais vous ne vivez pas dans le même logement
- Non

60 – Avez-vous des enfants à votre charge ?

- Oui, un enfant
- Oui, deux enfants
- Oui, trois enfants ou plus
- Non

61 – Actuellement, touchez-vous un des types de revenu social ou d'allocation suivants (oui/non) ?

- Une bourse d'étude
- Une allocation logement
- Une allocation chômage
- Le RSA
- Des allocations familiales
- Un autre type d'aide sociale

62 – Les personnes que vous considérez comme vos parents sont-elles... ?

- Un homme et une femme
- Deux personnes de même sexe

63 – *[Aux personnes ayant un père et une mère]* Dans quelle catégorie socioprofessionnelle se situe votre père ?

[Aux personnes ayant deux parents de même sexe] Dans quelle catégorie socioprofessionnelle se situe votre parent le/la plus âgé(e) ?

S'il/elle est à la recherche d'un emploi et qu'il/elle a déjà travaillé, sélectionnez la dernière profession qu'il/elle a exercée.

S'il/elle est décédé(e), sélectionnez sa dernière situation avant son décès.

- Agriculteur exploitant
- Artisan, commerçant et assimilé, chef d'entreprise
- Profession libérale et assimilée
- Cadre d'entreprise, cadre de la fonction publique, profession intellectuelle et artistique supérieure
- Profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, professeur des écoles, instituteur, infirmier, éducateur...)
- Employé
- Ouvrier
- Femme, homme au foyer
- Élève, étudiant
- Retraité
- En recherche d'un premier emploi
- Autre, sans activité professionnelle

64 – *[Aux personnes ayant un père et une mère]* Dans quelle catégorie socioprofessionnelle se situe votre mère ?

[Aux personnes ayant deux parents de même sexe] Dans quelle catégorie socioprofessionnelle se situe votre parent le/la plus jeune ?

S'il/elle est à la recherche d'un emploi et qu'il/elle a déjà travaillé, sélectionnez la dernière profession qu'il/elle a exercée.

S'il/elle est décédé(e), sélectionnez sa dernière situation avant son décès.

- Agriculteur exploitant
- Artisan, commerçant et assimilé, chef d'entreprise
- Profession libérale et assimilée
- Cadre d'entreprise, cadre de la fonction publique, profession intellectuelle et artistique supérieure
- Profession intermédiaire (technicien, contremaître, agent de maîtrise, professeur des écoles, instituteur, infirmier, éducateur...)
- Employé
- Ouvrier
- Femme, homme au foyer
- Élève, étudiant
- Retraité
- En recherche d'un premier emploi
- Autre, sans activité professionnelle

65 – Votre père et votre mère ont-ils obtenu le baccalauréat? (une réponse par colonne)

	Votre père / Votre parent le plus âgé	Votre mère / Votre parent le plus jeune
Oui		
Non		

66 – Actuellement, diriez-vous que financièrement vos parents ?

- Ne peuvent pas y arriver sans faire de dettes
- Y arrivent difficilement
- C'est juste, ils doivent faire attention
- Ça va
- Sont plutôt à l'aise
- Sont vraiment à l'aise

67 – (Aux jeunes) Et vous-même financièrement ?

(Aux parents et boomers) Actuellement, diriez-vous que financièrement... ?

- Vous ne pouvez y arriver sans faire de dettes
- Vous y arrivez difficilement
- C'est juste, vous devez faire attention
- Ça va
- Vous êtes plutôt à l'aise
- Vous êtes vraiment à l'aise

68 – En dehors des journaux, revues, magazines et livres scolaires, combien de livres y-a-t-il chez vos parents ?

- Aucun
- Entre 1 et 30
- Entre 31 et moins de 100
- Entre 100 et moins de 200
- Plus de 200

69 – Avez-vous à votre domicile, accès à une liaison internet de bonne qualité ?

- Oui, de bonne qualité
- Oui, de qualité moyenne ou médiocre
- Non vous n'avez pas de liaison internet à votre domicile

70 – Vos parents sont-ils membres d'une ou plusieurs associations (sportives, humanitaires, politiques, religieuses, culturelles, de loisirs...)? (oui/non)

71 – Dans quel pays vous et vos parents êtes-vous nés ? (une réponse par colonne)

	Vous	Votre père / Votre parent le plus âgé	Votre mère / Votre parent le plus jeune
France Métropole			
France DOM TOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, etc.)			
Espagne			
Italie			
Portugal			
Autre pays d'Europe			
Algérie			
Maroc			
Tunisie			
Autre pays d'Afrique			
Turquie			
Un pays d'Asie			
Autre pays			
Vous ne savez pas			
Vous ne souhaitez pas le dire			

72 – Quelle est votre religion si vous en avez une ?

- Catholique
- Protestante
- Musulmane
- Juive
- Une autre religion
- Sans religion

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient chaleureusement les membres du comité scientifique pour leur collaboration, leurs remarques et leurs suggestions tout au long de l'élaboration du travail.

Composition du comité scientifique :

- **Béatrice Angrand**, présidente de l'Agence du service civique
- **Julie Benetti**, rectrice, Académie de Corse
- **Salomé Berlioux**, fondatrice et directrice générale, Chemins d'avenirs
- **Jean-Benoît Dujol**, ancien délégué interministériel à la jeunesse
- **Marion Leboyer**, Université Paris Est Créteil, AP-HP, Inserm, Fondation FondaMental
- **Bertrand Martinot**, économiste et directeur du conseil en formation et développement des compétences, Siaci, Saint-Honoré
- **Catherine Moisan**, ancienne directrice de la DEPP pour les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur
- **Anne Muxel**, directrice de recherche en sociologie et en science politique, CNRS, (CEVIPOF/sciences Po)
- **Olivier Noblecourt**, ancien délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, ministère des Solidarités et de la Santé
- **Marie-Christine Nizzi**, directrice scientifique, Université de Harvard
- **Martine Segalen**, ethnologue, professeur émérite, Université Paris Ouest-Nanterre, La Défense
- **Gilles Vermot-Desroches**, président de la commission jeunesse au MEDEF et *Corporate Citizenship Senior VP* chez Schneider Electric

Ainsi que les membres de l'équipe de l'institut de sondage Harris interactive :

- **Jean-Daniel Levy**, directeur délégué, Harris Interactive
- **Gaspard Lancrey-Javal**, ancien directeur d'études au département Politique-Opinion
- **Julien Potereau**, directeur d'études au département Politique-Opinion

Et :

- **Maximilien Chaperon**, assistant chargé d'études, Institut Montaigne
- **Sophie Conrad**, responsable du Pôle politiques publiques, Institut Montaigne
- **Baptiste Larseneur**, chargé de projets, Institut Montaigne
- **Léo Michel-Wackermann**, assistant chargé d'études, Institut Montaigne

**Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent
ni les personnes précédemment citées
ni les institutions qu'elles représentent.**

LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE

- Aviation décarbonée : embarquement immédiat (janvier 2022)
- Cinq ans pour faire progresser la France des ETI (janvier 2022)
- 2022-2027 : quelles perspectives pour les finances publiques? (janvier 2022)
- Santé 2022 : tout un programme (janvier 2022)
- China Trends #11 – Une ouverture à la carte : les investissements directs étrangers en Chine (décembre 2021)
- Transports du quotidien : en route vers le sans carbone! (décembre 2021)
- La présidence française de l'Union européenne à la loupe (décembre 2021)
- Europe-Inde : quelles ambitions face à la Chine? (décembre 2021)
- Réinvestir le secteur bancaire européen (novembre 2021)
- Une France convalescente, une France du « proche » Baromètre des Territoires 2021 (novembre 2021)
- China Trends n° 10 – Comment l'intelligence artificielle transformera la Chine (novembre 2021)
- Prix Interne du Carbone : une solution qui tombe à PIC pour les entreprises? (novembre 2021)
- En campagne pour l'agriculture de demain (octobre 2021)
- La France dans le bouleversement du monde (octobre 2021)
- Automobile : feu vert pour une industrie durable (octobre 2021)
- Innovation française : nos incroyables talents (octobre 2021)
- Parcours patient : parcours du combattant? (septembre 2021)
- Europe : agir ensemble pour la décarbonation (septembre 2021)
- Quelle Allemagne après Merkel? (septembre 2021)
- Quinquennat Macron : le grand décryptage (août 2021)
- China Trends n° 9 – Une Chine décarbonée est-elle possible? (juillet 2021)
- Villes : à vos données! (juillet 2021)
- Vu de Pékin : le rebond de l'économie chinoise (juin 2021)
- Régions : le renouveau de l'action publique? (juin 2021)
- La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe (mai 2021)
- Bien-vieillir : faire mûrir nos ambitions (mai 2021)
- Relance en Afrique : quel rôle pour les entreprises (mai 2021)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux en Entreprise (mai 2021)
- Fintech chinoise : l'heure de la reprise en main (avril 2021)
- Enseignement supérieur et recherche : il est temps d'agir! (avril 2021)
- Filière santé : gagnons la course à l'innovation (mars 2021)
- Rééquilibrer le développement de nos territoires (mars 2021)
- China Trends n° 8 – L'armée chinoise en Asie : puissance et coercition (février 2021)
- Repenser la défense face aux crises du 21^e siècle (février 2021)
- Les militants du djihad (janvier 2021)

- Compétitivité de la vallée de la Seine : comment redresser la barre ? (janvier 2021)
- Semi-conducteurs : la quête de la Chine (janvier 2021)
- Vaccination en France : l'enjeu de la confiance (décembre 2020)
- Santé mentale : faire face à la crise (décembre 2020)
- Construire la métropole Aix-Marseille-Provence de 2030 (novembre 2020)
- Allemagne-France : pour une politique européenne commune à l'égard de la Chine (novembre 2020)
- Plan de relance : répondre à l'urgence économique (novembre 2020)
- Réformer les retraites en temps de crise (octobre 2020)
- Les quartiers pauvres ont un avenir (octobre 2020)
- Trump ou Biden – comment reconstruire la relation transatlantique ? (octobre 2020)
- Le capitalisme responsable : une chance pour l'Europe (septembre 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : neuf idées efficaces en faveur de l'emploi (septembre 2020)
- Un virus clarificateur L'impact du Covid-19 sur la politique étrangère de la France (juin 2020)
- Les entreprises françaises en Afrique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Transatlantic Trends 2020 (juillet 2020)
- Europe's Pushback on China (juin 2020)
- E-santé : augmentons la dose! (juin 2020)
- Dividende carbone : une carte à jouer pour l'Europe (juin 2020)
- L'action publique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Seine-Saint-Denis : les batailles de l'emploi et de l'insertion (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : relançons l'investissement (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail (mai 2020)
- Internet : le péril jeune ? (avril 2020)
- Covid-19 : l'Asie orientale face à la pandémie (avril 2020)
- Algorithmes : contrôle des biais S.V.P. (mars 2020)
- Retraites : pour un régime équilibré (mars 2020)
- Espace : le réveil de l'Europe ? (février 2020)
- Données personnelles : comment gagner la bataille ? (décembre 2019)
- Transition énergétique : faisons jouer nos réseaux (décembre 2019)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux Entreprise 2019 (novembre 2019)
- Taxes de production : préservons les entreprises dans les territoires (octobre 2019)
- Médicaments innovants : prévenir pour mieux guérir (septembre 2019)
- Rénovation énergétique : chantier accessible à tous (juillet 2019)
- Agir pour la parité : performance à la clé (juillet 2019)
- Pour réussir la transition énergétique (juin 2019)
- Europe-Afrique : partenaires particuliers (juin 2019)
- Media polarization « à la française » ? Comparing the French and American ecosystems (mai 2019)

- L'Europe et la 5G : le cas Huawei (partie 2, mai 2019)
- L'Europe et la 5G : passons la cinquième ! (partie 1, mai 2019)
- Système de santé : soyez consultés ! (avril 2019)
- Travailleurs des plateformes : liberté oui, protection aussi (avril 2019)
- Action publique : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple (mars 2019)
- La France en morceaux : baromètre des Territoires 2019 (février 2019)
- Énergie solaire en Afrique : un avenir rayonnant ? (février 2019)
- IA et emploi en santé : quoi de neuf docteur ? (janvier 2019)
- Cybermenace : avis de tempête (novembre 2018)
- Partenariat franco-britannique de défense et de sécurité : améliorer notre coopération (novembre 2018)
- Sauver le droit d'asile (octobre 2018)
- Industrie du futur, prêts, partez ! (septembre 2018)
- La fabrique de l'islamisme (septembre 2018)
- Protection sociale : une mise à jour vitale (mars 2018)
- Innovation en santé : soignons nos talents (mars 2018)
- Travail en prison : préparer (vraiment) l'après (février 2018)
- ETI : taille intermédiaire, gros potentiel (janvier 2018)
- Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout ! (janvier 2018)
- Espace : l'Europe contre-attaque ? (décembre 2017)
- Justice : faites entrer le numérique (novembre 2017)
- Apprentissage : les trois clés d'une véritable transformation (octobre 2017)
- Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui ? (septembre 2017)
- Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France (août 2017)
- Enseignement supérieur et numérique : connectez-vous ! (juin 2017)
- Syrie : en finir avec une guerre sans fin (juin 2017)
- Énergie : priorité au climat ! (juin 2017)
- Quelle place pour la voiture demain ? (mai 2017)
- Sécurité nationale : quels moyens pour quelles priorités ? (avril 2017)
- Tourisme en France : cliquez ici pour rafraîchir (mars 2017)
- L'Europe dont nous avons besoin (mars 2017)
- Dernière chance pour le paritarisme de gestion (mars 2017)
- L'impossible État actionnaire ? (janvier 2017)
- Un capital emploi formation pour tous (janvier 2017)
- Économie circulaire, réconcilier croissance et environnement (novembre 2016)
- Traité transatlantique : pourquoi persévérer (octobre 2016)
- Un islam français est possible (septembre 2016)
- Refonder la sécurité nationale (septembre 2016)
- Brexain ou Brexit : Europe, prépare ton avenir ! (juin 2016)
- Réanimer le système de santé - Propositions pour 2017 (juin 2016)

- Nucléaire : l'heure des choix (juin 2016)
- Un autre droit du travail est possible (mai 2016)
- Les primaires pour les Nuls (avril 2016)
- Le numérique pour réussir dès l'école primaire (mars 2016)
- Retraites : pour une réforme durable (février 2016)
- Décentralisation : sortons de la confusion / Repenser l'action publique dans les territoires (janvier 2016)
- Terreur dans l'Hexagone (décembre 2015)
- Climat et entreprises : de la mobilisation à l'action / Sept propositions pour préparer l'après-COP21 (novembre 2015)
- Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité (octobre 2015)
- Pour en finir avec le chômage (septembre 2015)
- Sauver le dialogue social (septembre 2015)
- Politique du logement : faire sauter les verrous (juillet 2015)
- Faire du bien vieillir un projet de société (juin 2015)
- Dépense publique : le temps de l'action (mai 2015)
- Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes (mai 2015)
- Big Data et objets connectés. Faire de la France un champion de la révolution numérique (avril 2015)
- Université : pour une nouvelle ambition (avril 2015)
- Rallumer la télévision : 10 propositions pour faire rayonner l'audiovisuel français (février 2015)
- Marché du travail : la grande fracture (février 2015)
- Concilier efficacité économique et démocratie : l'exemple mutualiste (décembre 2014)
- Résidences Seniors : une alternative à développer (décembre 2014)
- Business schools : rester des champions dans la compétition internationale (novembre 2014)
- Prévention des maladies psychiatriques : pour en finir avec le retard français (octobre 2014)
- Temps de travail : mettre fin aux blocages (octobre 2014)
- Réforme de la formation professionnelle : entre avancées, occasions manquées et pari financier (septembre 2014)
- Dix ans de politiques de diversité : quel bilan? (septembre 2014)
- Et la confiance, bordel? (août 2014)
- Gaz de schiste : comment avancer (juillet 2014)
- Pour une véritable politique publique du renseignement (juillet 2014)
- Rester le leader mondial du tourisme, un enjeu vital pour la France (juin 2014)
- 1 151 milliards d'euros de dépenses publiques : quels résultats? (février 2014)
- Comment renforcer l'Europe politique (janvier 2014)
- Améliorer l'équité et l'efficacité de l'assurance-chômage (décembre 2013)
- Santé : faire le pari de l'innovation (décembre 2013)
- Afrique-France : mettre en œuvre le co-développement Contribution au XXVI^e sommet Afrique-France (décembre 2013)

- Chômage : inverser la courbe (octobre 2013)
- Mettre la fiscalité au service de la croissance (septembre 2013)
- Vive le long terme! Les entreprises familiales au service de la croissance et de l'emploi (septembre 2013)
- Habitat : pour une transition énergétique ambitieuse (septembre 2013)
- Commerce extérieur : refuser le déclin
Propositions pour renforcer notre présence dans les échanges internationaux (juillet 2013)
- Pour des logements sobres en consommation d'énergie (juillet 2013)
- 10 propositions pour refonder le patronat (juin 2013)
- Accès aux soins : en finir avec la fracture territoriale (mai 2013)
- Nouvelle réglementation européenne des agences de notation : quels bénéfices attendre? (avril 2013)
- Remettre la formation professionnelle au service de l'emploi et de la compétitivité (mars 2013)
- Faire vivre la promesse laïque (mars 2013)
- Pour un « New Deal » numérique (février 2013)
- Intérêt général : que peut l'entreprise? (janvier 2013)
- Redonner sens et efficacité à la dépense publique 15 propositions pour 60 milliards d'économies (décembre 2012)
- Les juges et l'économie : une défiance française? (décembre 2012)
- Restaurer la compétitivité de l'économie française (novembre 2012)
- Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité (novembre 2012)
- Réformer la mise en examen Un impératif pour renforcer l'État de droit (novembre 2012)
- Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle? (novembre 2012)
- Comment concilier régulation financière et croissance : 20 propositions (novembre 2012)
- Taxe professionnelle et finances locales : premier pas vers une réforme globale? (septembre 2012)
- Remettre la notation financière à sa juste place (juillet 2012)
- Réformer par temps de crise (mai 2012)
- Insatisfaction au travail : sortir de l'exception française (avril 2012)
- Vademecum 2007 – 2012 : Objectif Croissance (mars 2012)
- Financement des entreprises : propositions pour la présidentielle (mars 2012)
- Une fiscalité au service de la « social compétitivité » (mars 2012)
- La France au miroir de l'Italie (février 2012)
- Pour des réseaux électriques intelligents (février 2012)
- Un CDI pour tous (novembre 2011)
- Repenser la politique familiale (octobre 2011)
- Formation professionnelle : pour en finir avec les réformes inabouties (octobre 2011)
- Banlieue de la République (septembre 2011)
- De la naissance à la croissance : comment développer nos PME (juin 2011)
- Reconstruire le dialogue social (juin 2011)

- Adapter la formation des ingénieurs à la mondialisation (février 2011)
- « Vous avez le droit de garder le silence... » Comment réformer la garde à vue (décembre 2010)
- Gone for Good? Partis pour de bon?
Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis (novembre 2010)
- 15 propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors (septembre 2010)
- Afrique - France. Réinventer le co-développement (juin 2010)
- Vaincre l'échec à l'école primaire (avril 2010)
- Pour un Eurobond. Une stratégie coordonnée pour sortir de la crise (février 2010)
- Réforme des retraites : vers un big-bang? (mai 2009)
- Mesurer la qualité des soins (février 2009)
- Ouvrir la politique à la diversité (janvier 2009)
- Engager le citoyen dans la vie associative (novembre 2008)
- Comment rendre la prison (enfin) utile (septembre 2008)
- Infrastructures de transport : lesquelles bâtir, comment les choisir? (juillet 2008)
- HLM, parc privé. Deux pistes pour que tous aient un toit (juin 2008)
- Comment communiquer la réforme (mai 2008)
- Après le Japon, la France...
Faire du vieillissement un moteur de croissance (décembre 2007)
- Au nom de l'Islam... Quel dialogue avec les minorités musulmanes en Europe? (septembre 2007)
- L'exemple inattendu des Vets – Comment ressusciter un système public de santé (juin 2007)
- Vademecum 2007-2012 – Moderniser la France (mai 2007)
- Après Erasmus, Amicus. Pour un service civique universel européen (avril 2007)
- Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne? (mars 2007)
- Sortir de l'immobilité sociale à la française (novembre 2006)
- Avoir des leaders dans la compétition universitaire mondiale (octobre 2006)
- Comment sauver la presse quotidienne d'information (août 2006)
- Pourquoi nos PME ne grandissent pas (juillet 2006)
- Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité (juin 2006)
- TVA, CSG, IR, cotisations... Comment financer la protection sociale (mai 2006)
- Pauvreté, exclusion : ce que peut faire l'entreprise (février 2006)
- Ouvrir les grandes écoles à la diversité (janvier 2006)
- Immobilier de l'État : quoi vendre, pourquoi, comment (décembre 2005)
- 15 pistes (parmi d'autres...) pour moderniser la sphère publique (novembre 2005)
- Ambition pour l'agriculture, libertés pour les agriculteurs (juillet 2005)
- Hôpital : le modèle invisible (juin 2005)
- Un Contrôleur général pour les Finances publiques (février 2005)
- Les oubliés de l'égalité des chances (janvier 2004 - Réédition septembre 2005)

Pour les publications antérieures se référer à notre site internet :

www.institutmontaigne.org



ABB FRANCE
 ABBVIE
 ACCENTURE
 ACCURACY
 ACTIVEO
 ADECCO
 ADEO
 ADIT
 ADVANCY
 AIR FRANCE - KLM
 AIR LIQUIDE
 AIRBUS
 ALLEN & OVERY
 ALLIANZ
 ALVAREZ & MARSAL FRANCE
 AMAZON
 AMBER CAPITAL
 AMUNDI
 ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS
 ARCHERY STRATEGY CONSULTING
 ARCHIMED
 ARDIAN
 ASTRAZENECA
 AUGUST DEBOUY
 AVRIL
 AXA
 BAKER & MCKENZIE
 BEARINGPOINT
 BESSÉ
 BG GROUP
 BNP PARIBAS
 BOLLORE
 BONA FIDÉ
 BOUYGUES
 BROUSSE VERGEZ
 BRUNSWICK
 CANDRIAM
 CAPGEMINI
 CAPITAL GROUP
 CAREIT ASSET ET PROPERTY MANAGEMENT
 CARREFOUR
 CASINO
 CHUBB
 CIS
 CISCO SYSTEMS FRANCE
 CLUB TOP 20
 CMA CGM
 CNP ASSURANCES
 COHEN AMIR-ASLANI

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

INSTITUT MONTAIGNE



COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM
CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT
CORRÈZE & ZAMBÈZE
CRÉDIT AGRICOLE
D'ANGELIN & CO.LTD
DASSAULT SYSTÈMES
DE PARDIEU BROCAS MAFFEI
DOCTOLIB
ECL GROUP
EDENRED
EDF
EDHEC BUSINESS SCHOOL
EDWARDS LIFESCIENCES
ELSAN
ENEDIS
ENGIE
EQT
ESL & NETWORK
EUROGROUP CONSULTING
FIVES
FONCIÈRE INEA
GALILEO GLOBAL EDUCATION
GETLINK
GIDE LOYRETTE NOUEL
GOJOB
GOOGLE
GRAS SAVOYE
GROUPAMA
GROUPE BEL
GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD
GROUPE M6
GROUPE ORANGE
HAMEUR ET CIE
HENNER
HSBC CONTINENTAL EUROPE
IBM FRANCE
IFPASS
ING BANK FRANCE
INKARN
INSTITUT MÉRIEUX
INTERNATIONAL SOS
INTERPARFUMS
INTUITIVE SURGICAL
IONIS EDUCATION GROUP
ISRP
IZIWORK
JEANTET ASSOCIÉS
JOLT CAPITAL
KANTAR

INSTITUT MONTAIGNE



KATALYSE
KEARNEY
KEDGE BUSINESS SCHOOL
KKR
KPMG S.A.
LA BANQUE POSTALE
LA COMPAGNIE FRUITIÈRE
LINEDATA SERVICES
LIVANOVA
L'ORÉAL
LOXAM
LVMH - MOËT-HENNESSY - LOUIS VUITTON
M.CHARRAIRE
MACSF
MAIF
MALAKOFF HUMANIS
MAREMMA
MAZARS
MCKINSEY & COMPANY FRANCE
MÉDIA-PARTICIPATIONS
MEDIOBANCA
MERCER
MERIDIAM
MICHELIN
MICROSOFT FRANCE
MITSUBISHI FRANCE S.A.S
MOELIS & COMPANY
MOODY'S FRANCE
NATIXIS
NESTLÉ
NEXITY
ODDO BHF
OLIVER WYMAN
ONDRA PARTNERS
ONEPOINT
ONET
OPTIGESTION
ORANO
ORTEC GROUP
OWKIN
PAI PARTNERS
PERGAMON
POLYTANE
PRODWARE
PRUDENTIA CAPITAL
PWC FRANCE & MAGHREB
RAISE
RAMSAY GÉNÉRALE DE SANTÉ
RANDSTAD

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE



RATP
RELX GROUP
RENAULT
REXEL
RICOL LASTEYRIE
RIVOLIER
ROCHE
ROLAND BERGER
ROTHSCHILD & CO
RTE
SAFRAN
SANOFI
SAP FRANCE
SCHNEIDER ELECTRIC
SERVIER
SGS
SIA PARTNERS
SIACI SAINT HONORÉ
SIEMENS
SIEMENS ENERGY
SIER CONSTRUCTEUR
SNCF
SNCF RÉSEAU
SODEXO
SNEF
SPRINKLR
SPVIE
STAN
SUEZ
SYSTEMIS
TALAN
TECNET PARTICIPATIONS SARL
TEREGA
THE BOSTON CONSULTING GROUP
TILDER
TOFANE
TOTALENERGIES
UBS FRANCE
UNIBAIL-RODAMCO
VEOLIA
VERLINGUE
VINCI
VIVENDI
WAKAM
WAVESTONE
WENDEL
WILLIS TOWERS WATSON
WORDAPPEAL
ZURICH



COMITÉ DIRECTEUR

PRÉSIDENT

Henri de Castris président, Institut Montaigne

MEMBRES

David Azéma associé, Perella Weinberg Partners

Emmanuelle Barbara *Senior Partner*, August Debouzy

Marguerite Bérard directrice des Réseaux France, BNP Paribas

Jean-Pierre Clamadieu président du Conseil d'Administration, ENGIE

Paul Hermelin président du Conseil d'administration, Capgemini

Marwan Lahoud président, Ace Capital Partners

Natalie Rastoin présidente, Polytane ; *Senior Advisor*, WPP

René Ricol président, Ricol Lasteyrie

Jean-Dominique Senard président du Conseil d'administration, Groupe Renault

Arnaud Vaissié président-directeur général, International SOS

Natacha Valla économiste ; doyenne de l'École de Management et d'Innovation, Sciences Po

Florence Verzelen directrice générale adjointe, Dassault Systèmes

Philippe Wahl président-directeur général, Groupe La Poste

PRÉSIDENT D'HONNEUR

Claude Bébéar fondateur et président d'honneur, AXA

Photo de couverture © xxx

Imprimé en France
Dépôt légal : février 2022
ISSN : 1771-6756

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE



IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

Une jeunesse plurielle

Enquête auprès des 18-24 ans

La jeunesse française est-elle en rupture avec les précédentes générations, notamment face à la question du wokisme ? Quelles sont les principales caractéristiques qui permettent de définir la jeunesse française ? Doit-on parler de la jeunesse ou d'une jeunesse plurielle ?

L'Institut Montaigne a souhaité conduire une enquête de référence sur la jeunesse française, grâce à la constitution d'un large échantillon de 8 000 jeunes (18-24 ans), représentatifs de la France métropolitaine. Cette enquête réalisée par l'institut de sondage Harris interactive, au mois de septembre 2021, dans un moment de répit de la pandémie Covid-19, s'intéresse aux difficultés ressenties par la jeunesse française dans la vie quotidienne, à ses orientations sociétales et politiques ainsi qu'aux effets de la crise sanitaire sur la vie des jeunes.

Grâce à deux enquêtes complémentaires réalisées en miroir : une enquête conduite auprès de la génération des parents et une enquête conduite auprès des Baby Boomers, l'analyse conduite par Olivier Galland et Marc Lazar, auteurs de l'étude, permet non seulement une comparaison intra-générationnelle mais aussi de vérifier la réalité, comme cela a pu être avancé, d'éventuels clivages entre les générations.

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine notre actualité
en vous abonnant à notre newsletter sur :
www.institutmontaigne.org

Institut Montaigne

59, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
www.institutmontaigne.org

ISSN 1771-6764
FÉVRIER 2022